

2008

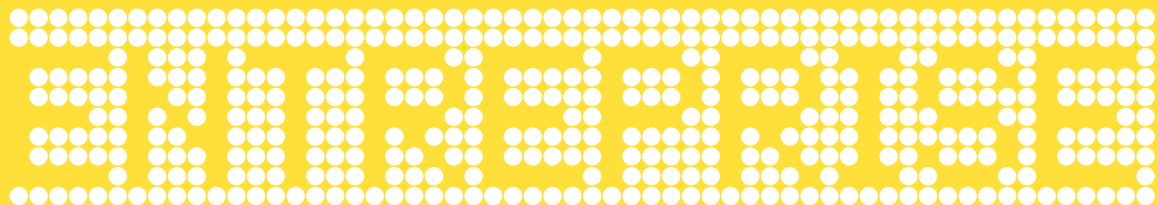
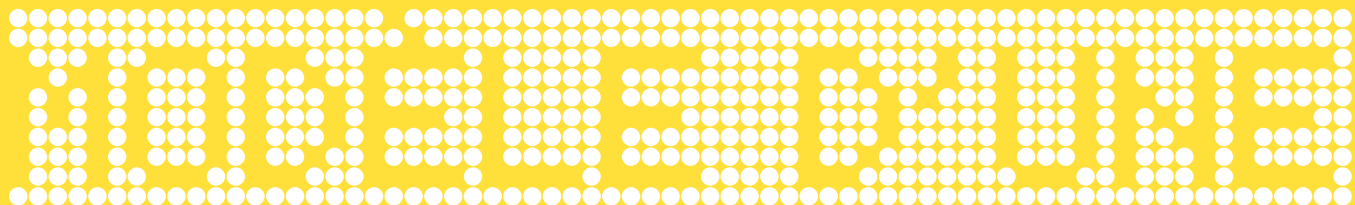
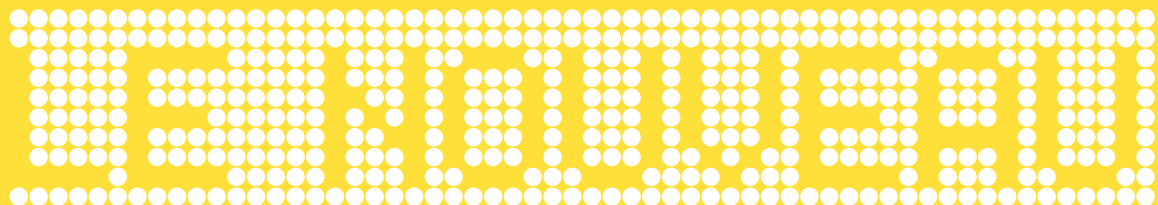
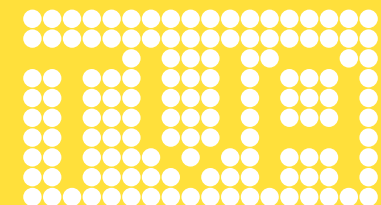


TVA LE NOUVEAU MODÈLE D'UNE ENTREPRISE DE CONTENUS

02

SOMMAIRE

PROFIL	//03
FAITS SAILLANTS FINANCIERS	//04
MESSAGE AUX ACTIONNAIRES	//06
REVUE DES ACTIVITÉS	//12
RAPPORT DE GESTION ANNUEL	//26
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES	//57
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	//58
REVUE DES SIX DERNIÈRES ANNÉES	//96
MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION	//97



03

PROFIL

GROUPE TVA INC. (GROUPE TVA, TVA OU LA COMPAGNIE), CONSTITUÉE EN 1960 SOUS LE NOM DE TÉLÉ-MÉTROPOLE CORPORATION, EST UNE ENTREPRISE DE COMMUNICATION INTÉGRÉE ACTIVE DANS LES SECTEURS DE LA TÉLÉVISION, DE L'ÉDITION DE MAGAZINES ET DANS LA DISTRIBUTION DE PRODUITS AUDIOVISUELS.

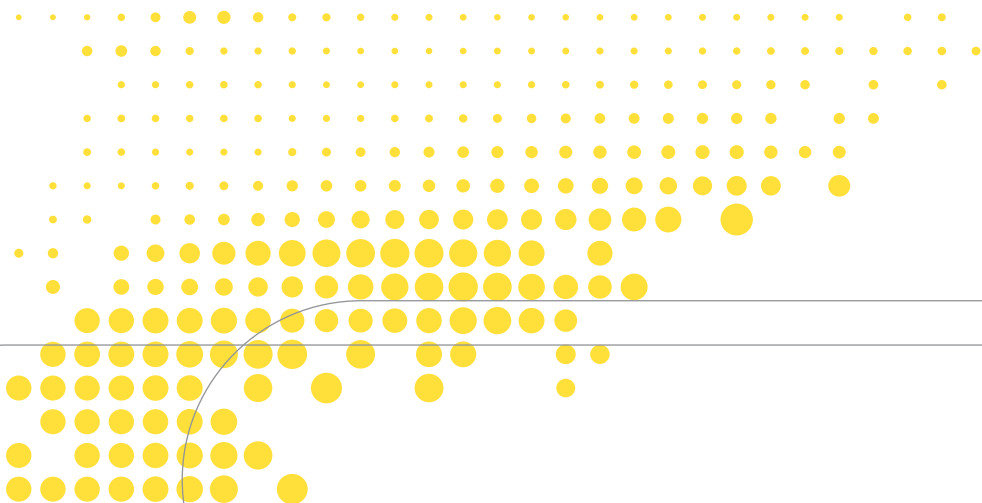
Groupe TVA inc., filiale de Quebecor Media inc., est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs : la télévision, l'édition et la distribution. En télévision, l'entreprise est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en production commerciale et dans le domaine du téléachat. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter sept services spécialisés et une station généraliste de langue anglaise à Toronto.

Groupe TVA détient et exploite six des dix stations qui forment le Réseau TVA, dont CFTM-TV (Montréal) qui agit à titre de tête de réseau et cinq stations de télévision régionales : CFCM-TV (Québec), CHLT-TV (Sherbrooke), CHEM-TV (Trois-Rivières), CFER-TV (Rimouski-Matane-Sept-Îles) et CJPM-TV (Saguenay-Lac-Saint-Jean). À ces stations régionales s'ajoutent quatre stations affiliées : CHOT-TV (Gatineau) et CFEM-TV (Rouyn) détenues par Radio Nord Communications inc., ainsi que CIMT-TV (Rivière-du-Loup) et CHAU-TV (Carleton) détenues par Télé Inter-Rives Itée. Groupe TVA détient une participation de 45 % dans Télé Inter-Rives Itée.

Le signal du Réseau TVA rejoint la quasi-totalité de l'auditoire francophone de la province de Québec, les communautés francophones des provinces voisines de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ainsi qu'une partie substantielle de la population francophone du reste du Canada. De plus, Groupe TVA possède une participation de 75 % dans SUN TV, une station généraliste de Toronto (Ontario). La Compagnie détient et exploite également les chaînes spécialisées LCN, Mystère, Argent, Prise 2 et Les idées de ma maison en plus de posséder une participation dans les services spécialisés mentv, Mystery et Canal Évasion. De plus, Groupe TVA exploite le service de télévision à la carte Canal Indigo.

En édition, Groupe TVA publie, par sa filiale TVA Publications, près d'une cinquantaine de magazines consommateurs, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française au Québec. En distribution, par sa division TVA Films, l'entreprise possède un important catalogue de droits de distribution qu'elle exploite sur toutes les plateformes : cinéma, vidéo, télévision payante et à la carte, et télévision spécialisée et généraliste.

TVA, qui compte près de 1 410 employés permanents, est une société ouverte depuis 1974. Ses actions classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.



04

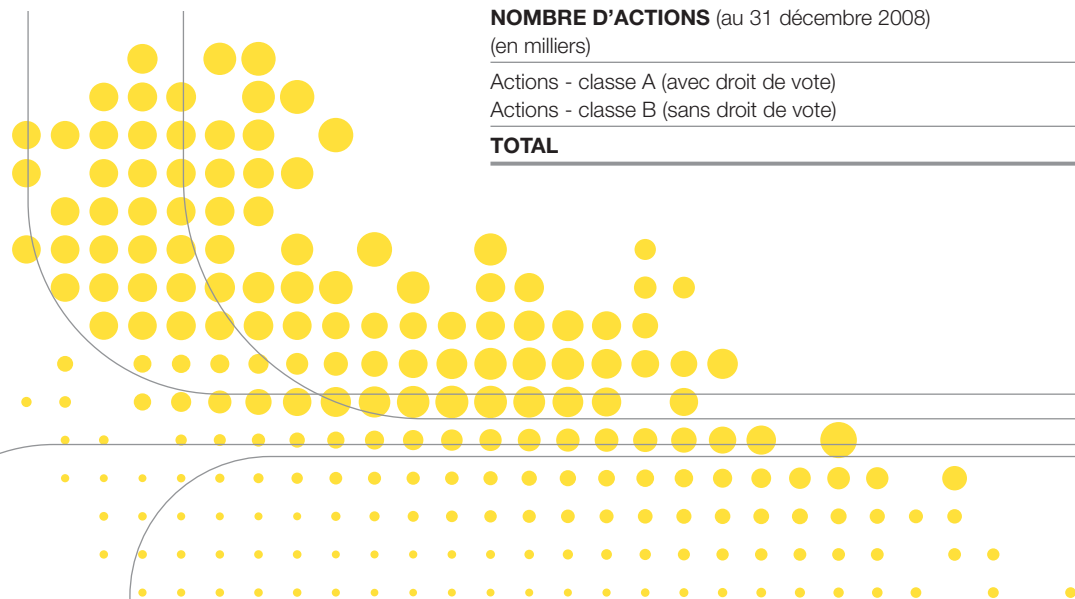
FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars,
sauf les montants par action)

	2008	2007
Produits d'exploitation	436 723 \$	415 486 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, charges financières frais de rationalisation des activités d'exploitation, impôts sur le bénéfice, part de l'actionnaire sans contrôle et part du bénéfice dans les sociétés satellites	66 302	59 381
Bénéfice net	44 804	38 384
Fonds générés par l'exploitation courante	52 325	38 098
Actif total	475 493	457 545
Dette à long terme	93 705	56 116
Avoir des actionnaires	202 772 \$	214 519 \$
Bénéfice par action	1,77 \$	1,42 \$
Valeur comptable par action	8,44 \$	7,94 \$
Ratio d'endettement	32 %	21 %
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	25 294	27 025
Nombre d'actions en circulation (en millier)	24 024	27 025
COURS DE L'ACTION - TVA.B (TSX)		
Haut	17,10 \$	18,51 \$
Bas	4,81 \$	13,89 \$
Clôture	5,23 \$	14,52 \$
NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS (Groupe TVA inc. et 100 % des filiales)		
	1 410	1 372

NOMBRE D' ACTIONS (au 31 décembre 2008) (en milliers)

	Total	Actionnariat de Quebecor Media inc.	
Actions - classe A (avec droit de vote)	4 320	4 317	99,9 %
Actions - classe B (sans droit de vote)	19 704	7 911	40,1 %
TOTAL	24 024	12 228	50,9 %



05

LA FORCE
D'UN GROUPE
MULTIMÉDIA



06

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

L'EXPRESSION D'UNE VISION GAGNANTE

Fort de sa tradition d'excellence, bien ancré dans le cœur et la culture des Québécois, Groupe TVA garde, plus que jamais, un leadership incontestable dans l'industrie des médias. C'est là le reflet d'une entreprise responsable envers ses téléspectateurs, ses employés, ses partenaires commerciaux et ses actionnaires, innovatrice et tournée vers la croissance.

Depuis plusieurs années, Groupe TVA évolue dans un univers en profonde mutation, où les changements technologiques viennent constamment modifier les façons de faire. Les marchés continuent de se fragmenter, l'Internet poursuit son inaltérable croissance et les plateformes de diffusion se multiplient au gré des avancées technologiques.

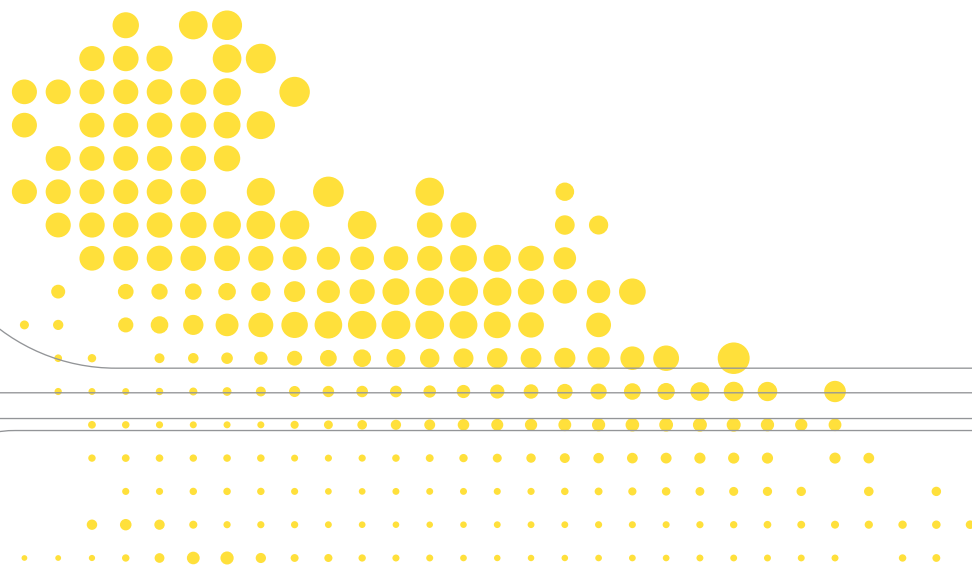
Prenant acte de cette révolution numérique et de la multiplication des possibilités de diffusion qu'elle entraîne, Groupe TVA a su faire le virage stratégique qui s'imposait en se donnant une nouvelle mission d'entreprise, centrée sur la création, la production et la diffusion de contenus de qualité pouvant être déployés sur une multitude de plateformes.

Amorcée en 2005, l'expression de cette vision se concrétise maintenant par le biais de notre nouveau modèle d'affaires, le seul d'ailleurs permettant à Groupe TVA de relever les défis d'une industrie qui est encore à se redéfinir.

MAINTENIR LA CROISSANCE EN PÉRIODE DE CRISE

En accord avec cette nouvelle vision, la croissance de TVA passe, plus que jamais, par les nouvelles fenêtres de diffusion que sont les chaînes spécialisées et les nouveaux médias, comme la vidéo sur demande, l'Internet et la mobilité. Ceci permettra à TVA de diversifier ses sources de revenus, de rejoindre les téléspectateurs partout et d'offrir aux annonceurs, de façon intégrée, l'ensemble de ces nouveaux marchés publicitaires. TVA continuera également d'investir dans sa première et plus importante plateforme de diffusion qu'est la télévision généraliste, en proposant une programmation toujours aussi rassembleuse et de qualité.

Parallèlement, Groupe TVA continue d'exercer une représentation énergique auprès du CRTC (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes) afin d'obtenir un assouplissement des règles de l'industrie permettant au consommateur d'avoir seul le pouvoir de choisir les contenus qu'il veut, quand et où il le veut. Dans un contexte où les résultats des chaînes généralistes privées ont chuté dramatiquement, particulièrement durant l'année 2008, selon le dernier rapport du CRTC et pour assurer une viabilité à long terme, le CRTC doit manifester une ouverture envers les groupes médias comme TVA afin que nous puissions augmenter notre portefeuille de chaînes spécialisées et nous diversifier avec



07

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

l'implantation de nouvelles chaînes dans tous les domaines. Ainsi, après avoir lancé Les idées de ma maison, en février 2008, TVA entend inaugurer trois nouvelles chaînes au cours des trois prochaines années.

Toujours selon ce même rapport du CRTC, les bénéfices avant impôts et intérêts des chaînes traditionnelles au Canada ont atteint huit millions en 2008. Ce dernier chiffre prend certainement l'allure d'un drapeau rouge lorsqu'on le compare aux 113 millions obtenus en 2007. En ce sens, Groupe TVA a déjà manifesté clairement sa position afin que les chaînes généralistes aient accès aux redevances, soit les mêmes sources de financement actuellement accordées aux chaînes spécialisées. TVA attend donc un geste concret du CRTC qui admet lui-même la situation critique des généralistes au Canada.

OPTIMISER LA FORCE DE LA CONVERGENCE

Devant les transformations que vit l'industrie des médias, il est clair que la force des grands groupes médias, au Québec comme ailleurs, est essentielle au succès des stratégies multi plateformes. En ce sens, notre appartenance à Quebecor Media, qui jouit déjà

d'une forte présence sur plusieurs de ces nouvelles plateformes de diffusion, représente un potentiel considérable de synergie et de convergence, autant pour la distribution de nos contenus que pour le rayonnement publicitaire de nos annonceurs.

CRÉER UNE SITUATION GAGNANTE POUR TOUS

Pour tirer pleinement profit de notre nouveau modèle d'affaires, nous continuons de capitaliser sur la structure mise en place pour générer la création, la production et la diffusion de contenus canadiens originaux, déclinables sur plusieurs plateformes. TVA ne pouvait plus être un simple diffuseur. Notre nouveau modèle nous permet maintenant d'être une entreprise de contenus. Nous avons en main tous les éléments pour créer des marques fortes dont la renommée et la portée rendront notre offre encore plus attrayante, autant à l'égard des téléspectateurs que des annonceurs.

Par ailleurs, nous avons entrepris une démarche avec tous les intervenants du milieu afin d'établir de nouvelles relations qui reflètent notre nouveau modèle d'affaires. Cette approche de partenariat nous a d'ailleurs permis de conclure, en février dernier, une entente de principe avec l'Union des artistes (UDA) sur les



08

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

nouveaux médias. Cette entente collective, la première du genre au Québec, est d'une durée de trois ans et détermine les conditions de travail des artistes qui participent aux émissions produites en français par TVA et ses filiales. L'entente concerne autant l'exploitation des contenus traditionnels dans les nouveaux médias que la production de contenu original sur ces nouvelles plateformes. Nous pouvons être très fiers de ce nouveau contrat entre nos deux groupes, qui permet de s'adapter aux défis de l'Internet et des nouveaux médias.

C'est là un bel exemple que nous devons profiter de la transformation actuelle de l'industrie pour revoir nos façons de faire, car la télévision ne sera plus jamais la même.

INVESTIR POUR SOUTENIR LA CROISSANCE

Pour soutenir sa position dominante et sa croissance, TVA poursuit progressivement ses investissements en technologie, notamment la haute définition.

Une grande partie de notre programmation sera bientôt disponible sur Internet et plusieurs de nos sites seront rafraîchis pour se donner des nouveaux outils d'intégration de contenus afin

d'augmenter l'interactivité avec l'utilisateur et ainsi séduire davantage les annonceurs en proposant des solutions innovatrices, intégrées et adaptées à leurs besoins.

L'exercice financier de 2008 a été marqué par le profond bouleversement de l'ordre économique mondial, particulièrement dévastateur chez nos voisins américains. Au Québec, nous sentons déjà la tendance et il est clair que nous ne serons pas épargnés. À ce jour, nous avons réussi à tirer notre épingle du jeu en raison de certains éléments contextuels comme la situation particulière de TQS.

LA FORCE DES GRANDS RENDEZ-VOUS

Toutefois, malgré des conditions économiques défavorables, Groupe TVA peut se montrer satisfait de sa performance avec des réalisations plus qu'enviables. Tout au long de l'année, nous avons pu maintenir une grille de programmation forte, qui s'est traduite par des parts de marché relativement stables et une hausse importante de l'écoute pour LCN et de tous nos bulletins d'information. On se doit de souligner la performance remarquable de l'équipe de l'information à l'occasion des trois soirées électorales, alors que TVA a devancé toute concurrence.



09

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

En 2008, TVA a continué de miser sur la création, la production et l'acquisition de contenus québécois. Ce choix stratégique nous a permis de créer de grands rendez-vous rassembleurs. C'est exactement le cas des émissions comme *Star Académie*, *La classe de 5^e*, *Taxi-22*, *Occupation Double* et *Le Banquier*, qui sont maintenant devenues des marques fortes dont le succès et la notoriété peuvent se transposer sur différentes plateformes, comme en témoigne le succès des émissions les plus populaires du Réseau TVA, qui se retrouvent sur illico télé numérique. Ce nouveau média offre au public la possibilité de voir et de revoir ses émissions préférées.

TVA, NOUVEAU LEADER DE L'INNOVATION PUBLICITAIRE

Au nombre des réalisations qui méritent d'être soulignées pour l'exercice 2008, il faut noter l'exploit de la force de vente de TVA, qui a réussi, non seulement à protéger nos revenus publicitaires, mais à les augmenter légèrement. Nous sommes également devenus le leader de l'innovation publicitaire auprès des annonceurs avec l'intégration de plusieurs nouveautés et nouveaux formats qui composent notre offre de solutions publicitaires multi plateformes intégrées et complètes.

LES CHAÎNES SPÉCIALISÉES CONTINUENT LEUR PROGRESSION

Les résultats de ce secteur expliquent bien pourquoi il est identifié comme un secteur porteur d'avenir pour la croissance de l'entreprise. Toutes les chaînes spécialisées de TVA ont enregistré une augmentation importante des revenus d'abonnement comparativement à l'exercice de 2007.

Beaucoup d'investissements sont effectués présentement dans les chaînes spécialisées. En plus du Grand débrouillage en mars 2009, nous investissons massivement dans le contenu canadien. Il y aura donc trois nouvelles émissions québécoises sur Les idées de ma maison en 2009, dont l'idéation est de TVA Création. LCN est en croissance d'écoute depuis plusieurs mois et l'arrivée de Jean-Luc Mongrain nous permettra de consolider notre position de leader. Nous allons investir davantage dans Mystère pour devenir la chaîne de séries n°.1 au Québec. Argent a un plan concret pour devenir une marque multi plateformes et devenir la référence en information financière. Les chaînes spécialisées sont au cœur de notre stratégie, nous allons donc investir énormément dans nos chaînes existantes et lancer de nouvelles chaînes dans les prochaines années. Cette stratégie va permettre à notre force de vente d'offrir un bouquet de plus en plus complet avec le réseau TVA, les chaînes spécialisées, l'Internet et les autres plateformes.



10

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

GROUPE TVA : LE PLUS GRAND ÉDITEUR DE MAGAZINES DE LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC

L'édition de magazines au Québec continue d'être dominée par TVA Publications, qui subit néanmoins la pression à la baisse des annonceurs et de la concurrence. Une situation plus ou moins compensée par une augmentation des produits d'exploitation reliés aux éditions sur mesure et par une réduction de coûts d'exploitation, qui permet de maintenir nos parts de marché et d'augmenter nos marges de profit.

TVA FILMS, PROFITABLE POUR UNE DEUXIÈME ANNÉE

Même scénario chez TVA films où les gestionnaires ont exercé un contrôle serré des coûts en plus de faire un choix très sélectif dans les films à distribuer. En minimisant ainsi les risques, TVA Films réussit à dégager un profit d'exploitation pour une deuxième année dans une industrie qui connaît certaines difficultés.

REMERCIEMENTS

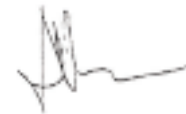
Si Groupe TVA réussit, année après année, à maintenir sa position de chef de file de son industrie, il le doit d'abord à la compétence, au dévouement et à la passion renouvelée de ses employés à fournir un travail de qualité.

Nous désirons également souligner la précieuse contribution de chacun des membres de notre conseil d'administration, dont les avis éclairés, l'expertise et la vision aident Groupe TVA à s'illustrer dans l'ensemble de ses marchés et dans un environnement d'affaires complexe et en évolution rapide.

On nous permettra également de remercier l'ensemble de nos actionnaires de leur confiance et de leur soutien constants, particulièrement Quebecor Media, notre actionnaire majoritaire, dont le soutien nous est extrêmement précieux.

En terminant, on ne peut passer sous silence l'incalculable contribution du public et de nos annonceurs, dont la fidélité est pour nous une constante source d'inspiration, de dépassement et de motivation.

Notre industrie est au cœur d'un grand bouleversement, mais elle est aussi partie prenante du plus grand changement que l'univers des médias ait connu. Dans un tel contexte, les membres de notre équipe de direction sont autant de repères fiables pour relever avec passion les défis qui nous sont confiés.



Jean Neveu
Président du conseil



Pierre Dion
Président et chef de la direction

11

UNE ÉQUIPE DYNAMIQUE

Si Groupe TVA réussit année après année à maintenir son leadership dans des conditions de plus en plus difficiles, c'est avant tout grâce à la compétence, au savoir-faire et à la passion renouvelée des membres du comité de direction.

Ils forment une équipe solide et fiable, qui met tout en œuvre pour que Groupe TVA maintienne son leadership, puisse faire face aux nombreux défis de notre industrie et demeure un phare incontournable de l'univers des médias au Québec.

PIERRE DION
Président et chef
de la direction



DENIS ROZON
Vice-président et chef
de la direction financière



FRANCE LAUZIÈRE
Vice-présidente,
Programmation



YVES DION
Président,
TVA Films



SERGE FORTIN
Vice-président, Information



EDITH PERREAULT
Vice-présidente, Ventes
et Marketing



JOCELYN POIRIER
Président,
TVA Publications inc.
et Président, TVAchats



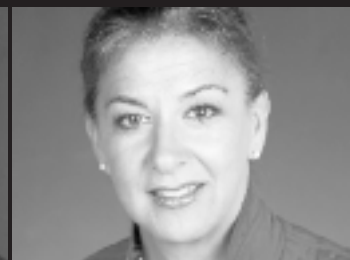
MAXIME BÉDARD
Directeur,
Affaires juridiques



YVES BEAUPRÉ
Vice-président,
Exploitation



MARIE COMTOIS
Vice-présidente, Communication
et nouveaux médias



RICHARD GAUTHIER
Vice-président,
Ressources humaines



JIM NELLES
Vice-président
directeur général,
SUN TV



RICHARD RENAUD
Vice-président,
Stations régionales



REVUE DES ACTIVITÉS

Télévision

**AU COEUR DU
DÉPLOIEMENT
MULTI PLATEFORME**



13

TÉLÉVISION

LE VIRAGE VERS UNE ENTREPRISE DE CONTENUS MULTI PLATEFORMES

Quel que soit le contexte économique ou les difficultés que vit le marché de la télévision généraliste, année après année, Groupe TVA offre à ses téléspectateurs une programmation 100 % divertissante ; l'exercice financier de 2008 ne fait pas exception et nous en sommes très fiers.

Confronté à la fragmentation des marchés et de l'écoute télévisuelle aux dépens des chaînes spécialisées et des nouveaux médias, particulièrement Internet, le Réseau TVA a néanmoins poursuivi sa domination des ondes. TVA a su maintenir des parts de marché relativement stables, à hauteur de 27 %, dépassant tous ses principaux concurrents réunis. Cette performance est encore plus remarquable lorsque l'on additionne à cette donnée la stabilité, allant même jusqu'à l'augmentation des ventes publicitaires dans un contexte très difficile.

Répondant avec justesse aux goûts et aux valeurs des téléspectateurs, le Réseau TVA a diffusé 20 des 30 émissions les plus regardées, dont plus de la moitié (12) avec des cotes d'écoute supérieures à 1,5 million de téléspectateurs. En plus du retour des grands rendez-vous à succès que sont *Star Académie*, *Le Banquier*, *Annie et ses hommes*, *Dieu merci !* et *Occupation Double*, l'innovation a particulièrement marqué l'année 2008 avec deux nouveautés millionnaires : *La cour des grands* et *Céline sur les plaines*.

Lancée en septembre, l'émission *La cour des grands* a été un des premiers contenus issus de notre nouveau modèle d'affaires. En effet, avec TVA Créations et TVA Productions, nous avons mis en place des équipes dédiées, qui nous permettent de réaliser la nouvelle mission du Groupe TVA, soit celle d'une entreprise médiatique engagée dans la création, la production et la distribution de contenus audiovisuels sur toutes les fenêtres existantes et sur celles à venir.



14

TÉLÉVISION

Figure de proue dans l'univers des médias au Québec, TVA offre maintenant une expérience complète aux téléspectateurs. Ce fut le cas avec l'acquisition des droits de diffusion du spectacle *Céline sur les plaines*, présenté dans le cadre des cérémonies du 400^e anniversaire de Québec. Diffusé sur trois fenêtres successivement – Indigo (télé à la carte), illico (vidéo sur demande), TVA (télé conventionnelle) – le spectacle a connu un succès inégalé à chaque fois. Dans ce cas précis, sans la participation des autres filiales de Quebecor Media, il aurait été impossible à TVA seul d'acquérir les droits de diffusion du spectacle de Céline. Un bel exemple du pouvoir de la convergence.

Le retour de *Star Académie* en tête des cotes d'écoute a déjà confirmé que le public attendait avec impatience de replonger dans la belle aventure de ce phénomène télévisuel. Nul doute que la présence de René Angélil comme directeur de l'Académie et d'une nouvelle équipe de professeurs aura permis d'offrir au public un produit prestigieux, rassembleur et d'une très grande qualité.

D'autres beaux projets, très porteurs, comme *La Collection*, une télé-réalité sur la mode, animée par Chantal Lacroix, et *Yamaska*,

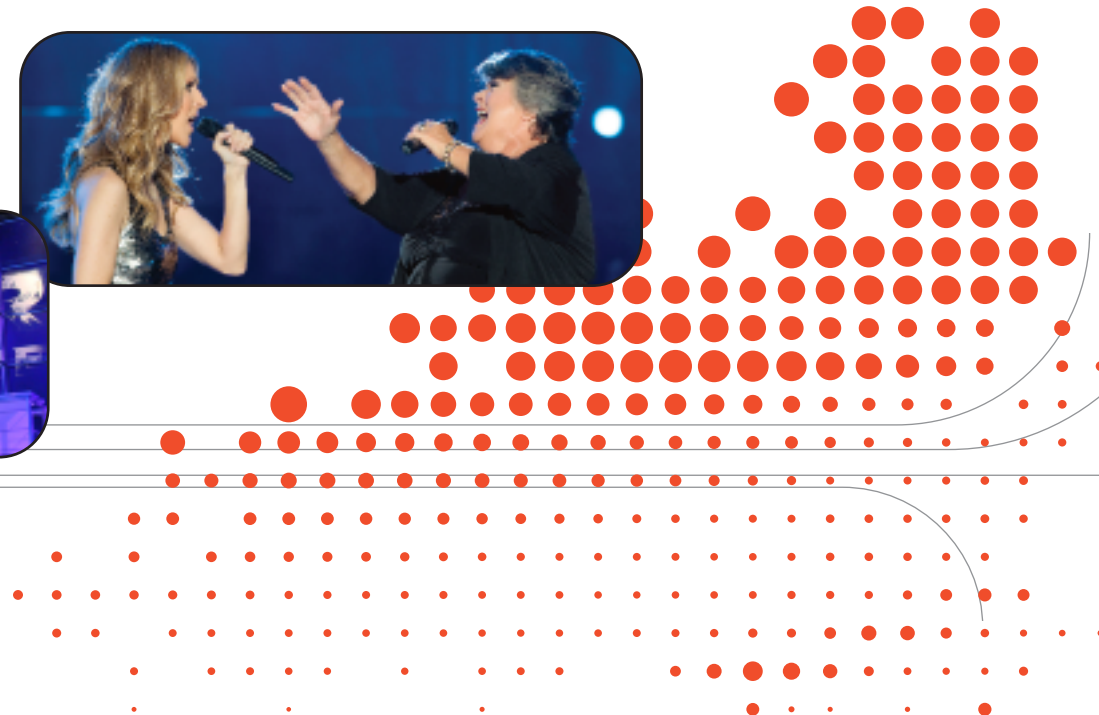
un téléroman écrit et produit par Anne Boyer et Michel D'Astous, témoignent bien de notre engagement et de notre fierté à promouvoir le talent des artistes d'ici. Nous croyons profondément en la capacité de nos créateurs et de leur relève à produire des œuvres de grande qualité, qui répondent aux besoins et aux exigences des Canadiens.

TVA CRÉATION

TVA Création est un incubateur d'idées pour toutes les plateformes de Quebecor Media.

Mis en place au début d'octobre 2007, TVA Création a comme mandat de concevoir des contenus originaux pour la télévision, le Web et pour tous les autres médias permettant une diffusion, telle la téléphonie sans fil.

Ce département de création est un pas important dans l'accomplissement des nouvelles orientations de l'entreprise visant à créer, développer et produire davantage de nouveaux contenus originaux répondant ainsi à la demande croissante de diversité. TVA Création offre donc des services complets de création et de développement de concepts.



15

TÉLÉVISION

TVA PRODUCTIONS

En accord avec le nouveau modèle d'affaires de créateur, producteur et diffuseur de contenus multi plateformes, TVA Productions joue un rôle croissant au sein de TVA, produisant des émissions aussi populaires que *Le Banquier*, *Salut Bonjour !*, *Occupation double* et le *Gala Artis*. En octobre 2008, TVA était très fière d'avoir conclu une entente avec les magasins La Baie pour un premier projet de contenu associé à une marque *La Collection*, une nouvelle émission sur le milieu de la mode au Québec, qui sera entièrement produite par TVA Productions. Il a également été annoncé, en novembre 2008, que TVA Productions signera la production d'une nouvelle émission d'humour à sketches, intitulée : *Tranches de vie*.

INFORMATION : LE RETOUR DES BULLETINS MILLIONNAIRES

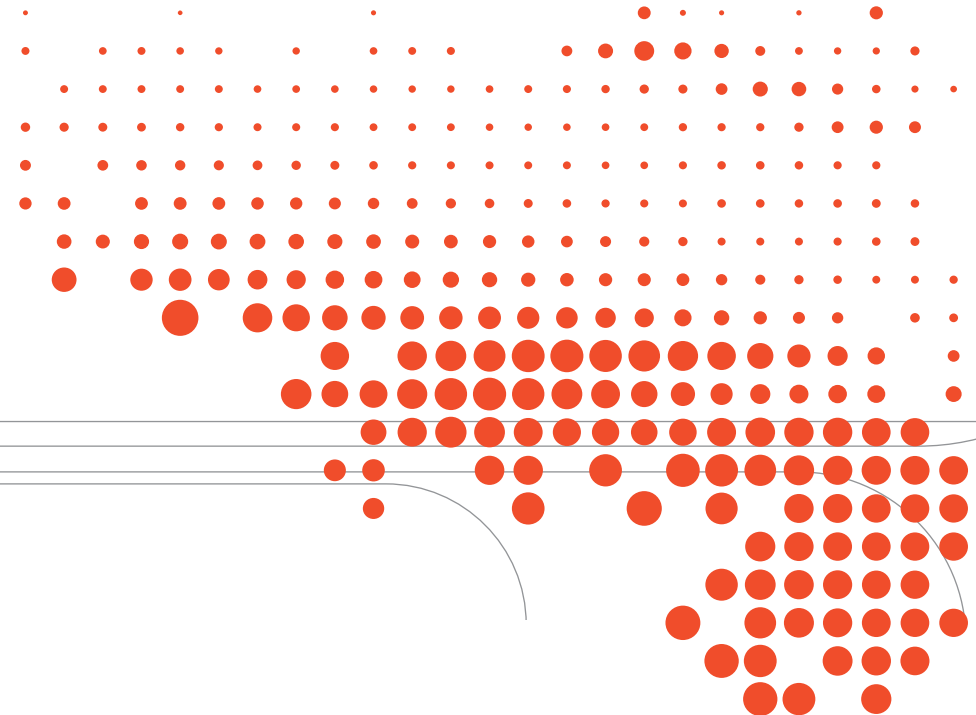
TVA demeure incontestablement le premier choix des téléspectateurs pour être bien informés. L'équipe des chefs d'antenne et des journalistes maintient un haut niveau de crédibilité, comme en témoigne la domination de TVA dans tous

ses bulletins. En effet, du matin au soir, du lundi au dimanche, tous les bulletins ont connu une augmentation dans leur créneau respectif et plusieurs ont maintes fois dépassé le million de téléspectateurs.

Autre preuve de cette crédibilité, les grandes couvertures ont été tout aussi spectaculaires et TVA a gagné les soirées électorales fédérale, provinciale et l'historique élection présidentielle américaine.

Du côté de l'innovation, la capsule *Mon Topo* permet au citoyen journaliste de participer aux bulletins par le biais d'Internet.

TVA travaille activement à transformer ses façons de faire pour bâtir aujourd'hui la salle des nouvelles de demain. TVA entend demeurer, encore longtemps, la référence en information des Québécois.



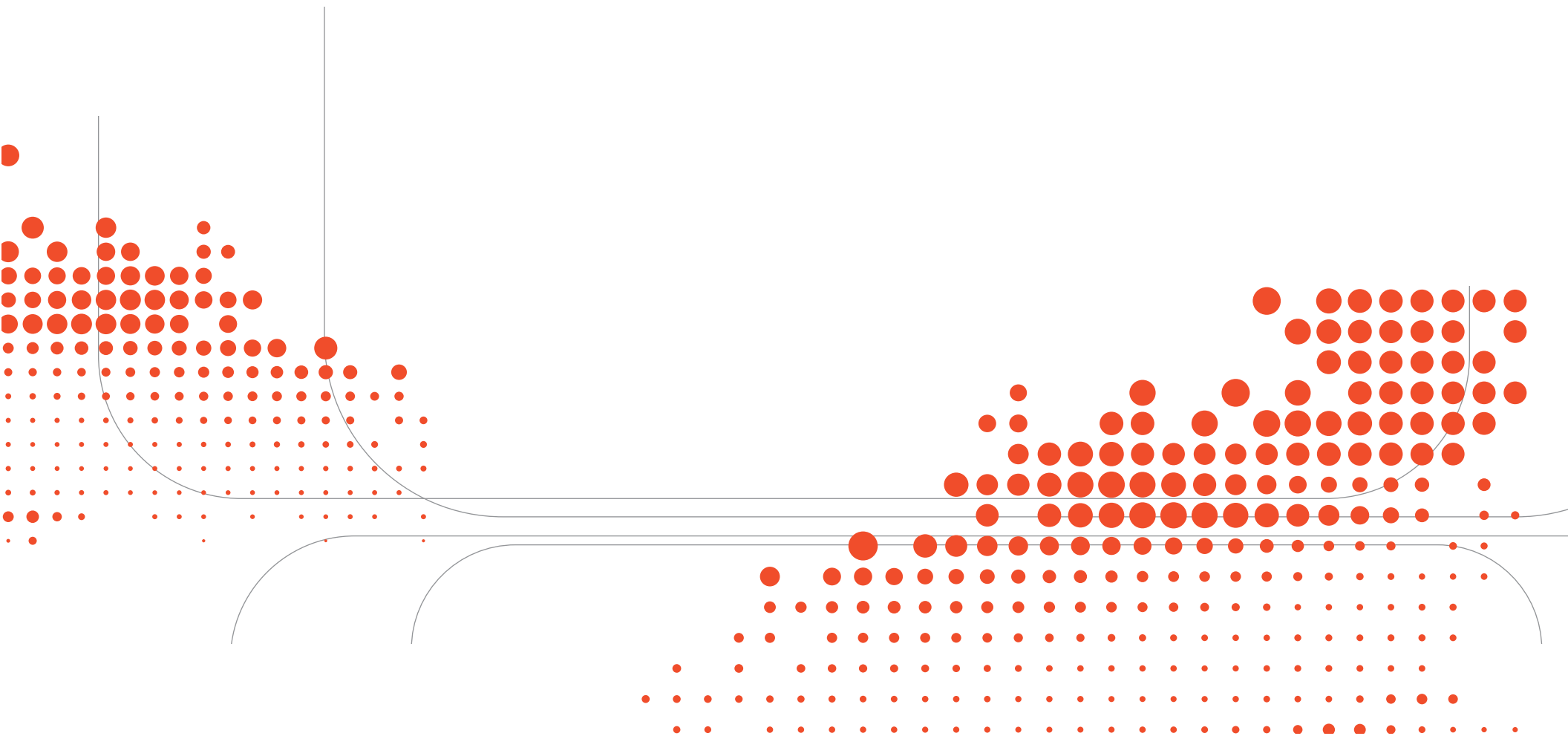
16

TÉLÉVISION

LE POUVOIR D'UNE GRANDE ÉQUIPE

Le Réseau TVA rayonne à l'échelle de toutes les régions du Québec et de leurs marchés, grâce aux dix stations régionales qui le composent. Groupe TVA est propriétaire de six d'entre elles : CFTM à Montréal, CFCM à Québec, CHLT à Sherbrooke, CHEM à Trois-Rivières, CJPM à Saguenay et CFER à Rimouski. La Société détient en outre une participation de 45 % dans Télé inter-Rives ltée, qui exploite les stations affiliées : CIMT à Rivière-du-Loup, et CHAU à Carleton. Elle compte également deux autres stations affiliées : CFEM à Rouyn et CHOT à Gatineau, propriété de RNC Média inc. Le signal du réseau TVA rejoint par ailleurs la quasi-totalité de l'auditoire francophone du Québec ainsi que les communautés francophones à l'échelle canadienne.

Dans toutes les régions qu'il dessert, TVA offre des services de qualité et un engagement exemplaire dans la vie sociale, économique et communautaire du milieu. À titre d'exemple, d'importants investissements ont été consentis pour la numérisation complète de la station TVA Sherbrooke. TVA s'engage d'ailleurs à maintenir un niveau de production locale élevé. Nous nous engageons à maintenir un tel niveau de production locale parce que nous sommes convaincus de l'importance et de l'apport de chacune des régions formant notre réseau. À l'instar de tous les réseaux généralistes privés, nous faisons toutefois face à une réalité de marché à laquelle nous devons nous ajuster afin de poursuivre adéquatement nos opérations.



17

TÉLÉVISION

LES CHAÎNES SPÉCIALISÉES POURSUIVENT LEUR CROISSANCE

Pour une deuxième année, les services spécialisés de TVA démontrent leur pertinence comme facteur de croissance, avec plusieurs indices à la hausse, notamment une augmentation de 22,7 % des revenus publicitaires et une croissance de 14,6 % des revenus d'abonnement. À elle seule, la nouvelle chaîne numérique Les idées de ma maison, lancée le 19 février 2008, représente près de 27 % de cette croissance. Les autres chaînes numériques, Mystère, Prise 2 et Argent ont connu une croissance combinée de leurs revenus d'abonnement de 26,6 %. Durant tout le mois de mars 2009, une vaste campagne de gratuité des cinq chaînes, sur l'ensemble des télédistributeurs, devrait susciter un volume important de nouveaux clients.

LE RÉFLEXE LCN SE PROPAGE

Le succès de l'information à TVA s'est également manifesté avec force du côté de LCN. La chaîne d'information en continu est maintenant LE numéro un au Québec et a obtenu une forte augmentation d'écoute avec une moyenne de 3,0 parts de marché.

Le site LCN.canoe.ca a explosé en 2008 avec une augmentation de 47 % de sa fréquentation. Plus de 100 millions de pages lues en un an et une moyenne de huit millions de visiteurs uniques à chaque mois reflètent bien les nouvelles habitudes du public dans sa recherche d'informations.



18

TÉLÉVISION

ARGENT, UNE FRANCHISE, QUI FAIT SA MARQUE

Toujours aussi riche en information, ARGENT est devenue une franchise, qui met de l'avant un nouveau modèle d'affaires visant à consolider toutes les plateformes, existantes et futures, et à exprimer son leadership dans le domaine des médias financiers.



LA CHAÎNE MYSTÈRE

Mystère est véritablement devenue un leader des grandes primeurs avec la présentation des meilleures téléséries américaines de l'heure, telles que *Dexter*, *Dommages et intérêts* (Damages), *Le retour de Charlie Cruz* (Life).

Mystère a su gagner un auditoire fidèle, qui compte maintenant 460 000 clients.

PRISE 2

Réunissant un large spectre, formé de 441 000 téléspectateurs, Prise 2, véritable album souvenir de la télé, mise sur deux grands axes de programmation, soit ses séries cultes, qui ont marqué l'imaginaire de plusieurs générations, et ses émissions jeunesse.



19

TÉLÉVISION

LES IDÉES DE MA MAISON

À peine un an après sa création, la chaîne Les idées de ma maison offre aux téléspectateurs une programmation, en français, des meilleures émissions de décoration, cuisine, rénovation et art de vivre. Déjà regardée par plus de 300 000 clients, cette chaîne devrait connaître encore plus de succès, stimulée par davantage de productions originales, qui feront leur entrée en 2009 et par les excellentes perspectives de convergence offertes par d'autres plateformes de diffusion de QMI.



SHOPPING TVA : FOCUS SUR LE DÉVELOPPEMENT

La stratégie complète du développement de la division Shopping TVA a été précisée. Misant sur des personnalités connues, des marques fortes et une présence plus dynamique sur le Web, cette stratégie comporte notamment le lancement du magasin de produits dérivés Tout simplement Clodine, comprenant des items de cuisine, de table et de loisirs. Prochainement, Shopping TVA annoncera son association avec la chanteuse et comédienne Caroline Néron, pour la distribution de ses bijoux. Chaque mois, une soixantaine de nouveaux produits viennent rafraîchir le site Internet qui est en pleine progression.

SUN TV ÉTEND SON RAYONNEMENT

Fortement exposée aux pressions d'un marché publicitaire extrêmement difficile, notre station ontarienne, SUN TV, n'a pas été épargnée et, là aussi, nous avons exercé un contrôle très serré des coûts. Parallèlement à cet exercice de gestion proactive, le déploiement de nouveaux réémetteurs dans les marchés d'Ottawa et de London/Kitchener a permis l'augmentation du signal de SUN TV. Son rayonnement atteint maintenant plus de 80 % de la population ontarienne. À la suite de quoi les résultats n'ont pas tardé à se faire sentir comme l'indiquent les 25 % d'augmentation en heures de grande écoute à l'automne 2008, comparativement à l'automne 2007.

20

TÉLÉVISION

Depuis le 1^{er} septembre 2008, SUN TV est maintenant le gestionnaire à 100 % de la programmation de la chaîne spécialisée mentv. Ce changement a eu un impact immédiat sur les ventes publicitaires.

TVA ACCÈS

TVA Accès poursuit sa croissance et se classe en tête des maisons de production pour les contenus publicitaires issus de la créativité média. En plus de produire de la publicité conventionnelle, TVA Accès est maintenant structuré pour fournir une expertise unique dans la production de contenus publicitaires pour l'ensemble des nouvelles plateformes.

Dans le but de maintenir un très bon rythme de croissance et de diversifier ses sources de revenus, TVA Accès possède maintenant tout l'équipement nécessaire pour la production HD et effectue, depuis l'an passé, du doublage pour TVA et ses chaînes spécialisées.

DES SOLUTIONS PUBLICITAIRES, COMPLÈTES, INNOVATRICES ET INTÉGRÉES

L'arrivée du numérique a complètement transformé la façon de traiter les contenus, qui sont maintenant diffusés sur tout un éventail de nouvelles plateformes technologiques.

Face à ces changements, à cette évolution technologique, en publicité, les idées doivent supporter les technologies et non pas le contraire. C'est encore et toujours le contenu et le message, qui stimulent le contact avec le client.

La mission de TVA Ventes & Marketing est de proposer aux annonceurs des solutions publicitaires complètes, innovatrices et intégrées. Dans cette lignée, la proposition de « guichet unique » en représentation et d'« experts conseils » en créativité média permet d'accompagner l'annonceur dans l'ensemble de ses réflexions. Les offres se développent ainsi sur mesure et rencontrent des objectifs distinctifs. Au besoin, elles peuvent être porteuses et généralistes, convergentes et intégrées, ou encore, nichées et encadrées.

Pour TVA, assumer le leadership, c'est aussi stimuler l'innovation par l'intégration de nouveaux segments, de nouvelles façons de faire, de nouveaux formats et de nouvelles offres. À ce chapitre, les téléspectateurs ont pu constater l'introduction des pauses isolées, des pauses qualifiées et des décomptes, des bandeaux mobiles et animés, des écrans partagés, des gratte-ciels et des programmes courts qui sont autant de nouvelles façons pour toucher le consommateur et influencer favorablement son niveau d'attention, de reconnaissance et de rétention.

Bien ancrée sur des bases solides, TVA mise d'abord sur des valeurs sûres et la continuité, en plus d'élargir sa proposition pour répondre à la croissance continue de consommation multimédia. Se connaître, interagir, oser, évoluer puis innover, c'est la proposition 2009 aux partenaires d'affaires.

REVUE DES ACTIVITÉS

Édition

**LE NUMÉRO UN DU
MAGAZINE FRANCOPHONE
AU QUÉBEC**



22

ÉDITION

LE NUMÉRO UN DU MAGAZINE FRANCOPHONE AU QUÉBEC

Avec près d'une cinquantaine de titres, des hebdomadaires qui rejoignent près de 3,6 millions de lecteurs (selon le PMB, Print Measurement Bureau) et plus de 75 % des parts de marché des magazines francophones vendus en kiosque au Québec, TVA Publications est assurément le numéro un et le plus important éditeur de magazines de langue française au Québec.

Parmi les produits vedettes, il faut souligner les populaires magazines artistiques que sont *7 Jours*, *Star système*, *Échos-Vedettes* et *Le Lundi*. Le magazine *7 jours*, à lui seul, compte plus d'un million de lecteurs. En fin d'exercice, le nouveau site de *7jours.ca* a d'ailleurs été mis en ligne, pour lequel une équipe produit environ 60 nouveaux textes par semaine.

Les publications féminines, comme *Clin d'œil*, *Moi et Cie* et *Tout simplement Clodine*, continuent de rejoindre un vaste public, de même que les mensuels « style de vie », tels que *Les idées de ma maison* et *Décoration chez soi*, qui a fêté son 30^e anniversaire. À ce chapitre, s'ajoute maintenant le titre *À vos pinceaux*, un magazine spécialisé en peinture décorative, lancé en début d'année 2008.

UNE GESTION RIGOUREUSE

La concurrence demeure toujours aussi vive dans ce secteur et les nouveaux médias, notamment Internet, influencent les tendances actuelles et futures qui affectent l'exploitation de magazines.

Ce secteur a été plus rapidement touché par le ralentissement économique et a enregistré une baisse de 6,6 % des revenus publicitaires, particulièrement notable dans les magazines féminins et de décoration.

TVA Publications entend poursuivre un contrôle, déjà amorcé, des coûts très serré, qui s'est traduit par une baisse de 3,8 % des charges d'exploitation. Cette baisse est principalement attribuable à de bonnes négociations conclues à long terme avec de nouveaux fournisseurs et qui ont mené à la diminution des frais d'imprimerie et de pelliculage.



23

ÉDITION

CROISSANCE DE L'ÉDITION SUR MESURE

Les activités d'édition sur mesure ont bondi au cours du quatrième trimestre de 2008, comparativement à celui de 2007, contribuant ainsi à la hausse des revenus. L'arrivée de plusieurs nouveaux clients a permis une croissance de 60,1 % des produits d'exploitation reliés à ce type de produits sur mesure.

BELLES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT SUR LE WEB

Après la consolidation du site 7jours.ca et la mise en place d'une nouvelle équipe pour la création de contenus, TVA Publications continue le déploiement de son plan de développement WEB avec la marque Clin d'œil afin de maintenir une position concurrentielle dans le marché.

De plus, il faut également mentionner une importante collaboration entre Shopping TVA et l'équipe du magazine *Tout Simplement Clodine* pour la promotion et la mise en marché de la toute nouvelle gamme de produits Clodine.

À L'AFFÛT DES OCCASIONS DE CROISSANCE

Le Québec représente toujours le premier marché de TVA Publications. Tout en continuant de protéger ses acquis, cette division demeure à l'affût des différentes opportunités de croissance du secteur, autant au Québec que dans le reste du Canada.



REVUE DES ACTIVITÉS

Distribution

**UN JOUEUR MAJEUR
DANS LA DISTRIBUTION DE
PRODUITS QUÉBÉCOIS**



25

DISTRIBUTION

UN JOUEUR MAJEUR DANS LA DISTRIBUTION DE PRODUITS QUÉBÉCOIS

En minimisant les risques grâce à un choix très sélectif des titres à distribuer et une bonne performance du côté des produits vidéo, TVA Films réussit à dégager un profit d'exploitation pour une deuxième année dans une industrie qui connaît des moments difficiles.

Parmi les titres qui ont connu une bonne performance au box-office, soulignons *Dans une galaxie près de chez vous 2* et *Borderline*, ce dernier s'est distingué à la 11^e Soirée des prix Jutra, remportant quatre trophées.

INVESTIR DANS LA VITALITÉ DU CINÉMA D'ICI

TVA Films est fortement engagé dans le cinéma québécois. Voici d'ailleurs quelques titres à surveiller en 2009 : *Dédé*, à travers les brumes, un film de Jean-Philippe Duval mettant en vedette Sébastien Ricard, sur la vie d'André Fortin des Colocs, Pour toujours les Canadiens (titre provisoire), un film de Sylvain Archambault, scénarisé par Jacques Savoie, avec Céline

Bonnier, Claude Legault, Dhanaé Audet-Beaulieu, Jean Lapointe et la participation des joueurs des Canadiens, le premier film de Mariloup Wolfe, *Les Pieds dans le vide*, avec Guillaume Lemay-Thivierge, Laurence Leboeuf, Eric Bruneau et Vincent Bolduc.

TVA Films distribue également de grands succès télévisuels et d'humour sur DVD. Ces produits ont connu une belle croissance depuis trois ans. Parmi les plus récents titres : *Martin Matte*, *Le Cœur a ses raisons*, *Lise Dion*, *Michel Barrette*, *Grégory Charles*, *Taxi 0-22*, *Nos étés*, *Annie et ses hommes*, *Stéphane Rousseau*, *Martin Petit*, *Dieu Merci!* et *InterBox*.

Avec ses 4 000 titres actifs, son catalogue est parmi les plus variés et les plus importants au Canada. Par l'entremise de sa division de ventes à l'étranger, TVA Films exploite son catalogue à travers le monde.





**RAPPORT DE GESTION ANNUEL
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
AUX ACTIONNAIRES
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
REVUE DES
SIX DERNIÈRES ANNÉES
MEMBRES DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET DE LA DIRECTION**

POUR LES EXERCICES TERMINÉS
LES 31 DÉCEMBRE 2008 ET 2007

RAPPORT DE GESTION ANNUEL

pour les exercices terminés
les 31 décembre 2008 et 2007

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Compagnie », filiale de Quebecor Media inc. « QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs; la télévision, l'édition et la distribution. En télévision, la Compagnie est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en production commerciale et dans le téléachat. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter sept services spécialisés, une station généraliste de langue anglaise à Toronto et un service de télévision à la carte. Elle possède également des participations minoritaires dans le portail internet Canoë et dans la chaîne spécialisée Canal Évasion. En édition, Groupe TVA publie près d'une cinquantaine de magazines, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Elle offre aussi des services d'éditions sur mesure favorisant le rayonnement des marques de commerce de ses clients par le média imprimé. En distribution, elle possède un important catalogue de droits de distribution qu'elle exploite sur toutes les plates-formes : cinéma, vidéo, télévision payante et à la carte, télévision spécialisée et généraliste. Les actions de la Compagnie sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

SURVOL DE L'ANNÉE 2008

En 2008, Groupe TVA a enregistré une croissance de 11,7 % de son bénéfice d'exploitation par rapport à 2007. Les secteurs de la télévision et de l'édition ont affiché des croissances respectables de leurs bénéfices d'exploitation durant la dernière année alors que celui de la distribution est demeuré relativement comparable à celui de 2007. La Compagnie enregistre donc un bénéfice net de 44 804 000 \$ pour l'exercice 2008 comparé à un bénéfice net de 38 384 000 \$ pour l'exercice 2007 soit une croissance de 17%. Voici quelques faits saillants financiers de l'année 2008 :

- Croissance du bénéfice d'exploitation du secteur de la télévision de 5 167 000\$ ou 10,3 % comparativement au bénéfice d'exploitation de l'année dernière. Cette croissance s'explique essentiellement par les facteurs suivants :
 - ➡ Le Réseau TVA est parvenu à faire croître son bénéfice d'exploitation de 12,4 % grâce à une croissance de ses revenus publicitaires de 2,2 % et à une gestion contrôlée de ses dépenses d'exploitation ;
 - ➡ Les services spécialisés ont connu une croissance de leur bénéfice d'exploitation de 11,8 % malgré la perte d'exploitation de la nouvelle chaîne « Les idées de ma maison » lancée le 19 février 2008.
- Croissance du bénéfice d'exploitation du secteur de l'édition pour une troisième année consécutive, passant d'un bénéfice d'exploitation de 7 829 000 \$ en 2007 à 9 306 000 \$ en 2008 soit une augmentation de près de 19 %.
- Réalisation d'un bénéfice d'exploitation pour le secteur de la distribution pour une seconde année consécutive avec un bénéfice d'exploitation de 1 182 000 \$ en 2008 comparativement à 1 295 000 \$ en 2007.

MESURES NON NORMALISÉS EN VERTU DES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS « PCGR » DU CANADA

Pour évaluer son rendement financier, la Compagnie utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées selon les PCGR du Canada. Elle utilise ces mesures financières hors PCGR, telles que le bénéfice d'exploitation et le bénéfice d'exploitation normalisé, car elle estime qu'elles donnent une bonne représentation de son rendement. La méthode de calcul des mesures financières hors PCGR de la Compagnie peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des normes semblables divulguées par d'autres sociétés.

DÉFINITION DU BÉNÉFICE OU DE LA PERTE D'EXPLOITATION

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Compagnie définit le bénéfice ou la perte d'exploitation comme le bénéfice (la perte) avant l'amortissement, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, la dépréciation d'actifs incorporels, le gain sur les acquisitions et dispositions d'entreprise, les impôts sur le bénéfice (la récupération), la part de l'actionnaire sans contrôle et la part du bénéfice dans les sociétés satellites. Le bénéfice ou la perte d'exploitation, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux PCGR du Canada. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les PCGR du Canada. La direction estime que le bénéfice ou la perte d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement. La direction et le conseil d'administration utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Compagnie que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice ou la perte d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Compagnie est active. Signalons que la définition du bénéfice ou de la perte d'exploitation adoptée par la Compagnie peut différer de celle d'autres entreprises.

Conciliation du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés

(en milliers de dollars)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les exercices terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Bénéfice net	14 431 \$	15 606 \$	44 804 \$	38 384 \$
Amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des frais de démarrage reportés	3 698	3 305	13 986	12 942
Charges financières (revenus financiers)	(253)	1 063	1 760	4 477
Frais de rationalisation des activités d'exploitation	-	(357)	184	1 382
Impôts sur le bénéfice	5 416	3 722	8 259	5 714
Part de l'actionnaire sans contrôle	(433)	(474)	(1 802)	(2 651)
Part du bénéfice dans les sociétés Satellites	(496)	(71)	(889)	(867)
Bénéfice d'exploitation	22 363 \$	22 794 \$	66 302 \$	59 381 \$

DÉFINITION DU BÉNÉFICE OU DE LA PERTE D'EXPLOITATION NORMALISÉ(E)

Le bénéfice ou la perte d'exploitation normalisé(e) est constitué du bénéfice d'exploitation lequel est ajusté pour tenir compte des ajustements aux frais réglementaires contestés relatifs aux périodes concernées. Ce bénéfice ou perte d'exploitation normalisé(e) présente les résultats d'exploitation tels qu'ils auraient été en incluant les droits de la partie II du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes « CRTC » pour les périodes concernées. Le bénéfice ou la perte d'exploitation normalisé (é), tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux PCGR du Canada. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure est utilisée par la direction afin d'obtenir des données comparables pour l'évaluation de la performance de l'entreprise. Se référer à la section TELEVISION pour le tableau de conciliation.

GÉNÉRALITÉS

Le plus important secteur d'activités de la Compagnie, soit le secteur de la télévision et plus spécifiquement le marché de la télévision conventionnelle, est toujours durement affecté par la fragmentation de son auditoire et des revenus publicitaires. De plus, le ralentissement économique que nous connaissons est venu accentuer les bouleversements du marché et les défis économiques. Plusieurs diffuseurs conventionnels privés sont aux prises avec des baisses de revenus publicitaires importantes (CTV, Canwest/Global, Rogers) et plusieurs d'entre eux ont annoncé, au courant des derniers mois, des réductions de dépenses et d'emplois ou encore des résultats financiers significativement en recul. Au Québec, la situation précaire du Réseau de télévision francophone TQS, les particularités du marché francophone et la position de tête du Réseau TVA dans ses parts de marché ont permis au Réseau TVA de connaître une année de croissance tant au niveau de ses revenus publicitaires qu'au niveau de son bénéfice d'exploitation.

La publication par le CRTC des résultats financiers pour l'exercice 2008 de l'ensemble des stations de télévisions conventionnelles privées au Canada a révélé que le Bénéfice Avant Intérêts et Impôts (B.A.I.I.) de ce type de stations pour l'ensemble du Canada est nettement en recul sur les résultats des quatre dernières années (voir tableau ci-dessous). Pendant ce temps, les services spécialisés ont connu une croissance de plus de deux points de pourcentage pour atteindre une marge B.A.I.I. de 24,4 % pour l'exercice 2007 tout en ayant accès à des redevances et à des revenus publicitaires.

Bénéfice avant intérêts et impôts (B.A.I.I.)

(en % des revenus totaux)

	2008	2007	2006	2005	2004
Stations conventionnelles au Canada	0,4%	5,2%	4,2%	11,3%	11,3%
Stations conventionnelles au Québec	6,2%	5,1%	6,1%	11,1%	11,8%
Services spécialisés au Canada	n/d	24,4%	22,2%	24,7%	19,6%

Source : Statistiques CRTC

Malgré cette situation financière, il y a une nécessité pour ces mêmes diffuseurs d'investir dans leurs infrastructures de diffusion et de production pour passer du mode analogique au mode numérique. Ces mêmes diffuseurs doivent investir plusieurs dizaines voire même centaines de millions de dollars dans la conversion de leurs équipements pour respecter la date limite du 31 août 2011 imposée par le CRTC. Malgré tous ces faits et les représentations de l'industrie, le CRTC, dans son avis public de radiodiffusion émis le 30 octobre 2008, a rejeté la demande présentée par les télédiffuseurs en direct en vue d'imposer un tarif de distribution général.

Au courant de la dernière année, le Réseau TVA a conservé sa position de leader sur le marché de la télévision francophone au Québec. Pour la saison Automne 2008, le Réseau TVA est parvenu à maintenir sa part de marché à 29 parts alors que TQS a vu ses parts diminuer de 45 % (6 parts) et celles de la SRC ont atteint 14 parts (Source : BBM audimétrie, lundi au dimanche, 2 ans et +, du 1^{er} septembre au 30 novembre 2008). De plus, durant cette même période, TVA a obtenu 17 des 20 émissions les plus regardées dont « Le Banquier », « Dieu merci ! », « Occupation Double » et le spectacle « Céline sur les plaines ». La situation a été presque identique pour la saison Hiver-Printemps 2008 avec 27 parts de marché pour le Réseau TVA et 24 des 30 émissions les plus regardées (Source : BBM audimétrie, lundi au dimanche, 2 ans et +, du 7 janvier au 27 avril 2008). Fort de ses résultats d'écoute et du leadership de son équipe de représentation commerciale, le Réseau TVA est parvenu à hausser ses revenus publicitaires de 2,2 % comparativement à l'exercice précédent.

Les services spécialisés de Groupe TVA ont également connu une autre bonne année financière. Le 19 février 2008 était la date de mise en ondes de la nouvelle chaîne spécialisée du Groupe TVA « Les idées de ma maison ». Les résultats financiers de cette nouvelle chaîne ont été supérieurs aux attentes initiales. Le service de nouvelles en continu LCN continue d'obtenir des parts de marché supérieures à son principal compétiteur RDI. En mars 2009, l'animateur Jean-Luc Mongrain, ancien chef d'antenne de TQS, débutera l'animation d'une émission quotidienne à LCN, ce qui devrait contribuer à l'accroissement de l'auditoire et à la popularité de ce service. Également, le bénéfice d'exploitation de l'ensemble des services spécialisés du Groupe TVA a connu une croissance de 11,8 % comparativement à celui de l'exercice précédent.

GÉNÉRALITÉS (suite)

Le secteur de l'édition a également vu croître sa rentabilité durant la dernière année. Cette performance a été réalisée dans un contexte de ventes publicitaires en décroissance pour l'ensemble de l'industrie des magazines principalement en raison de la situation économique des derniers mois. Cependant, la poursuite de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle de chacun des titres de notre portefeuille de magazines a largement contribué à l'accroissement de la rentabilité de ce secteur. Le développement du marché des « éditions sur mesure » a porté fruit alors que les revenus associés à ces services ont connu une croissance de 60 % et ont compensé partiellement la baisse des revenus d'exploitation du secteur qui ont reculé de 1,6 % comparativement à l'année 2007. Durant la dernière année, la Compagnie a mis en marché un nouveau magazine intitulé « À vos pinceaux » traitant de la peinture sur bois lequel s'est avéré profitable dès sa première parution. Soulignons aussi le succès des célébrations entourant les 25 ans d'existence du magazine « Les idées de ma maison » et les 30 ans du magazine « Chez Soi ». Finalement, la Compagnie a poursuivi ses investissements dans ses magazines et ses offensives promotionnelles pour conserver ses parts de marché dans le marché des magazines artistiques.

Le secteur de la distribution a connu une année financière stable comparativement à l'année dernière avec seulement 3 % de baisse de son chiffre d'affaires. Dans le marché du cinéma, aucun film n'a obtenu le même niveau de popularité qu'avait obtenu les films « Cherche Homme Parfait » et « La vie en rose » en 2007. Cette situation n'est pas unique à notre Compagnie et reflète la situation des films québécois au « box-office » au courant de la dernière année. Malgré tout, TVA Films a classé deux de ses films parmi les quatre premières positions au « box-office québécois » en 2008. Les activités provenant de la vidéo continuent de contribuer à la majeure partie du bénéfice d'exploitation du secteur et compensent toujours les activités déficitaires reliées aux sorties en cinéma.

Groupe TVA a poursuivi ses changements structurels et organisationnels dans ses trois secteurs d'activités durant le dernier exercice et ce, dans le but d'être constamment plus performante et de s'adapter aux changements profonds des différentes industries dans lesquelles elle évolue. Son objectif ultime est d'offrir à son auditoire et à sa clientèle commerciale les meilleurs contenus disponibles, au moment souhaité et sur les médias désirés.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

L'analyse et les commentaires de la direction présentés ci-dessous relativement aux résultats et à la situation financière de la Compagnie doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Compagnie. Ces états financiers ont été préparés conformément aux PCGR canadiens et tous les montants indiqués dans ce rapport de gestion font référence à des dollars canadiens.

Produits d'exploitation (en milliers de dollars)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les exercices terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Télévision	102 118 \$	98 748 \$	342 853 \$	321 045 \$
Édition	19 508	19 992	78 606	79 878
Distribution	6 891	6 725	19 236	19 828
Éléments intersectoriels	(1 557)	(1 392)	(3 972)	(5 265)
	126 960 \$	124 073 \$	436 723 \$	415 486 \$

RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

Les produits d'exploitation consolidés de TVA ont atteint 436 723 000 \$ en 2008 comparativement à 415 486 000 \$ enregistrés au cours de l'exercice précédent, soit une croissance de 21 237 000 \$ ou 5,1 %. Le secteur de la télévision a connu une croissance de ses produits de 21 808 000 \$ ou 6,8 % alors que les secteurs de l'édition et de la distribution ont, quant à eux, connu une légère diminution de leurs produits d'exploitation. La croissance des produits d'exploitation du secteur de la télévision provient de toutes ses activités, à l'exception de la station SUN TV qui a connu une diminution de 5,3 % de ses revenus publicitaires essentiellement au courant du quatrième trimestre 2008. Le Réseau TVA a vu ses produits d'exploitation croître de 4,8 % au cours de l'année 2008 provenant essentiellement de ses activités accrues de production et de l'exploitation de ses contenus sur différentes plateformes notamment la télévision à la carte et la vidéo sur demande. Les produits du secteur de l'édition ont légèrement diminué de 1 272 000 \$ ou 1,6 % comparativement à l'exercice 2007 attribuable principalement à la baisse des revenus publicitaires de 6,6 %. La baisse des produits d'exploitation du secteur de la distribution provient essentiellement de la diminution de ses revenus relativement aux sorties en cinéma ainsi que du volume légèrement moindre des produits distribués en vidéo. La baisse des produits d'exploitation de 1 293 000 \$ provenant des éléments intersectoriels de l'exercice 2008 comparé à l'exercice 2007, correspond à un niveau plus faible de transactions entre les secteurs de la télévision et de l'édition principalement au niveau des échanges publicitaires.

Comparaison du quatrième trimestre 2008 versus 2007

Au cours du quatrième trimestre 2008, les produits d'exploitation ont atteint 126 960 000 \$ comparativement à 124 073 000 \$ enregistrés au trimestre correspondant en 2007. Cette croissance de 2,3 % est attribuable à la croissance des produits dans les secteurs de la télévision (3,4 %) et de la distribution (2,5 %) qui provient essentiellement de l'exploitation en salles de cinéma du film «Relidicule». Le secteur de l'édition a connu une baisse de 2,4 % de ses produits d'exploitation dont une baisse des revenus publicitaires de 13,1 % attribuable au ralentissement économique qui sévit depuis déjà quelques mois. La croissance des produits du secteur de la télévision provient principalement des activités du Réseau TVA (1,5 %), des services spécialisés (18,4 %) et de l'exploitation depuis le 1^{er} septembre 2008 du service de télévision à la carte «Canal Indigo».

Bénéfice d'exploitation (en milliers de dollars)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les exercices terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Télévision	19 365 \$	19 609 \$	55 524 \$	50 357 \$
Édition	1 887	1 594	9 306	7 829
Distribution	1 077	1 502	1 182	1 295
Éléments intersectoriels	34	89	290	(100)
	22 363 \$	22 794 \$	66 302 \$	59 381 \$

Groupe TVA a enregistré un bénéfice d'exploitation de 66 302 000 \$ au cours de l'exercice 2008 comparativement à un bénéfice d'exploitation de 59 381 000 \$ enregistré au cours de l'exercice précédent soit une croissance de 6 921 000 \$ ou 11,7 %.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

Dans le secteur de la télévision, le bénéfice d'exploitation de l'exercice 2008 a augmenté de 5 167 000 \$ ou 10,3 % comparé à l'exercice précédent. Toutes les activités de ce secteur ont connu une croissance de leurs bénéfices d'exploitation, à l'exception de la station généraliste de Toronto SUN TV et des activités reliées à la division « Shopping TVA » qui a connu une décroissance de 62,2 % de son bénéfice d'exploitation. Au cours de l'exercice 2007, le bénéfice d'exploitation de ce secteur incluait un ajustement favorable aux charges d'exploitation de 4 139 000 \$ relativement aux droits de licences de la partie II du CRTC pour la période allant du 1^{er} septembre 2006 au 31 décembre 2007 alors que l'exercice courant de 2008 inclut un ajustement défavorable du même montant suite à la décision de la Cour d'appel fédérale rendue en avril 2008. Sur une base comparative, le bénéfice d'exploitation normalisé du secteur est en hausse de 13 445 000 \$ (29,1 %) provenant de la croissance du Réseau TVA et des canaux spécialisés qui incluent la nouvelle chaîne « Les idées de ma maison ». La perte de SUN TV a augmenté de 11,8 % en 2008 mais tient compte également d'un ajustement défavorable relativement aux charges de droits de licences de la partie II du CRTC. Sur une base comparative, la perte d'exploitation normalisée de SUN TV a légèrement augmenté de 169 000 \$ ou 2,8 %.

Dans le secteur de l'édition, malgré des conditions économiques défavorables dans le marché publicitaire des magazines ainsi qu'une compétition continuellement présente, les marges bénéficiaires ont continué de croître et sont passées de 9,8 % en 2007 à 11,8 % en 2008 permettant à ce secteur de dégager un bénéfice d'exploitation en 2008 de 9 306 000 \$ comparé à 7 829 000 \$ enregistré au cours de l'exercice précédent.

Pour le secteur de la distribution, le bénéfice d'exploitation a diminué de 113 000 \$ ou 8,7 % en 2008 comparé à l'exercice précédent passant d'un bénéfice d'exploitation de 1 295 000 \$ en 2007 à un bénéfice d'exploitation de 1 182 000 \$ en 2008. Cette diminution s'explique essentiellement par une baisse de la marge brute générée par la commercialisation des produits dans le marché de la vidéo jumelée à un volume légèrement inférieur en 2008 dans ce même marché.

Comparaison du quatrième trimestre 2008 versus 2007

Au cours du quatrième trimestre 2008, Groupe TVA a enregistré un bénéfice d'exploitation de 22 363 000 \$ contre un bénéfice d'exploitation de 22 794 000 \$ pour le même trimestre de 2007, soit une baisse de 1,9 %. Dans le secteur de la télévision, le bénéfice d'exploitation a connu une baisse de 244 000 \$ ou 1,2 % essentiellement à cause de la baisse des revenus de la station SUN TV, de la baisse des ventes reliées au téléachat et de la charge relativement aux droits de la partie II comptabilisée en 2008 alors qu'aucune charge n'avait été comptabilisée au quatrième trimestre de 2007. Le bénéfice d'exploitation normalisé a connu une croissance de 657 000 \$ ou 3,5 % pour ce même trimestre. Le bénéfice d'exploitation normalisé du Réseau TVA a enregistré une augmentation de 6,8 % alors que celui des services spécialisés a augmenté de 27,1 %.

Dans le secteur de l'édition, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 1 887 000 \$, soit une croissance de 293 000 \$ par rapport au trimestre correspondant de 2007. Les revenus publicitaires ont connu une régression importante dans le secteur de l'édition au cours du quatrième trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2007. La croissance des activités de l'édition sur mesure jumelée au contrôle de l'ensemble des coûts d'exploitation ont compensé la baisse des revenus et les investissements réalisés dans les contenus. Ainsi, le secteur de l'édition a affiché une marge bénéficiaire de 9,7 % au cours du quatrième trimestre 2008, comparativement à 8,0 % pour le trimestre correspondant de 2007, et ce, tout en continuant de protéger ses parts de marché.

Dans le secteur de la distribution, le bénéfice d'exploitation a diminué de 425 000 \$ au cours du trimestre passant d'un bénéfice d'exploitation de 1 502 000 \$ en 2007 à un bénéfice d'exploitation de 1 077 000 \$ en 2008. Cette diminution s'explique essentiellement par un volume plus faible en 2008 des ventes de droits dans le marché de la télévision comparé au trimestre correspondant en 2007 alors qu'il avait enregistré des ventes importantes dont les films « Recherche homme parfait », « American Venus », « Young Triffie » et « Noël noir ».

TÉLÉVISION

Les produits d'exploitation du secteur de la télévision ont progressé de 21 808 000 \$ ou 6,8 % pour l'exercice 2008 par rapport à 2007 pour atteindre 342 853 000 \$ contre 321 045 000 \$ enregistrés au cours de l'exercice précédent. Cette croissance provient essentiellement des éléments suivants :

- hausse des produits d'exploitation totaux du Réseau TVA de 4,8 % dont:
 - ➡ une croissance de 2,2 % de ses revenus publicitaires;
 - ➡ une augmentation de 39,5 % des revenus provenant de ses autres activités notamment la production télévisuelle et l'exploitation de ses contenus sur les autres plateformes de diffusion incluant le spectacle « Céline Dion sur les plaines » dans le cadre des célébrations du 400^e anniversaire de la ville de Québec;
- hausse de 22,7 % des revenus publicitaires provenant des canaux spécialisés :
 - ➡ la chaîne anglophone « Mystery » a pratiquement triplé ses revenus publicitaires durant le dernier exercice;
 - ➡ la chaîne « Mystère » a connu une croissance de 23,9 % de ses revenus publicitaires;
 - ➡ le service de nouvelles en continue LCN a connu une croissance de 3,9 %;
 - ➡ la nouvelle chaîne numérique « Les idées de ma maison » lancée le 19 février 2008 a connu des revenus publicitaires supérieurs à nos attentes initiales.
- croissance de 14,6 % des revenus d'abonnement des chaînes spécialisées :
 - ➡ toutes les chaînes spécialisées du Groupe TVA ont connu une augmentation de leurs revenus d'abonnement comparativement à l'exercice 2007;
 - ➡ la nouvelle chaîne numérique « Les idées de ma maison » représente près de 27 % de cette croissance;
 - ➡ les chaînes numériques « Mystère », « Argent » et « Prise 2 » ont connu une croissance combinée de leurs revenus d'abonnement de 26,6 %.
- croissance de 8,7 % des activités de production commerciale; et
- inclusion des revenus provenant de l'exploitation du service de télévision à la carte « Canal Indigo » depuis le 1^{er} septembre 2008.

Notre station généraliste de Toronto, SUN TV, a vu ses revenus publicitaires baisser de 5,2 % comparativement à l'année 2007, conséquence directe du ralentissement économique et de la situation du marché publicitaire de la télévision conventionnelle en Ontario. Depuis l'automne 2008, les réémetteurs numériques de cette station sont opérationnels dans les marchés d'Ottawa et de London (Ontario) et permettent maintenant d'étendre le rayonnement du signal de SUN TV à plus d'un marché dans la province de l'Ontario.

Pour l'année financière de la Compagnie, soit du 1 janvier 2008 au 31 décembre 2008, le Réseau TVA a maintenu ses parts de marché alors que le réseau TQS a connu un recul de 31 % et que la Société Radio-Canada (SRC) a accru ses parts de 8 % comparativement à la période correspondante en 2007. Les services spécialisés continuent à augmenter leurs parts de marché au détriment de celles des diffuseurs conventionnels et se sont accaparés 45,3 % des parts de marché francophone en 2008, une hausse de 17 % alors que la part des stations conventionnelles francophones baissait de 4 %.

TÉLÉVISION (suite)

	Année 2008 vs année 2007			
	Part de marché (%)			
	2008	2007	Var.	Écart
TVA	26,7	26,7	0%	0,0
TQS	7,3	10,6	-31%	-3,3
SRC	14,1	13,0	8%	1,1
Conventionnelles francophones	48,1	50,3	-4%	-2,2
Spécialisés	45,3	38,7	17%	6,6

Source : Sondages BBM. Québec franco, 1 janvier au 31 décembre , I-d, 6a-6a, t2+.

La chaîne d'information en continu LCN a obtenu une moyenne de 3,0 parts en 2008 comparativement à 2,5 parts pour sa principale concurrente, la chaîne RDI. Pendant cette même période, le Réseau TVA a diffusé 20 des 30 émissions les plus regardées au Québec dont 12 avec des auditoires supérieurs à 1,5 millions de téléspectateurs.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 287 329 000 \$ au cours de l'exercice comparativement à 270 688 000 \$ enregistrées au cours de l'exercice précédent. Une portion importante de cette croissance de 16 641 000 \$ ou 6,1 % des charges d'exploitation du secteur provient des ajustements relativement aux droits de licences de la partie II du CRTC expliqué ci-après.

Le 1^{er} octobre 2007, le CRTC a publié un document mentionnant qu'il se conformait aux exigences d'un jugement prononcé le 14 décembre 2006 sur l'exigibilité des droits de licences de la partie II, et qu'il ne percevra pas ces droits exigibles le 30 novembre de chaque année à moins qu'une Cour d'instance supérieure ne renverse le jugement de la Cour fédérale. À la suite de ces faits, la Compagnie a renversé au troisième trimestre 2007 son passif de 3 238 000 \$ relativement aux droits de licences de la partie II pour la période du 1^{er} septembre 2006 au 30 septembre 2007 et a cessé de comptabiliser tout passif supplémentaire relativement à ces droits. Le 29 avril 2008, la Cour d'appel fédérale a rendu son jugement et, étant d'avis que les droits de la partie II ne sont pas une taxe mais bien une charge réglementaire valide, a renversé le jugement de la Cour fédérale du 14 décembre 2006. En désaccord avec ce jugement, les demanderesse ont déposé une demande d'autorisation de pourvoi à la Cour suprême du Canada, qui a été acceptée le 18 décembre 2008. Toutefois, compte tenu du jugement de la Cour d'appel fédérale qui confirme le droit au CRTC de réclamer les droits de licences de la partie II auxquels la Compagnie est assujettie, la Compagnie a comptabilisé au cours de l'exercice 2008 un passif total de 7 189 000 \$ relativement aux droits de licences de la partie II pour la période allant du 1^{er} septembre 2006 au 31 décembre 2008. De ce montant, 4 139 000 \$ couvrent la période du 1^{er} septembre 2006 au 31 décembre 2007.

Compte tenu des ajustements décrits ci-dessus relativement à ce litige et de l'impact sur les résultats de la Compagnie au cours des deux derniers exercices, un tableau des résultats d'exploitation normalisés pour ce secteur d'exploitation est présenté ci-dessous. Ce bénéfice d'exploitation normalisé présente les charges d'exploitation telles qu'elles auraient été en incluant les charges de droits de licences de la partie II du CRTC pour les périodes concernées. Cette mesure est utilisée par la direction afin d'obtenir des données comparables pour l'évaluation de la performance du secteur et de la Compagnie.

TÉLÉVISION (suite)

Secteur télévision	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les exercices terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Produits d'exploitation	102 118 \$	98 748 \$	342 853 \$	321 045 \$
Charges d'exploitation	82 753	79 139	287 329	270 688
Ajustement (partie II)	-	901	(4 139)	4 139
Charges d'exploitation normalisées	82 753	80 040	283 190	274 827
Bénéfice d'exploitation normalisé	19 365 \$	18 708 \$	59 663 \$	46 218 \$

Les charges d'exploitation normalisées se sont élevées à 283 190 000 \$ au cours de l'exercice 2008 comparativement à 274 827 000 \$ enregistrées au cours de l'exercice précédent. Cette hausse des charges d'exploitation du secteur de 8 363 000 \$ (3,0 %) s'explique essentiellement par :

- la croissance de 19,0 % des charges d'exploitation des services spécialisés justifiée par les charges de la nouvelle chaîne « Les idées de ma maison » et les investissements dans le service de nouvelles en continu LCN;
- la croissance des charges d'exploitation variables reliée au volume d'activités de la production commerciale;
- la croissance des charges d'exploitation de « Shopping TVA » et l'inclusion des charges d'exploitation du service de télévision à la carte « Canal Indigo » depuis le 1^{er} septembre 2008; et
- la diminution de 0,4 % des charges d'exploitation du Réseau TVA et de 2,9 % des charges d'exploitation de la station généraliste de Toronto, SUN TV.

Le bénéfice d'exploitation du secteur de la télévision a atteint 55 524 000 \$ au cours de l'exercice comparativement à un bénéfice d'exploitation de 50 357 000 \$ enregistré au cours de l'exercice précédent soit une hausse de 10,3 %. Sur une base comparative, le bénéfice d'exploitation normalisé pour l'exercice est en hausse de 13 445 000 \$. Cette hausse de 29,1 % s'explique par les éléments suivants :

- croissance du bénéfice d'exploitation normalisé du Réseau TVA de 34,1 % compte tenu de la hausse des revenus et de la réduction des charges d'exploitation de 0,4 %;
- croissance du bénéfice d'exploitation normalisé des chaînes spécialisées de 14,8 %;
- augmentation de la perte d'exploitation normalisée de SUN TV de 2,8 % passant de 6 143 000 \$ en 2007 à 6 312 000 \$ en 2008;
- baisse du bénéfice d'exploitation reliée aux activités de « Shopping TVA ».

TÉLÉVISION (suite)

Malgré un contexte économique plus difficile en 2008, le Réseau TVA a réussi à maintenir et à protéger ses parts de marché ainsi qu'à augmenter ses revenus publicitaires. Ceci est le résultat d'une grille de programmation forte jumelée à une équipe et à une stratégie commerciale efficaces. Au cours de l'exercice 2008, la nouvelle division TVA Création, a développé son premier concept d'émission « La cour des grands » animée par Grégory Charles. Cette émission est l'exemple concret de la transformation du Réseau TVA qui ne se contente plus uniquement d'être un diffuseur conventionnel mais plutôt un créateur, producteur et diffuseur d'émissions sur toutes les fenêtres de diffusion possibles.

Comparaison du quatrième trimestre 2008 versus 2007

Au cours du quatrième trimestre, les produits d'exploitation du secteur de la télévision ont progressé de 3 370 000 \$ ou 3,4 % en 2008 par rapport à 2007 et sont passés de 98 748 000 \$ en 2007 à 102 118 000 \$ en 2008. Cette croissance s'explique par :

- la croissance des produits d'exploitation du Réseau TVA de 1,5 %;
- la hausse de 19,8 % des revenus publicitaires provenant des services spécialisés;
- la croissance de 17,5 % des revenus d'abonnement des services spécialisés
 - ➡ la nouvelle chaîne numérique « Les idées de ma maison » lancée le 19 février dernier représente près de 42 % de cette croissance;
 - ➡ les chaînes numériques « Mystère », « Argent » et « Prise 2 » ont connu une croissance combinée de leurs revenus d'abonnement de 31,8 %;
- la baisse de 14,7 % des revenus publicitaires de SUN TV;
- la baisse de 16,7 % des revenus de « Shopping TVA »; et
- les nouveaux produits reliés à l'exploitation internet ainsi que les revenus provenant du service de télévision à la carte « Canal Indigo » acquis le 31 août dernier.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 82 753 000 \$ au cours du quatrième trimestre comparativement à 79 139 000 \$ enregistrées au cours du trimestre correspondant en 2007. Si on exclut l'impact des droits de la partie II du CRTC, la hausse des charges d'exploitation normalisées s'élève à 2 713 000 \$ ou 3,4 % au cours du quatrième trimestre de 2008 comparativement au trimestre correspondant de 2007. Cette hausse s'explique essentiellement par :

- la hausse de 14,6 % des charges d'exploitation normalisées des services spécialisés attribuable principalement à la nouvelle chaîne « Les idées de ma maison » lancée en février 2008; et
- les charges d'exploitation reliées au niveau accru de la commercialisation de nos sites internet ainsi que du service de télévision à la carte « Canal Indigo ».

Le bénéfice d'exploitation généré par le secteur de la télévision au quatrième trimestre 2008 s'élève à 19 365 000 \$ contre un bénéfice d'exploitation de 19 609 000 \$ au quatrième trimestre 2007. Sur une base comparative, le bénéfice d'exploitation normalisé pour le trimestre est en hausse de 657 000 ou 3,5 %. Cette croissance provient du Réseau TVA et des services spécialisés mais est réduite par le recul du bénéfice d'exploitation de « Shopping TVA » de 72 % et par l'augmentation de la perte d'exploitation normalisée de SUN TV qui est passée de 602 000 \$ au quatrième trimestre 2007 à 1 418 000 \$ au présent trimestre de 2008.

ÉDITION

Les produits d'exploitation du secteur de l'édition ont atteint 78 606 000 \$ au cours de l'exercice comparativement à 79 878 000 \$ enregistrés au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007 soit une baisse de 1 272 000 \$ ou 1,6 %. Cette variation provient essentiellement des éléments suivants:

- réduction de 6,6 % des revenus publicitaires, conséquence directe du ralentissement économique des derniers mois. Cette baisse des revenus publicitaires s'est particulièrement manifestée dans les magazines de décoration et féminin;
- légère diminution de 1,7 % des revenus en kiosque, résultat des différentes stratégies de prix et de marketing des deux dernières années;
- baisse de 2,8 % des revenus d'abonnement dont 55 % provient de l'abandon d'un titre dans les magazines féminins; et
- croissance de 60,1 % des produits d'exploitation reliés aux éditions sur mesure provenant de nouveaux clients au cours de l'exercice.

La concurrence dans ce secteur demeure très importante et les nouveaux médias, tel que l'internet, influencent les tendances actuelles et futures qui affectent l'exploitation de magazines. Néanmoins, Groupe TVA demeure le plus grand éditeur de langue française au Québec. Nos hebdomadaires rejoignent près de 3,6 millions de lecteurs par semaine selon les données compilées par le PMB (Print Measurement Bureau). Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, compte à lui seul plus d'un million de lecteurs. TVA est le numéro un des ventes en kiosque détenant plus de 75 % des parts de marché des magazines francophones au Québec et 49 % des unités vendues des magazines francophones au Québec (source : Audit Bureau of Circulation au 30 juin 2008).

Les charges d'exploitation du secteur se sont élevées à 69 300 000 \$ au cours de l'exercice comparativement à des charges d'exploitation de 72 049 000 \$ enregistrées au cours de l'exercice précédent soit une baisse de 2 749 000\$ ou 3,8 %. Cette baisse des charges d'exploitation s'est répartie dans l'ensemble des charges d'exploitation et est principalement attribuable à la diminution des frais d'imprimerie et de pelliculage. Durant le dernier exercice, la Compagnie a renégocié ses contrats d'impression et a diversifié ses fournisseurs avec, pour conséquence, d'obtenir des économies au niveau de ses dépenses. Néanmoins, les hausses importantes de coût de papier imposées par les papetières ont partiellement compensé ces économies. La Compagnie a poursuivi une gestion serrée des primes offertes dans ses magazines et a réduit certaines campagnes publicitaires et promotionnelles, ses frais de mise en kiosque ainsi que ses frais de sollicitation d'abonnement. Ces baisses de charges d'exploitation sont le résultat de la continuité d'une gestion rigoureuse de l'exploitation de ses publications dans le contexte économique difficile actuel. Cependant, le volume supplémentaire des contrats des éditions sur mesure est venu réduire cette diminution des charges d'exploitation.

Le Ministère du Patrimoine canadien a complété ses consultations sur la restructuration du Fonds du Canada pour les magazines et du Programme d'aide aux publications. Toutes les publications et associations qui bénéficient actuellement de ces programmes, dont entre autres la Compagnie, seront possiblement affectées par ce processus. Les incidences pourraient comprendre, entre autres, l'admissibilité aux programmes, le montant de financement et la façon dont les fonds peuvent être dépensés. La Compagnie bénéficie dans ses résultats d'un montant de l'ordre de 800 000 \$ par trimestre en vertu de ces programmes. Soulignons toutefois que le financement prévu pour ces programmes a été reconduit lors du dépôt du dernier budget fédéral et que les changements potentiels à la structure des programmes entreraient en vigueur seulement pour l'exercice 2010.

Le bénéfice d'exploitation est donc de 9 306 000 \$ pour l'exercice comparativement à 7 829 000 \$ enregistré au cours de l'exercice précédent soit une hausse de 18,9 %. La réduction des charges d'exploitation supérieure à la baisse des produits d'exploitation a permis au secteur d'atteindre cette croissance de son bénéfice d'exploitation. Malgré ces réductions, la Compagnie entend poursuivre ses efforts et effectuer tous les investissements nécessaires pour protéger sa position de chef de file dans son marché et demeure à l'affût des différentes opportunités de croissance dans ce secteur autant au Québec que dans le reste du Canada.

ÉDITION (suite)

Comparaison du quatrième trimestre 2008 versus 2007

Au quatrième trimestre 2008, les produits d'exploitation du secteur de l'édition ont atteint 19 508 000 \$, contre 19 992 000 \$ pour le même trimestre de 2007, soit une baisse de 2,4 %. Les revenus publicitaires de ce trimestre ont été durement affectés par la conjoncture économique actuelle. La baisse des revenus publicitaires de 13,1 % au cours du trimestre comparé au trimestre correspondant de 2007 représente près de 60 % de la baisse cumulative annuelle. Les revenus en kiosque sont demeurés relativement stables au cours du trimestre 2008 comparé au trimestre correspondant en 2007, tandis que les revenus d'abonnement ont reculé de 6,9 % attribuable principalement à la fermeture du magazine « Filles Clin d'œil » et la décroissance naturelle du magazine « TV Hebdo ». Les produits provenant des éditions sur mesure ont presque doublé durant le trimestre avec une croissance de 92,4 % comparé au trimestre correspondant de 2007.

Au cours du quatrième trimestre, les charges d'exploitation du secteur se sont élevées à 17 621 000 \$, contre 18 398 000 \$ pour le même trimestre de 2007 soit une réduction de 4,2 %. Cette baisse des charges d'exploitation s'explique par une baisse des frais de campagnes publicitaires et promotionnelles, des frais de vente inférieurs en raison des revenus publicitaires à la baisse ainsi que par une réduction des valeurs ajoutées dans certains magazines. En ce qui concerne les économies provenant des nouveaux contrats d'impression, celles-ci ont été compensées par des investissements supplémentaires dans le contenu de certains hebdomadaires et par les hausses de coût de papier.

Le bénéfice d'exploitation du secteur pour le quatrième trimestre de 2008 s'est tout de même accru de 18,4% affichant 1 887 000 \$, comparativement à 1 594 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2007. Les magazines mensuels des créneaux décoration et jeunesse ont connu une croissance importante de leur rentabilité alors que le créneau féminin a connu une baisse principalement avec le magazine « Star inc ». Également, la rentabilité des activités d'éditions sur mesure a bondi au cours du trimestre de 2008. Malgré les investissements dans certains magazines hebdomadaires, ceux-ci présentent une rentabilité stable au cours du trimestre comparé au trimestre correspondant de 2007.

DISTRIBUTION

Les produits d'exploitation du secteur de la distribution ont atteint 19 236 000 \$ pour l'exercice comparativement à 19 828 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007. Cette baisse 3,0 % s'explique essentiellement par :

- un recul de 21,5 % des revenus provenant des sorties de films en cinéma.
 - ➡ Le film « Relidicule », sorti en octobre 2008, n'a pas connu le niveau de recettes initialement anticipé par la direction;
 - ➡ Les films « Dans une galaxie près de chez vous 2 » et « Borderline » ont obtenu respectivement les 3^{ème} et 4^{ème} meilleures recettes au « box office » québécois en 2008.
 - ➡ Les recettes combinées de ces trois films n'ont été que de 77,7 % des recettes combinées des deux films à succès de l'exercice 2007; « Cherche homme parfait » et « La vie en rose ».
- une baisse de 2,3 % des produits en vidéo:
 - ➡ Le film « Le fantôme de son ex » a été le titre qui a connu le plus de succès en vidéo durant la dernière année. Cependant, il n'a atteint que 64,2 % des recettes du succès de l'année 2007 « Cherche homme parfait »;
 - ➡ En excluant ces deux titres, les produits provenant des activités vidéo ont connu une croissance de 3,3 %.
- une croissance de 3,7 % des ventes de droits télévisuels; et
- une croissance de 36,3 % des produits reliés au marché international.

DISTRIBUTION (suite)

Certaines de ces ventes de droits ont été effectuées à des entités membres du secteur télévision. Le bénéfice d'exploitation, apparaissant à la rubrique « Éléments intersectoriels » à la note sur l'information sectorielle, représente la portion matérialisée du profit reconnu sur les ventes de l'exercice et des exercices antérieurs dans le secteur de la distribution.

Le bénéfice d'exploitation réalisé au cours de l'exercice s'élève donc à 1 182 000 \$ comparativement à un bénéfice d'exploitation de 1 295 000 \$ enregistré au cours de l'exercice précédent. La marge brute bénéficiaire (produits d'exploitation moins les coûts directs de l'exploitation des titres) a été de 23,9 % en 2008 comparativement à 22,2 % à l'exercice 2007. Cependant, les produits d'exploitation moindres et la croissance des frais d'administration expliquent le recul du bénéfice d'exploitation. De plus, en 2007, la distribution et le succès du film « Cherche homme parfait » sur les trois segments d'activités dans une même année financière avaient contribué significativement à la croissance du bénéfice d'exploitation.

Comparaison du quatrième trimestre 2008 versus 2007

Les produits d'exploitation du secteur de la distribution se sont élevés à 6 891 000 \$ au cours du quatrième trimestre de 2008, comparativement à 6 725 000 \$ pour la même période de 2007. Cette hausse de 2,5 % s'explique principalement par :

- la sortie en cinéma, au cours quatrième trimestre 2008, du film « Relidicule » alors qu'il y avait peu d'activités en cinéma au trimestre correspondant de 2007 ;
- une croissance de 6,8 % des produits provenant de l'exploitation en vidéo;
- un recul de 29,8 % des ventes de droits dans le marché de la télévision, alors qu'au trimestre correspondant de 2007, le volume avait été beaucoup plus grand ayant réalisé, entre autres, les ventes de « Cherche homme parfait », « Noel noir », « American Venus » et « Young Triffie ».

Malgré une hausse des produits d'exploitation, le bénéfice d'exploitation réalisé au cours du quatrième trimestre s'élève à 1 077 000 \$, contre un bénéfice d'exploitation de 1 502 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2007. La baisse du bénéfice d'exploitation au cours du trimestre s'explique principalement par le niveau moindre de ventes de droits dans le marché de la télévision ainsi que par l'exploitation plus importante du segment cinéma au quatrième trimestre de 2008, segment dont la marge brute est déficitaire.

AMORTISSEMENT

L'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des frais de démarrage reportés s'est élevé à 13 986 000 \$ pour l'exercice comparativement à 12 942 000 \$ enregistré au cours de l'exercice précédent.

Pour le quatrième trimestre 2008, l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des frais de démarrage reportés a totalisé 3 698 000 \$, contre une charge de 3 305 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2007.

Ces hausses sont attribuables à la croissance des dépenses en immobilisations corporelles effectuées au cours des deux dernières années et aux frais de démarrage reportés reliés à la nouvelle chaîne « Les idées de ma maison » lancée le 19 février 2008.

CHARGES FINANCIÈRES (REVENUS FINANCIERS)

Les charges financières ont totalisé 1 760 000 \$ au cours de l'exercice comparativement à une charge de 4 477 000 \$ enregistrée au cours de l'exercice précédent.

Pour le quatrième trimestre 2008, la Compagnie a enregistré des revenus financiers de 253 000 \$, contre une charge financière de 1 063 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2007.

CHARGES FINANCIÈRES (REVENUS FINANCIERS) (suite)

Au cours du quatrième trimestre, la Compagnie a enregistré des revenus d'intérêts de 675 000 \$ dont la grande majorité est attribuable à un remboursement d'impôts suite à un jugement favorable rendu dans un dossier fiscal. De plus, la Compagnie a enregistré au cours du trimestre un gain sur change de 564 000 \$ suite à la variation importante de la devise américaine au cours du trimestre provenant essentiellement de nos opérations du secteur distribution. Malgré l'augmentation du niveau de la dette moyenne au cours du trimestre 2008 comparativement au trimestre de 2007, suite au rachat important d'actions effectué en juin 2008, la charge totale reliée à la dette à long terme est demeurée sensiblement identique à celle du trimestre correspondant de 2007. Ceci est attribuable à des taux d'intérêts moyens plus bas qu'en 2007. De plus, au cours du quatrième trimestre 2008, la Compagnie a conclu un contrat SWAP de taux d'intérêt sur 45 000 000 \$ de sa dette à long terme afin de limiter le risque relié à la fluctuation des taux d'intérêts.

La baisse de 2 717 000 \$ des charges financières pour l'exercice 2008 comparativement à l'exercice 2007 est attribuable en partie à :

- ➡ des taux d'intérêts moyens plus faible sur la dette à long terme malgré que celle-ci soit plus élevée qu'en 2007, pour un montant favorable de 856 000 \$;
- ➡ une augmentation des revenus d'intérêts en 2008 de l'ordre de 920 000 \$; et
- ➡ des écarts favorables sur conversion de change totalisant 862 000 \$.

FRAIS DE RATIONALISATION DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours de l'exercice, la Compagnie a enregistré une provision pour frais de rationalisation de 184 000 \$ relativement à une indemnité de départ par suite de l'abolition d'un poste dans le secteur de la télévision contre une provision pour frais de rationalisation de 1 382 000 \$ pour l'exercice 2007, soit une provision de 1 281 000 \$ liée à l'abolition de postes dans les secteurs de la télévision et de l'édition, une provision de 952 000 \$ à titre de frais de poursuites et de frais juridiques pour refléter les nouveaux litiges liés aux activités de production d'une ancienne filiale et une diminution de 851 000 \$ du solde de passifs initialement établi sur certaines productions de cette même filiale.

Au cours du quatrième trimestre 2007, la Compagnie avait enregistré une provision pour frais de rationalisation de 303 000 \$ par suite de l'abolition de postes dans le secteur de la télévision et avait également réévalué à la baisse pour un montant de 660 000 \$ le solde de passifs initialement établi suite aux règlements de certains dossiers ainsi qu'à de nouvelles informations devenues disponibles à la Compagnie.

IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

Au cours de l'exercice, la Compagnie a enregistré une charge d'impôts de 8 259 000 \$ ou un taux effectif de 16,4 % comparativement à une charge d'impôts de 5 714 000 \$, ou un taux effectif de 14,1 % enregistré au cours de l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice, à la lumière de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Compagnie a réduit ses passifs d'impôts futurs de 6 794 000 \$. De plus, au cours du quatrième trimestre de 2008, la Compagnie a réalisé un gain de 657 000 \$ suite à un jugement favorable rendu dans un dossier fiscal. En excluant ces économies fiscales enregistrées en 2008, le taux d'impôts aurait été de 31,2 %.

Au cours de l'exercice précédent, suite à l'adoption du projet de loi C-33 du gouvernement fédéral prévoyant la modification du facteur de détermination de déductions fiscales, la Compagnie avait comptabilisé des avantages fiscaux pour un montant de 3 670 000 \$ relativement aux différentes transactions d'acquisitions de déductions fiscales réalisées au cours des dernières années avec Quebecor World Inc., une société alors sous contrôle commun de la société mère ultime, Quebecor inc. De plus, au cours du même exercice, à la suite de modifications à la baisse des taux d'impôts fédéral pour les années 2008 et suivantes et à la lumière de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Compagnie avait réduit ses passifs d'impôts futurs d'un montant de 4 762 000 \$. En excluant ces économies fiscales enregistrées au cours de l'exercice précédent, le taux d'impôts aurait été de 34,9 % en 2007. La hausse des taux d'impôts par rapport au taux d'imposition statutaire de la Compagnie est principalement attribuable à l'impact de la consolidation fiscale mise en place dans SUN TV.

IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE (suite)

Au cours du quatrième trimestre, la Compagnie a enregistré une charge d'impôts de 5 416 000 \$ ou un taux effectif de 28,6 % comparativement à une charge d'impôts de 3 722 000 \$, ou un taux effectif de 19,8 % enregistré au cours du trimestre correspondant de 2007. Au cours du trimestre précédent, la baisse du taux d'impôts était attribuable à l'impact favorable de 2 592 000 \$ sur la charge d'impôts futurs en raison de la baisse des taux d'impôts fédéral promulguée par la loi C-28 le 14 décembre 2007. En excluant ces économies fiscales enregistrées au cours des quatrième trimestres 2008 et 2007, les taux d'impôts auraient été, respectivement de 32,1 % et de 33,6 %.

PART DE L'ACTIONNAIRE SANS CONTRÔLE

La part de l'actionnaire sans contrôle s'élève à 1 802 000 \$ pour l'exercice 2008 comparativement à 2 651 000 \$ pour l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre, la part de l'actionnaire sans contrôle s'élève à 433 000 \$ comparativement à 474 000 \$ pour le trimestre correspondant en 2007. La part de l'actionnaire sans contrôle représente la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte nette de SUN TV. Ces écarts défavorables sont attribuables à des écarts favorables dans les impôts sur le bénéfice de SUN TV suite aux récupérations d'impôts résultant de la structure de consolidation fiscale mise en place dans SUN TV. Ces écarts d'impôts favorables réduisent la quote-part de la perte attribuable à l'actionnaire sans contrôle.

PART DU BÉNÉFICE DANS LES SOCIÉTÉS SATELLITES

La part du bénéfice dans les sociétés satellites s'élève à 889 000 \$ pour l'exercice comparativement à 867 000 \$ pour l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre, la part du bénéfice dans les sociétés satellites s'élève à 496 000 \$ comparativement à 71 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2007. Cette hausse au cours du quatrième trimestre 2008 s'explique par de meilleurs résultats pour une société du domaine de la télévision comparativement à la même période l'an passé.

BÉNÉFICE NET

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, Groupe TVA a enregistré un bénéfice net de 44 804 000 \$, soit un bénéfice de 1,77 \$ par action diluée comparativement à un bénéfice net de 38 384 000 \$ ou un bénéfice de 1,42 \$ par action diluée enregistré au cours de l'exercice précédent.

Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluées en circulation de 25 293 708 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008 et sur une moyenne pondérée d'actions diluées en circulation de 27 034 645 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007.

Cette hausse du bénéfice net est attribuable à l'amélioration importante du bénéfice d'exploitation de 6 921 000 \$, à la réduction des charges financières de 2 717 000 \$, réduite par des économies d'impôts moins substantielles réalisées en 2008 comparativement à l'exercice 2007.

Comparaison du quatrième trimestre 2008 versus 2007

Pour le quatrième trimestre 2008, Groupe TVA a enregistré un bénéfice net de 14 431 000 \$, soit un bénéfice de 0,60 \$ par action diluée comparativement à un bénéfice net de 15 606 000 \$ ou un bénéfice de 0,58 \$ par action diluée enregistré au cours du trimestre correspondant en 2007. Les mêmes éléments de variation que pour les résultats annuels expliquent l'amélioration du bénéfice net.

Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluées en circulation de 24 024 206 pour le quatrième trimestre 2008 et sur une moyenne pondérée d'actions diluées en circulation de 27 034 269 pour le trimestre correspondant de 2007.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars sauf les données par action)

Pour les périodes de trois mois terminées les

	2008			
	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars
Exploitation				
Produits d'exploitation	126 960 \$	92 249 \$	111 054 \$	106 460 \$
Bénéfice d'exploitation	22 363 \$	10 849 \$	21 698 \$	11 392 \$
Bénéfice net	14 431 \$	11 858 \$	12 818 \$	5 697 \$
Données par action de base				
Bénéfice net	0,60 \$	0,49 \$	0,49 \$	0,21 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	24 024	24 024	26 102	27 025
Données par action diluée				
Bénéfice net	0,60 \$	0,49 \$	0,49 \$	0,21 \$
Nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation (en milliers)	24 024	24 024	26 147	27 026
	2007			
	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars
Exploitation				
Produits d'exploitation	124 073 \$	91 620 \$	106 467 \$	93 326 \$
Bénéfice d'exploitation	22 794 \$	11 824 \$	22 039 \$	2 724 \$
Bénéfice net	15 606 \$	5 274 \$	16 568 \$	936 \$
Données par action de base				
Bénéfice net	0,58 \$	0,20 \$	0,61	\$ 0,03
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	27 025	27 025	27 025	27 026
Données par action diluée				
Bénéfice net	0,58 \$	0,20 \$	0,61 \$	0,03 \$
Nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation (en milliers)	27 034	27 031	27 043	27 025

La majeure partie des produits d'exploitation de la Compagnie sont des revenus publicitaires. Ces revenus publicitaires suivent habituellement des cycles saisonniers qui sont en relation avec la nature cyclique et économique de l'industrie et des marchés dans lesquels les annonceurs font affaires. Les deuxième et quatrième trimestres de la Compagnie sont les trimestres les plus favorables à ces revenus publicitaires principalement en télévision.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES (suite)

Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation. Dans les secteurs de l'édition et de la distribution, les charges d'exploitation varient respectivement en fonction des sorties de magazines en kiosque et des sorties de films sur le marché.

L'utilisation grandissante d'Internet, la fragmentation de l'écoute télévisuelle et la numérisation des contenus ont ouvert, au cours des dernières années, de nouvelles fenêtres de diffusion des contenus et ont changé les habitudes de consommation du public. Cette réalité entraîne une fragmentation du marché publicitaire au détriment de la télévision généraliste et des médias traditionnels. Pour contrer cet effet, Groupe TVA mise sur sa capacité de créer, de développer et de produire des contenus de qualité dans tous les domaines et pour une diffusion sur toutes les plateformes possibles en plus d'investir de façon importante dans le déploiement de services spécialisés lui permettant ainsi de continuer d'atteindre le plus large public possible et de toujours répondre aux besoins des annonceurs.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES EXPLOITATION

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés au cours de l'exercice ont été de 45 945 000 \$ comparativement à 60 044 000 \$ générés au cours de l'exercice précédent. Cette diminution de 14 099 000 \$ des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation s'explique essentiellement par l'écart défavorable de 27 467 000 \$ des impôts exigibles compte tenu, entre autres, des versements importants effectués en février 2008 pour régler les soldes d'impôts à payer de l'année 2007. Cet écart défavorable est contrebalancé par un écart favorable provenant des résultats d'exploitation.

Au cours du quatrième trimestre, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés ont été de 15 866 000 \$ comparativement à 20 997 000 \$ générés au cours du trimestre correspondant en 2007. Cette diminution de 5 131 000 \$ s'explique essentiellement par l'écart défavorable de 6 314 000 \$ des impôts exigibles compte tenu des acomptes d'impôts en 2008 supérieurs à ceux de 2007.

INVESTISSEMENT

Les acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2008 ont connu une croissance de 5 681 000 \$ ou 35,1 % pour se chiffrer à 21 881 000 \$ comparativement à 16 200 000 \$ enregistrées en 2007. Cette croissance est attribuable à des investissements importants dans le secteur de la télévision et plus spécifiquement à ses équipements techniques, notamment au niveau de la conversion de ceux-ci, à la production et à la diffusion en haute définition. Également, les équipements de retransmetteurs numériques du signal de SUN TV ont été installés dans les marchés d'Ottawa et de London en Ontario. De plus, la Compagnie investit dans la mise à jour de ses systèmes et infrastructures informatiques dont, entre autres, dans un nouveau système d'information intégré pour l'exploitation de l'ensemble de ses stations conventionnelles et services spécialisés duquel une première phase a été implantée en 2008.

La Compagnie poursuit l'exécution de son plan d'investissements qui vise à compléter le virage numérique et en haute définition du secteur télévision lequel nécessitera encore des investissements de l'ordre de 69 millions de dollars pour les années 2009 à 2013. Bien que ces investissements soient supérieurs aux sommes annuellement investies en acquisitions d'immobilisations durant les dernières années, la Compagnie n'anticipe pas d'effet négatif matériel sur ses résultats futurs relativement à ces investissements et possède les ressources financières suffisantes pour les effectuer. Tout en réalisant ces investissements, la Compagnie procède également à la révision des processus d'affaires dans un objectif d'augmentation de l'efficacité organisationnelle de l'ensemble du secteur de la télévision.

Au cours du quatrième trimestre, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont été comparables à celles du trimestre correspondant de 2007 pour se chiffrer à 6 530 000 \$ comparativement à 6 465 000 \$.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES (suite)

INVESTISSEMENT (suite)

Au cours du premier trimestre 2008, la Compagnie a effectué des mises de fonds de 490 000 \$ dans le service de télévision à la carte, Canal Indigo S.E.N.C., dans lequel elle détenait une participation de 20 %, et ce dans le but de couvrir les opérations courantes. De plus, le 15 février 2008, la Compagnie a conclu une entente avec les autres sociétaires afin d'acheter la totalité des parts de Canal Indigo S.E.N.C. pour un montant total de 105 000 \$. Le 18 juillet 2008, le CRTC a approuvé cette transaction et celle-ci a été finalisée et réglée avec les partenaires le 31 août 2008. Ce canal est opéré par la Compagnie depuis cette date. Également, des frais de démarrage de 352 000 \$ reliés au lancement du nouveau service spécialisé « Les idées de ma maison » ont été enregistrés au cours de l'exercice 2008.

Le 20 décembre 2007, une filiale de la Compagnie, Sun TV Company, détenue à 75 % et exploitant la station de télévision SUN TV, a procédé à une transaction afin de réduire la consolidation fiscale mise en place le 12 juillet 2005 avec la Compagnie et son actionnaire sans contrôle Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun de la société mère ultime, Quebecor inc. Afin de réaliser cette transaction, Sun TV Company a reçu un remboursement partiel des obligations convertibles des sociétés actionnaires pour un montant de 98 600 000 \$ dont 24 625 000 \$ de Corporation Sun Media. En contrepartie, Sun TV Company a racheté 98 600 actions privilégiées rachetables au gré du détenteur avec dividendes cumulatifs et fixes de 10,85 %, dont 24 625 actions privilégiées auprès de Corporation Sun Media pour un montant de 24 625 000 \$. Cette transaction a entraîné pour la Compagnie, au niveau consolidé, la réduction d'un placement à long terme en obligations convertibles de 24 625 000 \$ et un montant équivalent de réduction en actions privilégiées rachetables présentées sous la rubrique « Part de l'actionnaire sans contrôle et actions privilégiées rachetables ».

Le 30 juillet 2007, la Compagnie a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Animal Hebdo inc, société qui exploitait le magazine Animal, pour une contrepartie totale de 274 000 \$.

Le 8 janvier 2007, la Compagnie a effectué le paiement final du prix d'acquisition de la station généraliste de Toronto, SUN TV, qui incluait un ajustement au fonds de roulement pour un montant de 2 625 000 \$.

FINANCEMENT

Au cours de l'exercice 2008, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont permis de payer les acquisitions supplémentaires d'immobilisations et de rembourser une partie de la dette à long terme malgré l'augmentation de celle-ci pour financer le rachat d'actions important de 51 415 000 \$. Au cours de l'exercice 2007, la Compagnie avait remboursé 40 182 000 \$ de sa dette à long terme à l'aide des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Le 1^{er} avril 2008, la Compagnie a déposé une offre publique de rachat importante, visant le rachat à des fins d'annulation d'un nombre maximum de 2 000 000 de ses actions classe B, participantes, sans droit de vote, en contrepartie de 17,00 \$ par action. Le 14 mai 2008, la Compagnie a déposé un avis de modification et de prolongation de son offre initiale afin de porter le nombre d'actions que la Compagnie pouvait racheter aux termes de l'offre à un maximum de 3 000 000 d'actions et elle a prolongé l'offre jusqu'au 2 juin 2008. Le 2 juin 2008, compte tenu de la réduction proportionnelle, du rajustement du rachat des lots irréguliers et afin d'éviter la création de lots irréguliers, la Compagnie a pris livraison de 3 000 642 actions classe B de son capital-actions relativement à cette offre publique de rachat, pour une contrepartie totale de 51 010 914 \$, plus les frais de transaction de 404 000 \$.

Les actions classe B rachetées à des fins d'annulation aux termes de cette offre publique de rachat représentaient 13,2 % des 22 704 848 actions classe B émises et en circulation avant le rachat.

Au cours de l'exercice 2007, une filiale de la Compagnie, Sun TV Company, détenue à 75 % et exploitant la station de télévision SUN TV, a obtenu de son actionnaire sans contrôle, Corporation Sun Media, société sous contrôle commun de la société mère ultime Quebecor inc., une mise de fonds additionnelle dans son capital-actions d'un montant de 2 400 000 \$.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES (suite)

FINANCEMENT (suite)

Au cours du quatrième trimestre 2008, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont permis de payer les acquisitions d'immobilisations et de rembourser un montant de 4 666 000 \$ de la dette à long terme alors qu'au cours du trimestre correspondant en 2007, la Compagnie avait remboursé un montant de 14 166 000 \$ sur sa dette à long terme.

Le solde non utilisé et disponible des crédits rotatifs au 31 décembre 2008 est de 64 575 000 \$ comparativement à 102 564 000 \$ au 31 décembre 2007.

SITUATION FINANCIÈRE

Groupe TVA bénéficie toujours d'une bonne situation financière. Au 31 décembre 2008, le ratio d'endettement consolidé, mesuré par le ratio dette : avoir des actionnaires, était de 32:68 ou 0.46 comparativement à 21:79 ou 0.27 au 31 décembre 2007. L'augmentation du ratio d'endettement s'explique par l'utilisation du financement de la Compagnie pour effectuer le rachat important des actions classe B de la Compagnie.

La dette à long terme de la Compagnie a augmenté de 37 501 000 \$ passant de 56 333 000 \$ au 31 décembre 2007 à 93 834 000 \$ au 31 décembre 2008. Au bilan de la Compagnie, les frais de financement reportés sont présentés en diminution de la dette à long terme.

Les dividendes versés par la Compagnie au cours de l'exercice ont été de 0,20 \$ par action. Compte tenu du rachat d'actions effectué au courant de l'exercice 2008, le montant total payé par la Compagnie à ses actionnaires à titre de dividende est inférieur au montant total payé en 2007.

La direction de la Compagnie est d'avis que les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler ses engagements en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite et de paiement de dividendes (ou de distributions de capital) dans le futur.

En vertu de sa convention de crédit, la Compagnie est assujettie à certaines restrictions, dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2008, la Compagnie respecte les conditions relatives à sa convention de crédit.

CAPITAL-ACTIONS

Le tableau ci-dessous présente les données sur le capital-actions de la Compagnie au 31 décembre 2008.

Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2008

Actions ordinaires, classe A	4 320 000
Actions, classe B	19 704 206
	24 024 206

CAPITAL-ACTIONS (suite)

Options d'achat d'actions en circulation pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008

	Options d'achat d'actions de classe B – conventionnelles	Options d'achat d'actions de Quebecor Média inc.
Solde au 31 décembre 2007	983 693	328 159
Exercées	-	(82 175)
Annulées	(8 538)	-
Solde au 31 décembre 2008	975 155	245 984

Du nombre d'options en circulation au 31 décembre 2008, 185 144 options d'achat d'actions de classe B conventionnelles au prix d'exercice moyen de 19,20 \$ et 2 239 options d'achat d'actions de QMI au prix d'exercice moyen de 30,99 \$ peuvent être exercées.

DONNÉES FINANCIÈRES SUR 3 ANS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Exercice terminé le 31 décembre 2008	Exercice terminé le 31 décembre 2007	Exercice terminé le 31 décembre 2006
Produits d'exploitation	436 723 \$	415 486 \$	393 312 \$
Bénéfice net (perte nette)	44 804	38 384	(3 140)
Bénéfice (perte) par action de base et diluée	1,77	1,42	(0,12)
Total des actifs	475 493	457 545	477 596
Dette à long terme	93 705	56 116	96 210
Dividendes par action			
Actions de classe A	0,20	0,20	0,20
Actions de classe B	0,20	0,20	0,20

La hausse des produits d'exploitation entre 2006 et 2007 provient essentiellement de la croissance du secteur de la télévision pour l'ensemble de ses activités à l'exception du Réseau TVA qui avait connu des produits d'exploitation stables. Le secteur de la distribution avait également connu une croissance de 38 % de ses produits d'exploitation grâce à un niveau d'activités plus élevé en 2007 aux sorties en cinéma et aux produits distribués en vidéo. Le bénéfice d'exploitation avait également connu une croissance de 41,2 % de 2006 à 2007 provenant essentiellement de la croissance de 50 % du bénéfice d'exploitation des canaux spécialisés, de la réduction de la perte d'exploitation de SUN TV de 31 %, d'une amélioration substantielle des marges bénéficiaires du secteur de l'édition et d'un retour à la rentabilité pour le secteur de la distribution. De plus, l'exercice 2006 avait été imputé d'une charge de dépréciation de la licence de télédiffusion et de l'écart d'acquisition de SUN TV de 31,1 millions de dollars moins les impôts y afférents.

La dette à long terme a diminué en 2007 dû à la croissance des fonds générés par les activités d'exploitation de la Compagnie mais celle-ci a augmenté en 2008 pour financer le rachat d'actions important réalisé pour 51 millions de dollars.

La diminution du total des actifs entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2006 s'explique essentiellement par la réduction de la consolidation fiscale mise en place dans SUN TV. La hausse du total des actifs entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2007 s'explique essentiellement par une augmentation des droits de diffusion et des immobilisations corporelles.

OPÉRATIONS CONCLUES ENTRE SOCIÉTÉS APPARENTÉES

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2008, la Compagnie a vendu des espaces publicitaires, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services techniques de production, de post production et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 48 385 000 \$ (39 674 000 \$ pour l'exercice 2007). Les transactions avec des sociétés apparentées sont enregistrées à la valeur d'échange telle qu'établie entre les parties.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, la Compagnie a constaté une charge d'amortissement de droits de diffusion, des charges liées à des services informatiques et de communication, des charges de droits d'accès et des charges de services professionnels, provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 14 899 000 \$ (10 389 000 \$ pour l'exercice 2007).

La Compagnie a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 4 100 000 \$ pour l'exercice 2008. (3 800 000 \$ pour l'exercice 2007).

Quebecor World Inc

En 2008, la Compagnie a acquis, auprès de filiales de Quebecor Media inc., des créances envers Quebecor World Inc. totalisant un montant de 10 497 000 \$ en contrepartie d'un paiement de 10 272 000 \$. À la suite de ces transactions, la Compagnie a enregistré un gain de 225 000 \$ lequel a été enregistré à titre de surplus d'apport.

Des procédures judiciaires contre la Compagnie ont été intentées par Quebecor World Inc. en relation avec le contrat d'impression et services connexes résilié en 2008. La somme totale réclamée est de l'ordre de 14 000 000 \$. Le résultat de cette poursuite ne peut-être déterminé avec certitude. Cependant la direction croit cette poursuite est sans fondement et a l'intention de défendre sa position avec vigueur.

ENGAGEMENTS HORS BILAN ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Dans le cours normal de ses activités, la Compagnie s'est engagée en vertu de contrats de location exploitation, principalement pour des services et des locaux pour bureaux ainsi qu'en vertu de contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, représentant des paiements totaux de 79 394 000 \$.

Les paiements minimums pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2009	51 695 000 \$
2010	17 071 000 \$
2011	6 180 000 \$
2012	2 638 000 \$
2013	675 000 \$
2014 et suivantes	1 135 000 \$

AUTRES ENGAGEMENTS

Dans le cadre de l'acquisition de la station de télévision torontoise SUN TV, la Compagnie s'est engagée à investir dans l'industrie télévisuelle canadienne sur une période de cinq à sept ans un montant de 4 600 000 \$ au titre des avantages tangibles. Ce montant vient s'ajouter au solde des engagements des conditions de la licence de l'ancien propriétaire d'un montant de 8 996 000 \$ que la Compagnie devra assumer sur une période de quatre à sept ans. Le 11 janvier 2007, le CRTC a approuvé une demande de modification des conditions de la licence de SUN TV en ce qui a trait aux avantages tangibles à investir. Cette décision a permis à la Compagnie de réduire ses avantages tangibles à investir de 4 339 000 \$. Suite à cette décision, au 31 décembre 2008, il restait à la Compagnie un solde de 58 000 \$ non engagé aux fins des conditions de licences exigées par le CRTC.

ENGAGEMENTS HORS BILAN (suite)

GARANTIES

Dans le cours normal de ses opérations, la Compagnie procure à des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisition, des ententes de services et des contrats de location. Ces ententes obligent la Compagnie à indemniser un tiers pour les coûts engagés en regard de certains changements aux lois et règlements (incluant ceux relatifs aux lois fiscales) ou résultant de poursuites judiciaires ou sanctions réglementaires résultant de ces transactions. Les termes de ces indemnisations vont varier d'une transaction à l'autre, en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Compagnie d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que celle-ci pourrait être tenue de verser aux contreparties. La Compagnie n'a constaté aucun passif relatif à ces ententes puisqu'elle estime n'avoir aucun paiement à effectuer en vertu de celles-ci.

La Compagnie a garanti une partie des valeurs résiduelles de certains actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation pour le bénéfice du bailleur. Si la juste valeur des actifs loués, à la fin de la durée des contrats de location-exploitation respectifs dont ils font l'objet, est inférieure à la valeur résiduelle garantie, la Compagnie devra alors compenser le bailleur, selon certaines conditions, pour une partie du manque à gagner. L'obligation maximale à l'égard de ces garanties totalise approximativement 895 000 \$. Au 31 décembre 2008, la Compagnie n'a inscrit aucun passif relatif à ces garanties.

PRATIQUES COMPTABLES DÉTERMINANTES

ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur. Le test de dépréciation comprend deux étapes.

Lors de la première étape, la valeur comptable rattachée à une unité d'exploitation doit être comparée à sa juste valeur. Pour déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation, la Société utilise une combinaison de méthodes d'évaluation comprenant entre autres la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et les multiples du bénéfice d'exploitation.

La méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs requiert l'utilisation d'estimations telles que la valeur et le calendrier d'une série de flux de trésorerie futurs, l'estimation des variations anticipées dans les montants et les échelonnements de ces flux de trésorerie, la valeur de l'argent dans le temps représentée par le taux d'intérêt hors risque, ainsi que le prix rattaché à la prise en charge de l'incertitude inhérente à l'actif.

La méthode des multiples du bénéfice d'exploitation nécessite la disponibilité d'informations sur la juste valeur d'entreprises ayant des caractéristiques économiques comparables et observables, et que les multiples pertinents d'entreprises comparables soient connus.

Pour ces raisons, l'évaluation de la juste valeur d'une unité d'exploitation requiert du jugement et se base exclusivement sur des estimations et des hypothèses.

Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la deuxième étape du test de dépréciation doit être réalisée. La juste valeur de tout écart d'acquisition rattachée à une unité d'exploitation doit être comparée à la valeur comptable de l'écart d'acquisition afin d'évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant.

La juste valeur de l'écart d'acquisition est déterminée de la même manière que la valeur d'un écart d'acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. La Société répartit la juste valeur d'une unité d'exploitation entre tous les actifs et passifs de cette unité, comme si l'unité d'exploitation avait été acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et que la juste valeur de l'unité d'exploitation représentait son coût d'acquisition. L'excédent de la juste valeur de l'unité d'exploitation sur les valeurs attribuées à ces actifs et passifs est la juste valeur de l'écart d'acquisition.

PRATIQUES COMPTABLES DÉTERMINANTES (suite)

ÉCART D'ACQUISITION (suite)

La Compagnie a complété ses tests annuels de dépréciation de l'écart d'acquisition au 1^{er} avril 2008 et a conclu qu'aucune dépréciation n'était à comptabiliser. De plus, malgré les conditions économiques actuelles, la direction n'a pas décelé d'éléments déclencheurs nécessitant un devancement des tests annuels de dépréciation.

LICENCES

Les licences sont constituées de licences de diffusion et représentent le coût d'acquisition des droits d'exploitation de stations de télévision et elles ont une durée de vie indéfinie.

Ces licences sont soumises à un test de dépréciation annuellement et sont réévaluées lorsque des événements ou des changements de circonstances nécessitent un tel examen. La valeur comptable de la licence est comparée à sa juste valeur et tout écart défavorable doit être imputé aux résultats de la Compagnie.

La Compagnie utilise la méthode d'évaluation «Greenfield» pour déterminer la juste valeur de ses licences de télédiffusion. Cette méthode consiste à calculer les coûts qu'un nouveau joueur devrait encourir pour exploiter sa licence dans le contexte où celle-ci est son seul actif de départ.

Ces coûts doivent tenir compte des investissements nécessaires pour bâtir le réseau ou encore la station incluant les coûts pré-opérationnels pour bâtir la marque et la force de vente. Cette approche sépare donc la valeur de la licence de celle des autres actifs en fonction des hypothèses suivantes :

- En date de l'évaluation, le seul actif de la Compagnie serait sa licence de télédiffusion.
- La Compagnie n'a pas encore diffusé et aucun réseau n'existe pour ses opérations. Elle doit donc acquérir ses droits de programmation et mettre en place les infrastructures de diffusion nécessaires à son opération.
- Les autres investissements et dépenses relatifs aux autres actifs au bilan (ex. fonds de roulement, personnel qualifié, logiciels) doivent être pris en considération dans les flux de trésorerie prévisionnels.
- Les niveaux de performance financière doivent correspondre à ce que l'industrie en général est en mesure de réaliser.

De plus, les flux de trésorerie terminaux sont 100 % attribuables à la licence détenue en date de l'évaluation.

L'approche prévoit que le marché potentiel est existant. La seule contrainte est la rapidité à laquelle l'entreprise peut espérer atteindre sa part de marché dite de «maturité».

La méthode prévoit qu'il faut engager des coûts initiaux significatifs de marketing et d'acquisition de droits de programmation. Les coûts généraux, de vente et d'administration, pré-opérationnels doivent également être inclus dans les calculs de façon à évaluer les flux de trésorerie attribuables à la licence. Finalement, une actualisation des flux de trésorerie est nécessaire pour obtenir la valeur finale attribuable à la licence.

La Compagnie a complété ses tests annuels de dépréciation des licences de diffusion au 1^{er} avril 2008 et a conclu qu'aucune dépréciation n'était à comptabiliser. De plus, malgré les conditions économiques actuelles, la direction n'a pas décelé d'éléments déclencheurs nécessitant un devancement des tests annuels de dépréciation.

PRATIQUES COMPTABLES DÉTERMINANTES (suite)

RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE

La Compagnie offre à ses employés des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées. La politique de la Compagnie est de maintenir ses cotisations à un niveau permettant de pourvoir aux prestations. Les différents régimes de retraite de la Compagnie ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au cours des trois dernières années. L'actif des régimes est calculé à sa juste valeur et se compose de titres de participation ainsi que de titres à revenu fixe de sociétés et de gouvernements.

Les obligations de la Compagnie, en matière de retraite et d'avantages complémentaires à la retraite, sont évaluées selon plusieurs hypothèses économiques et démographiques établies avec la collaboration des actuaires de la Compagnie. Parmi les hypothèses clés, on retrouve le taux d'actualisation, le rendement prévu sur l'actif du régime et le taux d'augmentation de la rémunération.

La Compagnie considère que les hypothèses utilisées sont raisonnables selon l'information présentement disponible. Cependant, des variations à ces hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur les coûts et obligations des régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite au cours des prochains exercices.

IMPÔTS FUTURS

La Compagnie doit évaluer la probabilité de réalisation des actifs d'impôts futurs résultant des écarts temporaires entre la valeur comptable au bilan et la valeur fiscale des éléments d'actif et de passif, et résultant également de la valeur fiscale des pertes inutilisées et reportées dans le futur. Cette évaluation repose sur le jugement et dépend d'hypothèses et d'estimations concernant la réalisation et la nature des bénéfices imposables futurs. Le montant des actifs d'impôts futurs qui sera effectivement réalisé pourrait être sensiblement différent de celui qui est inscrit aux états financiers, selon les résultats d'exploitation futurs de la Compagnie.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Au 1^{er} janvier 2008, la Compagnie a adopté le chapitre 3031 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« *Manuel de l'ICCA* »), *Stocks*, le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital*, le chapitre 3862 *Instruments financiers – informations à fournir* et le chapitre 3863 *Instruments financiers – présentation*. Conformément aux nouvelles exigences de ces normes, les modifications suivantes ont été apportées aux conventions comptables.

a) Chapitre 3031 Stocks

Ce chapitre requiert de fournir plus de détails sur la détermination et la reconnaissance des stocks ainsi que sur l'information à présenter. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

b) Chapitre 1535 Informations à fournir concernant le capital

Le chapitre 1535 requiert de fournir des informations qualitatives et quantitatives pour permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de la Compagnie. La Compagnie a présenté les informations requises dans les notes aux états financiers du 31 décembre 2008.

c) Chapitre 3862 Instruments financiers – informations à fournir et chapitre 3863 Instruments financiers – présentation

Ces chapitres requièrent de fournir des informations additionnelles sur les instruments financiers. La Compagnie a présenté les informations requises dans les notes aux états financiers du 31 décembre 2008.

L'adoption de ces nouveaux chapitres n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés de la Compagnie, sauf en ce qui concerne l'information supplémentaire présentée par voie de note.

DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN COMPTABILITÉ AU CANADA

En janvier 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a publié une nouvelle norme soit le chapitre 3064 Écarts d'acquisition et actifs incorporels, laquelle remplacera le chapitre 3062 Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels et en résultera le retrait du chapitre 3450 Frais de recherche et de développement ainsi que le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) 27 Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation et la note d'orientation (NOC) 11 Entreprises en phase de démarrage. Cette norme comptable fournit les lignes directrices de comptabilisation des actifs intangibles selon la définition d'un actif, les critères de reconnaissance d'un actif ainsi que de la clarification de l'application de l'appariement des revenus et dépenses, que ces actifs aient été acquis ou développés à l'interne. Le présent chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Compagnie évalue présentement les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La Compagnie devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de 2011 selon les IFRS et fournir de l'information comparative conforme aux IFRS pour l'exercice précédent.

Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir. Afin de se préparer à ce passage aux IFRS, la Compagnie a défini une structure de gouvernance officielle faisant intervenir les membres de la haute direction de tous les services et filiales concernés et a également retenu les services d'experts-conseils externes.

Elle a terminé l'évaluation détaillée de l'incidence du projet d'adoption des IFRS, incluant une analyse à haut niveau des conséquences sur l'information financière, les processus d'entreprise, les contrôles internes et les systèmes d'information, et élabore actuellement les stratégies de mise en œuvre. La Compagnie a offert une formation initiale à ses employés clés et l'investissement additionnel dans la formation et les ressources durant la période d'implantation sera fait afin de favoriser une conversion efficace et dans le délai prévu.

À l'heure actuelle, l'incidence sur la situation financière et sur les résultats d'exploitation futurs de la Compagnie ne peut raisonnablement être déterminée. La Compagnie continue de suivre de près l'évolution des différences importantes entre les PCGR du Canada et les IFRS. Des mises à jour sur l'avancement de la mise en œuvre et l'incidence éventuelle de l'adoption des IFRS sur la communication de l'information seront fournies pendant la période de mise en œuvre.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Compagnie exerce ses activités dans le secteur des communications lequel comporte divers facteurs de risques et d'incertitudes. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence importante sur les activités d'exploitation et les résultats financiers de la Compagnie. Ces risques ne sont pas les seuls risques susceptibles de toucher la Compagnie. D'autres risques et incertitudes, que pour l'instant la Compagnie ignore ou juge négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie ou ses activités.

CARACTÈRE SAISONNIER

Les activités de la Compagnie sont influencées par les cycles économiques et peuvent subir les contrecoups de la nature cyclique des marchés dans lesquels la Compagnie est présente, ainsi que les conditions économiques locales, régionales, nationales et mondiales. Les variations saisonnières du commerce de détail influencent les résultats financiers de la Compagnie. De plus, puisque les activités de la Compagnie exigent une forte intensité de main-d'œuvre, sa structure de coûts fixes est prédominante. Durant les périodes de contraction économique, les produits peuvent fléchir alors que la structure de coûts demeure stable, ce qui entraîne une diminution du bénéfice.

RISQUES ET INCERTITUDES (suite)

RISQUES D'EXPLOITATION

La concurrence qui s'exerce sur les plans de la publicité, de la clientèle, des téléspectateurs, des auditeurs, des lecteurs et de la distribution est féroce. Elle émane des stations et des réseaux de télévisions généralistes, des chaînes spécialisées, des radios, des journaux locaux, régionaux et nationaux, des magazines, du publipostage direct et d'autres médias traditionnels de communications et de publicité qui sont actifs dans les marchés de la Compagnie. Le déploiement des nouvelles technologies, telles que les services de vidéo sur demande, Internet, les enregistreurs vidéo personnels, ainsi que la télévision haute définition influencent également les activités de la Compagnie. Les marchés dans lesquels œuvre la Compagnie font donc face à la multiplication des fenêtres possibles de diffusion, qu'il s'agisse d'Internet, de la téléphonie cellulaire, des services de vidéo sur demande, de la télévision mobile ou de tout autre support que la technologie mettra sur le marché dans l'avenir. L'évolution technologique peut cependant se traduire en opportunités d'affaires pour la Compagnie, lui créant la possibilité d'exploiter ses contenus sur toutes les fenêtres de diffusion possibles. On retrouve parmi les concurrents des sociétés fermées de même que des intervenants appartenant à l'État. En outre, les regroupements se multiplient dans les secteurs des médias canadiens créant ainsi des concurrents qui ont des intérêts dans divers secteurs et médias.

De plus, les signaux de télédiffusion des chaînes spécialisées de la Compagnie peuvent parfois faire l'objet de vol, entraînant par le fait même un risque. Enfin, la migration de la Compagnie d'un signal analogique vers un signal haute définition (HD) présente également certains défis d'exécution et requiert des investissements importants. Un retard dans la mise en place du signal HD pourrait avoir des conséquences négatives sur les opérations et la situation financière de la Compagnie.

RISQUES RELIÉS AUX EFFETS DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DE LA FRAGMENTATION DU PAYSAGE MÉDIATIQUE.

La publicité constitue la principale source de produits d'exploitation de la Compagnie. Ses produits et résultats d'exploitation dépendent de la force relative du contexte économique en vigueur au sein de ses marchés et ce, au niveau local, régional et national. L'état de ses marchés économiques a une incidence sur les recettes publicitaires se rapportant à la télévision et aux magazines. Un ralentissement prolongé de l'économie canadienne ou américaine pourrait avoir un effet défavorable sur les comptes publicitaires clés à l'échelle nationale.

La prolifération des chaînes par câble et par satellite, les progrès de la technologie mobile et sans fil, la migration de l'auditoire télévisuel vers Internet et le contrôle accru - grâce à des enregistreurs vidéo personnels - qu'exercent les téléspectateurs sur la façon dont ils consomment les médias, sur le contenu de ces derniers et sur le moment où ils le font, se sont traduits par une plus grande fragmentation du bassin de téléspectateurs et un environnement de vente de publicité plus difficile.

RISQUES RELIÉS À LA POSSIBILITÉ QUE NOTRE CONTENU N'ATTIRE PAS UN VASTE PUBLIC, CE QUI POURRAIT LIMITER NOTRE CAPACITÉ DE GÉNÉRER DES RECETTES PUBLICITAIRES

Les produits d'exploitation de la Compagnie découlent en grande partie des recettes publicitaires. Les recettes publicitaires dépendent largement de l'acceptation du public, en grande partie fonction du contenu et de la qualité offerts, et reposant sur des facteurs comme l'opinion des critiques, les promotions, la qualité et l'acceptation d'autres contenus concurrents sur le marché, l'existence d'autres formes de divertissement, la conjoncture économique générale, les goûts du public en général et d'autres facteurs intangibles. En outre, l'augmentation de la programmation ciblée et des services spécialisés au Canada a causé la fragmentation croissante du public de la télévision conventionnelle. Ces facteurs continuent à évoluer rapidement et nombre d'entre eux sont indépendants de notre volonté. Le manque d'acceptation de notre contenu au sein du public ou la baisse ou encore la fragmentation des publics pourraient limiter notre capacité de générer des recettes publicitaires. Si la capacité de nos activités télévisuelles de générer des recettes publicitaires est limitée, nous pourrions devoir développer des sources de financement nouvelles ou parallèles afin d'être en mesure de continuer à proposer une programmation grand public attirante. Rien ne nous permet avec certitude de développer de telles sources de financement, et une telle limitation de notre capacité de générer des produits d'exploitation, avec une incapacité de générer de nouvelles sources de financement, pourrait grandement nuire à nos affaires, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

RISQUES ET INCERTITUDES (suite)

RISQUES DE CRÉDIT

La concentration du risque de crédit à l'égard des comptes clients est limitée en raison de la diversité des activités et des clients de la Compagnie. Toutefois, la Compagnie n'est pas à l'abri du défaut de ses clients de respecter leurs obligations contractuelles et ce, surtout lors de périodes économiques difficiles. Au 31 décembre 2008, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante du chiffre consolidé des comptes clients. Également, la provision pour créances douteuses a été établie en tenant compte des difficultés financières de l'industrie de certains de nos clients.

RISQUES RELIÉS AU FAIT QUE LE CONTENU DE LA PROGRAMMATION PEUT DEVENIR PLUS CHER À ACQUÉRIR ET QUE LES COÛTS DE PRODUCTION PEUVENT AUGMENTER

Les coûts les plus importants en télédiffusion concernent la programmation et la production. La concurrence accrue en télédiffusion, les développements touchant les producteurs et les distributeurs de contenu de programmation, les changements de préférences des téléspectateurs et d'autres développements pourraient avoir une incidence sur la disponibilité et le coût du contenu ainsi que les coûts de production. Des augmentations ou une volatilité futures en matière de coûts de production et de programmation pourraient nuire aux résultats d'exploitation de la Compagnie. Les progrès de la câblodistribution, des transmissions par satellite et des autres formes de distribution pourraient également avoir un effet sur la disponibilité et le coût de la programmation et de la production, et intensifier la concurrence pour l'obtention des dépenses publicitaires.

RISQUES LIÉS À LA RÉGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE

La Compagnie est assujettie à un nombre important de lois et règlements émanant des autorités gouvernementales notamment par le biais de la Loi concernant la radiodiffusion et de la Loi sur les télécommunications, qui sont toutes deux administrées par le CRTC. Tout changement dans les lois, les règlements ou les politiques régissant la radiodiffusion, de même que la mise en application de nouvelles lois, de nouveaux règlements ou conditions d'utilisation d'un permis pourraient avoir une incidence considérable sur les activités de la Compagnie, sa situation financière et les résultats de son exploitation. De plus, le CRTC est l'autorité gouvernementale responsable de l'émission et du renouvellement des licences de télédiffusion et de la réglementation du système canadien de radiodiffusion. La Compagnie est ainsi tributaire des décisions du CRTC à ces niveaux et toute décision de cet organisme allant à l'encontre des positions et intérêts de la Compagnie pourrait avoir un impact négatif sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

RISQUES LIÉS À L'AIDE GOUVERNEMENTALE

La Compagnie bénéficie de certains programmes d'aides gouvernementales pour soutenir la production et la distribution de produits télévisuels et de films ainsi que l'édition de magazines au Canada. Tout changement dans les règles d'application de ces aides gouvernementales dans le futur pourrait avoir des incidences importantes sur les résultats d'exploitation de la Compagnie.

RISQUES LIÉS AUX DISTRIBUTEURS

Pour la distribution de ses chaînes spécialisées, la Compagnie dépend d'entreprises de distribution de radiodiffusion (« EDR ») (y compris les services de câblodistribution, de satellites de radiodiffusion directe et les systèmes de distribution multivoie multipoint). Les produits d'exploitation pourraient être touchés de façon négative si les contrats d'affiliation avec les EDR n'étaient pas renouvelés selon des modalités et conditions semblables à celles en vigueur en ce moment. Les contrats d'affiliation avec les EDR ont des durées qui s'étendent sur plusieurs années et viennent à échéance à divers moments. La Compagnie est confiante de pouvoir renouveler ses contrats selon des modalités et conditions satisfaisantes pour les parties.

RISQUES ET INCERTITUDES (suite)

RISQUES RELIÉS À L'INCIDENCE SUR LES AFFAIRES DE L'ENTREPRISE DE LA PERTE DE DIRIGEANTS CLÉS ET D'AUTRES MEMBRES DU PERSONNEL, OU À L'INCAPACITÉ D'ATTIRER, DE FIDÉLISER ET DE MOTIVER CES DIRIGEANTS ET LES AUTRES MEMBRES DU PERSONNEL

La Compagnie dépend de son équipe de direction et des autres membres clés de son personnel clé pour mener ses affaires à bien. La perte de ces personnes pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la Compagnie. En raison de la nature spécialisée de ses activités, la Compagnie croit que son succès dépendra également, en grande partie, de sa capacité de continuer à attirer, à fidéliser et à motiver un personnel qualifié pour occuper ses postes de direction, de programmation, de services technique et de marketing. La concurrence en matière de personnel qualifié est intense, et il n'y a aucune garantie que la Compagnie réussira à attirer, à fidéliser et à motiver de telles personnes dans l'avenir.

RISQUES RELIÉS AUX DIFFÉRENDS ET AUX AUTRES RÉCLAMATIONS.

Dans le cadre normal de ses activités d'affaires, la Compagnie est partie à diverses procédures judiciaires et autres réclamations. Les dirigeants de la Compagnie sont d'avis que le dénouement des réclamations à régler et des autres litiges en cours ne devrait pas avoir un effet défavorable important sur ses résultats, ses liquidités ou sa situation financière. Toutefois, un dénouement négatif pourrait avoir un tel effet défavorable important. De plus, le coût pour se défendre dans le cadre de poursuites et les impacts financiers résultant de l'implication de la direction dans la gestion de celles-ci pourraient être importants.

RISQUES LIÉS AU FINANCEMENT

La Compagnie est entièrement financée pour ses activités actuelles et a accès à une facilité de crédit (la « facilité ») de 160 000 000 \$ qui viendra à maturité le 15 juin 2010. Toutefois, des facteurs de risques tels que des turbulences sur les marchés des capitaux pourraient réduire le montant de capital disponible ou accroître le coût de ce capital. Il ne peut y avoir aucune garantie que des fonds additionnels puissent être mis à la disposition de la Compagnie, ou s'ils peuvent l'être, qu'ils lui soient fournis dans des délais et selon des conditions acceptables pour la Compagnie. Le fait de ne pas obtenir ce financement additionnel, en temps voulu et si nécessaire, pourrait avoir une incidence négative importante sur la Compagnie. Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Compagnie a accès jusqu'au 15 juin 2010 à la portion non utilisée de sa facilité, qui s'élevait à 64 575 000 \$ au 31 décembre 2008. Aussi, la Compagnie pourrait financer ses futurs besoins en capitaux au moyen de fonds auto-générés ainsi que d'une émission publique d'actions.

RISQUES LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Les produits et résultats d'exploitation de la Compagnie sont et demeureront influencés par la conjoncture économique générale. Lors d'un ralentissement économique ou d'une récession, les acheteurs de publicités de la Compagnie ont historiquement réduit leur budget publicitaire. Par conséquent, il n'est pas possible de garantir que les résultats d'exploitation, les perspectives et la situation financière de la Compagnie seront à l'abri de tout effet négatif.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Conformément au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de la Compagnie a été effectuée. En se fondant sur cette évaluation, le Président et Chef de la direction et le Vice-président et Chef de la direction financière ont conclu que les CPCI et le CIIF étaient efficaces à la fin de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2008. Par conséquent, la conception des CPCI fournit une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Compagnie, y compris ses filiales consolidées, lui est communiquée par d'autres personnes au sein de ces entités, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis et que l'information qui doit être présentée par la Compagnie dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres documents qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée, et présentée dans les délais prescrits par cette législation. De plus, la conception du CIIF fournit une assurance raisonnable que l'information financière de la Compagnie est fiable et que ses états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de la Compagnie.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION (suite)

Enfin, aucune modification concernant le CIIF qui aurait eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante n'a été identifié par la direction au cours de la période comptable commençant le 1^{er} octobre 2008 et se terminant le 31 décembre 2008.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

La Compagnie est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie desdits documents, sur demande adressée à la Compagnie ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT L'INFORMATION PROSPECTIVE

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importantes connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Compagnie dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre à », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figurent la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), les risques associés à l'investissement en capital, les risques de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale et la fluctuation générale de la conjoncture économique. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Compagnie et les attentes actuelles, veuillez vous reporter à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et aux documents publics déposés par la Compagnie qui sont accessibles à www.sedar.com et www.tva.canoe.ca.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Compagnie au 16 février 2009 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Compagnie décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 16 février 2009

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les présents états financiers consolidés de Groupe TVA inc. et ses filiales sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration de Groupe TVA inc.

Ces états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils comprennent des montants fondés sur l'exercice des meilleurs jugements et estimations.

Pour assurer la justesse et l'objectivité des données contenues dans les états financiers, la direction de la Compagnie, ainsi que les directions de ses filiales, se sont dotées de systèmes de contrôles comptables internes et voient à l'application d'un programme de vérification interne. La direction croit que les contrôles comptables internes donnent l'assurance raisonnable que les documents financiers sont fiables et constituent une base adéquate pour l'établissement d'états financiers, que les biens de l'entreprise sont convenablement comptabilisés et préservés, et que la préparation ainsi que la présentation des autres informations financières concordent avec les états financiers.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité relativement aux états financiers surtout par l'entremise de son comité de vérification, formé uniquement d'administrateurs externes. Le comité de vérification revoit les états financiers consolidés annuels et formule ses recommandations au conseil d'administration pour son approbation. Le comité de vérification rencontre la direction ainsi que les vérificateurs internes et externes pour discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, des questions de vérification et des questions de présentation de l'information financière et formule les recommandations appropriées au conseil d'administration. Le vérificateur désigné par les actionnaires peut à son gré rencontrer le comité de vérification, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers ont été vérifiés par le vérificateur désigné par les actionnaires, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, dont le rapport suit.

Le président du conseil,



Jean Neveu

Le vice-président et
chef de la direction financière,



Denis Rozon

Montréal, Canada
Le 16 février 2009

**RAPPORT DES
VÉRIFICATEURS**

Aux actionnaires de Groupe TVA inc.

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Groupe TVA inc. au 31 décembre 2008 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Compagnie. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2007 et pour l'exercice terminé à cette date ont été vérifiés par d'autres vérificateurs qui ont exprimé une opinion sans réserve sur ces états financiers dans leur rapport du 4 février 2008.



Comptables agréés

Montréal, Canada
Le 6 février 2009

¹ CA auditeur permis n° 19483

ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

ÉTATS FINANCIERS

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS	59
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU	59
ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	59
BILANS CONSOLIDÉS	61
ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE	61
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	62

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007
(en milliers de dollars sauf les montants par action)

	2008	2007
Produits d'exploitation	436 723 \$	415 486 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	370 421	356 105
Amortissement des immobilisations corporelles et actifs incorporels (notes 12 et 13)	13 468	12 471
Amortissement des frais de démarrage reportés (note 14)	518	471
Charges financières (note 3)	1 760	4 477
Frais de rationalisation des activités d'exploitation (note 4)	184	1 382
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice, part de l'actionnaire sans contrôle et part du bénéfice dans les sociétés satellites	50 372	40 580
Impôts sur le bénéfice (note 5)	8 259	5 714
Part de l'actionnaire sans contrôle	(1 802)	(2 651)
Part du bénéfice dans les sociétés satellites	(889)	(867)
Bénéfice net	44 804 \$	38 384 \$
Bénéfice par action de base et dilué (note 18)	1,77 \$	1,42 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Bénéfice net	44 804 \$	38 384 \$
Perte non réalisée sur un instrument financier dérivé (note 24) (nette des impôts sur le bénéfice de 130 \$)	(304)	—
Résultat étendu	44 500 \$	38 384 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Solde au début	95 610 \$	62 631 \$
Bénéfice net	44 804	38 384
Dividendes versés	(5 105)	(5 405)
Rachat d'actions - excédent du prix payé sur la valeur comptable nette (note 18)	(36 208)	—
Solde à la fin	99 101 \$	95 610 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

31 décembre 2008 et 2007

(en milliers de dollars)

	2008	2007
Actif		
Actif à court terme		
Espèces	5 262 \$	3 225 \$
Débiteurs (note 9)	104 399	108 800
Investissements dans des produits télévisuels et des films (note 10)	49 445	45 906
Stocks et charges payées d'avance	6 215	5 969
Actifs d'impôts futurs (note 5)	2 363	4 629
	167 684	168 529
Investissements dans des produits télévisuels et des films (note 10)	35 952	27 253
Placements (note 11)	32 148	31 571
Immobilisations corporelles (note 12)	88 590	77 275
Actifs d'impôts futurs (note 5)	80	2 319
Autres éléments d'actif (note 14)	9 343	8 885
Licences et autres actifs incorporels (notes 13)	69 715	69 732
Écart d'acquisition	71 981	71 981
	475 493 \$	457 545 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Passif à court terme		
Découvert bancaire	147 \$	2 435 \$
Créditeurs et charges à payer (note 15)	98 063	97 320
Droits de diffusion et de distribution à payer	24 400	23 054
Produits reportés	7 573	6 613
	130 183	129 422
Droits de diffusion à payer	5 021	3 965
Dette à long terme (note 17)	93 705	56 116
Passifs d'impôts futurs (note 5)	31 606	39 334
Autres passifs à long terme (note 16)	550	731
Part de l'actionnaire sans contrôle et actions privilégiées rachetables (notes 6 et 11)	11 656	13 458
	272 721	243 026
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 18)	99 930	115 137
Surplus d'apport (notes 5 et 22)	4 045	3 772
Bénéfices non répartis	99 101	95 610
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(304)	—
	202 772	214 519
	475 493 \$	457 545 \$

Engagements, garanties et éventualités (note 23)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

(signé)

Jean Neveu, président du conseil d'administration

(signé)

Marc A. Courtois, administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007
(en milliers de dollars)

	2008	2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	44 804 \$	38 384 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités		
Part du bénéfice dans les sociétés satellites	(889)	(867)
Amortissements	14 074	13 030
Impôts futurs (note 5)	(3 238)	(4 680)
Avantages fiscaux relatifs à des déductions fiscales (note 5)	–	(3 670)
Part de l'actionnaire sans contrôle	(1 802)	(2 651)
Autres	(624)	(1 448)
Fonds générés par l'exploitation courante	52 325	38 098
Variation nette des éléments hors liquidités (note 8)	(6 380)	21 946
	45 945	60 044
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(21 881)	(16 200)
Frais de démarrage de services spécialisés reportés	(352)	–
Acquisition d'entreprises (note 2)	(105)	(2 899)
Remboursement d'obligations convertibles d'une société apparentée (note 11)	–	24 625
Autre variation des placements	(263)	76
	(22 601)	5 602
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Découvert bancaire	(2 288)	2 435
Augmentation (diminution) de la dette à long terme	37 501	(40 182)
Rachat d'actions privilégiées rachetables (note 11)	–	(24 625)
Émission de capital-actions d'une filiale (note 6)	–	2 400
Rachat d'actions (note 18)	(51 415)	–
Dividendes versés	(5 105)	(5 405)
	(21 307)	(65 377)
Variation nette des espèces	2 037	269
Espèces au début	3 225	2 956
Espèces à la fin	5 262 \$	3 225 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

Groupe TVA inc. (« la Compagnie »), constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec, exerce ses activités principalement dans les domaines de la télévision, de l'édition de magazines spécialisés et de la distribution de produits télévisuels et de films.

1. Principales conventions comptables

a) Consolidation, co-entreprise et sociétés satellites

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Compagnie et de toutes ses filiales de la date d'acquisition de leur contrôle à la date du bilan. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Les placements dans les sociétés satellites sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

b) Modifications aux conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2008, la Compagnie a adopté le chapitre 3031 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« *Manuel de l'ICCA* »), « Stocks », lequel requiert de fournir plus de détails sur la détermination et la reconnaissance des stocks ainsi que sur l'information à présenter. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

Le 1^{er} janvier 2008, la Compagnie a également adopté les chapitres 3862, « Instruments financiers – informations à fournir »; 3863, « Instruments financiers – présentation » et le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital ». Les exigences relatives à l'adoption de ces chapitres sont présentées à la note 24 des présents états financiers consolidés.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés selon les Principes Comptables Généralement Reconnus (« PCGR ») du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Les éléments d'actif et de passif, les postes de produits et de charges ainsi que la présentation d'éléments d'actif et de passif éventuels sont établis sur la base de ces estimations et hypothèses. Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent les éléments d'actif et de passif découlant de régimes de retraite et des avantages complémentaires à la retraite pour les employés, les hypothèses économiques clés utilisées pour déterminer la provision pour créances irrécouvrables, la prévision de diffusion, les revenus estimatifs futurs et la valeur de réalisation nette prévue des droits de diffusion, les produits nets estimatifs futurs de droits de distribution, les provisions pour la rationalisation des activités d'exploitation, la durée de vie utile des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation des flux monétaires futurs prévus être générés par les actifs, la détermination de la juste valeur des éléments d'actif et de passif lors de regroupements d'entreprises, la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition, les provisions pour impôts sur le bénéfice, la composition des actifs et passifs d'impôts futurs et la juste valeur des instruments financiers. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

d) Crédits d'impôt et aide gouvernementale

La Compagnie peut se prévaloir de plusieurs programmes gouvernementaux élaborés pour soutenir la production et la distribution de produits télévisuels et de films ainsi que l'édition de magazines au Canada.

L'aide gouvernementale relative aux productions d'émissions est enregistrée en réduction des coûts de production. Dans le secteur de l'édition, l'aide gouvernementale liée à la rédaction est comptabilisée à titre de produits reportés et amortie durant l'exercice au cours duquel la Compagnie satisfait les conditions pour obtenir l'aide gouvernementale. L'aide gouvernementale liée à la distribution de magazines est comptabilisée en diminution des charges y afférentes.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

1. Principales conventions comptables (suite)

d) Crédits d'impôt et aide gouvernementale (suite)

L'aide gouvernementale à l'égard de la distribution de films est assortie de conditions particulières quant à l'exploitation de la distribution et peut occasionner un remboursement de l'aide ou d'une partie de celle-ci, advenant un défaut de la Compagnie de se conformer à ces conditions particulières. La partie non remboursable de l'aide gouvernementale relative aux dépenses de mise en marché est portée en réduction de ces dépenses. Quant à la partie remboursable, elle est comptabilisée à titre d'avance et est remboursable en totalité ou en partie lorsque le film atteint un certain seuil de rentabilité. Dans l'éventualité où le film n'atteint pas les niveaux de revenus prévus, la totalité ou une partie de ces avances ne serait pas remboursable par la Compagnie et serait comptabilisée en réduction des dépenses d'exploitation de la Compagnie.

e) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

f) Émissions et productions réalisées et en cours de réalisation

Les émissions et productions réalisées et en cours de réalisation ont trait aux activités de télévision et de distribution de produits audiovisuels. Les émissions et productions réalisées et en cours de réalisation sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût inclut les charges directes de biens et services ainsi que la part de la main-d'œuvre et des charges générales reliées à chaque émission ou production. La valeur de réalisation nette représente les revenus estimatifs futurs, déduction faite des coûts futurs d'exploitation estimatifs correspondants. Le coût de chaque émission et production est imputé aux charges d'exploitation, de vente et d'administration au moment de la diffusion et dans le cas de la distribution, lorsque les conditions de constatations sont rencontrées.

g) Droits de diffusion et droits de diffusion à payer

Les droits de diffusion correspondent essentiellement aux droits contractuels permettant une diffusion limitée ou illimitée de produits télévisuels et de films. La Compagnie constate un actif au titre des droits de diffusion acquis et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de diffusion, lorsque la période de diffusion débute et que les conditions suivantes sont respectées :

- I) Le coût de chaque émission, film ou série est connu ou peut être déterminé de façon raisonnable;
- II) Les émissions, films ou séries ont été acceptés par la Compagnie conformément aux conditions du contrat d'acquisition de droits de diffusion;
- III) Les émissions, films ou séries sont disponibles pour leur première diffusion.

Les montants payés pour des droits de diffusion, avant que les conditions pour la constatation d'un actif ne soient respectées, sont comptabilisés à titre de droits de diffusion payés d'avance dans les droits de diffusion.

Les droits de diffusion sont classés à court terme ou à long terme selon l'estimation de diffusion établie par la direction.

Ces droits sont amortis lors de la diffusion sur la durée du contrat, en fonction du nombre estimé de présentations à l'écran et selon une méthode d'amortissement fondée sur les revenus estimatifs futurs. L'amortissement de ces droits est présenté dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration. Les droits de diffusion sont évalués au moindre du coût non amorti ou de la valeur de réalisation nette prévue. La valeur de réalisation nette représente les revenus estimatifs futurs provenant de la diffusion des émissions, déduction faite des coûts futurs d'exploitation estimatifs correspondants.

Les droits de diffusion à payer sont répartis entre les éléments de passif à court terme et à long terme selon les modalités de paiement prévues aux contrats d'acquisition.

NOTES AFFÉRENTES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007
(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

1. Principales conventions comptables (suite)

h) Droits de distribution et droits de distribution à payer

Les droits de distribution ont trait aux activités de distribution de films et de produits télévisuels. Les coûts comprennent les coûts d’acquisition des droits des films. La valeur de réalisation nette des droits de distribution représente la part de la Compagnie dans les produits futurs estimatifs qui seront générés, déduction faite des coûts futurs. La Compagnie constate un actif au titre des droits de distribution et un passif au titre de l’obligation découlant des contrats d’acquisition de droits de distribution lorsque le film a été accepté selon les termes prévus au contrat d’acquisition, le film est disponible pour diffusion et les coûts des droits sont connus ou peuvent être raisonnablement estimés.

Les montants payés pour les droits de distribution, avant que les conditions pour la constatation d’un actif ne soient respectées, sont comptabilisés à titre de droits de distribution payés d’avance dans les droits de distribution.

Les droits de distribution sont amortis selon la méthode prévisionnelle par film qui prévoit que chaque droit soit amorti dans la proportion de ses produits bruts réalisés par rapport au total de ses produits bruts prévus. L’amortissement des droits de distribution est inclus dans les charges d’exploitation, de vente et d’administration.

Les estimations des produits de chacun des films sont revues périodiquement par la direction et sont révisées au besoin, selon l’évaluation par la direction des conditions actuelles du marché. Les droits de distribution sont évalués au moindre du coût non amorti et de la valeur de réalisation nette.

i) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.
La Compagnie pourvoit à l’amortissement selon les méthodes et taux suivants :

Élément d’actif	Méthode	Taux
Bâtiments	Linéaire	2,5 % à 4,0 %
Équipements	Linéaire et dégressif	6,6 % à 33,3 %

j) Frais de démarrage de services spécialisés reportés

Les frais de démarrage de services spécialisés reportés sont amortis de façon linéaire sur une période de cinq ans à partir du début des opérations commerciales. Les frais de démarrage de services spécialisés reportés sont présentés à la rubrique Autres éléments d’actif.

k) Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés sont amortis selon la méthode du taux d’intérêt effectif. L’amortissement des frais de financement reportés est comptabilisé dans les charges financières aux états consolidés des résultats. Les frais de financement reportés sont présentés en diminution de la dette à long terme.

l) Dépréciation d’actifs à long terme

Les actifs à long terme, y compris les immobilisations corporelles ainsi que les actifs incorporels amortissables, sont soumis à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. La recouvrabilité d’un actif destiné à être détenu et utilisé se mesure par comparaison de sa valeur comptable et des estimations des flux de trésorerie futurs non actualisés susceptibles de découler de cet actif. Si la valeur comptable de l’actif excède les flux de trésorerie futurs estimatifs susceptibles d’en découler, une moins-value égale à l’excédent de la valeur comptable de l’actif par rapport à sa juste valeur est inscrite.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

1. Principales conventions comptables (suite)

m) Actifs incorporels et écart d'acquisition

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie se composent de licences de télédiffusion et d'une marque de commerce et ne sont pas amortis aux résultats; ils sont cependant soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment, si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation.

L'autre actif incorporel avec une durée de vie définie représente une liste de clients acquise et est amorti selon sa durée de vie utile, soit trois ans selon la méthode linéaire.

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix payé sur la juste valeur de l'actif net des entreprises acquises. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur. Le test de dépréciation comprend deux étapes. Lors de la première étape, la valeur comptable de l'unité d'exploitation est comparée avec sa juste valeur. Lorsque la juste valeur de l'unité d'exploitation excède sa valeur comptable, tout écart d'acquisition rattaché à une unité d'exploitation est considéré comme n'ayant pas subi de perte de valeur et il n'est pas nécessaire de procéder à la deuxième étape du test de dépréciation. La deuxième étape est effectuée lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, auquel cas la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est comparée avec sa valeur comptable afin d'évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. Lorsque la valeur comptable de l'écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation excède la juste valeur implicite de cet écart d'acquisition, une perte de valeur est constatée pour un montant égal à l'excédent.

En 2007, la Compagnie a modifié la date de ses tests annuels de dépréciation du 1^{er} octobre au 1^{er} avril. La Compagnie a terminé ses tests annuels de dépréciation le 1^{er} avril 2008 et a conclu qu'aucune dépréciation n'était à comptabiliser.

n) Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Compagnie offre à ses employés des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées. De plus, la Compagnie offre à certains employés à la retraite, en vertu d'un ancien régime, une protection d'assurance-vie à la retraite, une protection d'assurance-maladie et d'assurance dentaire. Les employés actifs de la Compagnie ne bénéficient plus de ce type de protection post-retraite. L'écart entre les cotisations de l'employeur et les montants inscrits à titre de charges d'avantages sociaux est comptabilisé à l'actif ou à l'obligation au titre des prestations constituées.

Pour tous les régimes à prestations déterminées, les conventions comptables suivantes ont été retenues :

- I) Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les salariés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, et il est imputé aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes de retraite, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et les coûts prévus des soins de santé.
- II) Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes de retraite, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.
- III) Le coût des services passés découlant des modifications des régimes est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs à la date des modifications.
- IV) L'excédent du gain actuariel net (perte actuarielle nette), sur 10 % du plus élevé de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs du régime, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs, soit 12 ans.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

1. Principales conventions comptables (suite)

n) Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

V) Le rendement à long terme prévu de l'actif des caisses de retraite est fondé sur la juste valeur.

VI) L'actif transitoire net initial est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante prévue du groupe d'employés qui participe aux régimes.

Pour les régimes de retraite à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la Compagnie est tenue de verser en échange des services rendus par les employés.

o) Constatation des produits d'exploitation

Revenus de publicité

Les produits tirés de la vente de temps d'antenne publicitaire du secteur de la télévision sont constatés lors de la diffusion de la publicité. Dans le secteur de l'édition, les revenus tirés de la vente d'espaces publicitaires sont constatés au moment où la publicité est publiée, soit à la parution du magazine.

Revenus d'abonnement

Les revenus de redevances provenant d'abonnement de clients à des chaînes de télévision spécialisées sont constatés mensuellement lorsque le service est rendu.

Les revenus tirés d'abonnement aux magazines sont constatés comme produits lorsque le service est rendu. Les montants reçus à titre d'abonnement à des magazines sont comptabilisés comme produits reportés et sont amortis sur la durée de l'abonnement.

Revenus provenant de la vente de magazines en kiosque

Les revenus tirés de la vente de magazines en kiosque sont constatés au moment de la livraison en kiosque et sont calculés en utilisant un montant de revenus moins une provision pour retours futurs.

Revenus de distribution

Les produits tirés de l'exploitation des droits de distribution de films et d'émissions de télévision sont constatés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- I) Il existe une preuve convaincante qu'il y a une transaction de vente avec un client. Une preuve est convaincante uniquement s'il y a un contrat ou un autre document légal exécutoire établissant au minimum i) la durée des droits cédés, ii) le film ou le groupe de films assujetti et iii) la contrepartie à recevoir en échange des droits;
- II) Le film est terminé et a été livré ou est disponible pour la livraison;
- III) La période des droits a débuté, et le client peut commencer l'exploitation, la présentation, la diffusion ou la vente;
- IV) La rémunération de la Compagnie est fixe ou peut être déterminée de façon raisonnable;
- V) Le recouvrement de la rémunération de la Compagnie est raisonnablement sûr.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

1. Principales conventions comptables (suite)

o) Constatation des produits d'exploitation (suite)

Les produits tirés de la sortie en salle de films sont constatés au cours des mois durant lesquels le film est présenté en salle selon un pourcentage des recettes des salles de cinéma, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées. Les revenus en vidéo sont constatés le mois durant lequel le film est sorti en vidéo sur la base des livraisons de copies de vidéodisques numériques (« DVD »), moins une provision pour retours futurs ou sur la base d'un pourcentage des revenus du détaillant, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées.

Vente de produits

Les revenus tirés de la vente de produits du service de télé-achats sont constatés au moment de la livraison des produits.

p) Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les revenus et les dépenses libellés en devises étrangères sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception de l'amortissement qui est converti au taux d'origine. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice.

q) Impôts sur le bénéfice

La Compagnie utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur le bénéfice. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber.

Dans le cours des opérations de la Compagnie, un certain nombre de positions fiscales sont incertaines dû à la complexité des transactions et au fait que les interprétations fiscales et la législation y afférentes sont en continuel changement. Lorsqu'une position fiscale est incertaine, la Compagnie reconnaît un avantage fiscal ou réduit un passif fiscal uniquement lorsqu'il est probable que cet avantage fiscal sera réalisé dans le futur ou que ce passif fiscal sera éteint.

r) Rémunérations et autres paiements à base d'actions

La Compagnie utilise la méthode de la valeur intrinsèque pour toutes les attributions à des salariés qui sont des attributions d'options d'achat d'actions, qui prévoient le règlement en espèces ou autres actifs, à la discrétion de l'employé. Selon cette méthode, le coût de rémunération rattaché aux attributions à des salariés qui prévoient le règlement en espèces ou autres actifs est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration. Les variations de la juste valeur des actions sous-jacentes aux options entre la date d'attribution et la date d'évaluation entraînent un changement dans l'évaluation du coût de rémunération dont la contrepartie est comptabilisée dans les créditeurs et charges à payer. Pour le régime d'actionnariat à l'intention des cadres et des employés, la contribution de la Compagnie pour le compte des salariés est constatée comme une charge d'exploitation, de vente et d'administration. Toute contrepartie versée par des cadres et employés pour l'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions. Les attributions aux membres de la haute direction faites dans le cadre du régime de rémunération différée d'unités d'actions fictives et du régime d'options d'achat d'actions de Quebecor Media inc., sont évaluées et inscrites dans les états financiers en utilisant la méthode de la valeur intrinsèque. Selon cette méthode, la variation de la juste valeur de l'unité d'action fictive ainsi que de l'option d'achat d'actions de Quebecor Media inc. modifie le coût de rémunération qui est constaté sur le délai d'acquisition de l'attribution dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

1. Principales conventions comptables (suite)

s) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice. La Compagnie utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options en vue de calculer le résultat dilué par action.

t) Contrats échanges

Dans le cours normal de ses activités, la Compagnie diffuse et publie de la publicité en échange de biens et services. Les produits ainsi gagnés sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des biens et services obtenus.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, la Compagnie a constaté des produits à titre de contrats échanges pour un montant de 10 742 000 \$ (7 827 000 \$ en 2007) et des charges d'exploitation à titre de contrats échanges de 10 715 000 \$ (8 881 000 \$ en 2007).

u) Instruments financiers

Classification, comptabilisation et évaluation

Depuis le 1^{er} janvier 2007, les instruments financiers sont dorénavant classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, créances ou autres passifs financiers. Les actifs et passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués soit à leur juste valeur, soit à leur coût lorsqu'ils n'ont pas de prix cotés sur un marché actif, alors que les variations de juste valeur sont comptabilisées au résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ainsi que les créances ou autres passifs financiers sont évalués à leur coût après amortissement en utilisant la méthode de l'intérêt réel. La Compagnie a classé ses espèces et son découvert bancaire comme détenus à des fins de transaction. Les débiteurs ainsi que les montants à recevoir de compagnies apparentées ont été classés comme créances. Les placements de portefeuille inclus sous la rubrique Placements ont été classés comme disponibles à la vente. Tous les passifs financiers de la Compagnie ont été classés comme Autres passifs financiers. Les coûts de transactions reliés à la dette à long terme sont capitalisés au moment de la constatation et sont présentés en réduction de celle-ci.

Les instruments financiers dérivés sont constatés à leur juste valeur comme actifs ou passifs financiers. Les variations de la juste valeur des dérivés sont inscrites aux résultats, sauf en ce qui concerne les dérivés désignés à titre de couverture efficace des flux de trésorerie et pour lesquels la comptabilité de couverture est utilisée.

Instrument financier dérivé et comptabilité de couverture

La Compagnie utilise un instrument financier dérivé, soit un swap sur le taux d'intérêt. La Compagnie utilise un swap de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur une partie de la dette à long terme. Ce swap de taux d'intérêt est désigné comme couverture de flux de trésorerie puisqu'il y a conversion d'un taux d'intérêt variable à un taux fixe.

La Compagnie a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour cet instrument financier dérivé. Elle n'utilise pas cet instrument financier dérivé pour des fins spéculatives. La Compagnie documente la relation de couverture entre l'instrument financier dérivé et l'élément couvert ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques qui l'ont conduite à établir la relation et elle évalue l'efficacité de cet instrument financier dérivé lorsque la couverture est mise en place ainsi que sur une base continue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

1. Principales conventions comptables (suite)

u) Instruments financiers (suite)

Instrument financier dérivé et comptabilité de couverture (suite)

Pour l'instrument financier dérivé classé comme couverture de flux de trésorerie soit le swap de taux d'intérêts, la tranche efficace de la relation est comptabilisée comme gain (perte) non réalisé(e) sur un instrument financier dans le résultat étendu et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé des résultats comme charge financière. La tranche efficace de la relation de couverture reportée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est comptabilisée aux résultats au cours de la même période durant laquelle l'élément couvert influe les résultats. Lorsque la couverture de flux de trésorerie cesse, les montants comptabilisés précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans les résultats au cours des périodes où la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur les résultats.

v) Changements futurs dans les conventions comptables

En janvier 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« l'ICCA ») a publié le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », pour remplacer le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement », le Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») 27, « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », et aussi pour modifier la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-11, « Entreprises en phase de démarrage ». Le nouveau chapitre établit des normes relatives à la comptabilisation des actifs incorporels au sens de la définition d'actifs fondée sur des principes pour la constatation des coûts à titre d'actifs et à la clarification de l'application du concept de rapprochement des produits et des charges pour les actifs incorporels acquis ou développés à l'interne. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts le 1^{er} octobre 2008 ou après cette date. La Compagnie évalue actuellement l'incidence de l'application de cette norme.

2. Acquisitions d'entreprises

Canal Indigo

Le 15 février 2008, la Compagnie a conclu une entente afin d'acheter la totalité des parts qu'elle ne détenait pas, de Canal Indigo S.E.N.C., pour un montant total de 105 000 \$. Cette transaction a été finalisée le 31 août 2008, comptabilisée selon la méthode de l'acquisition, et les résultats sont inclus en totalité aux résultats consolidés de la Compagnie depuis le 1^{er} septembre 2008 (note 16).

Animal Hebdo inc.

Le 30 juillet 2007, la Compagnie a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Animal Hebdo inc., société exploitant le magazine Animal, pour une contrepartie totale de 274 000 \$. Les résultats de ce nouveau magazine sont inclus dans les résultats consolidés de la Compagnie depuis le 30 juillet 2007.

Sun TV Company

Le 8 janvier 2007, la Compagnie a effectué le paiement final du prix d'acquisition de la chaîne généraliste de Toronto, SUN TV, qui incluait un ajustement au fonds de roulement au montant de 2 625 000 \$.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

3. Charges financières

	2008	2007
Intérêts sur la dette à long terme (note 17)	3 423 \$	4 279 \$
Dividendes sur actions privilégiées rachetables (note 11) ⁽¹⁾	1 064	3 646
Revenus d'intérêts sur obligations convertibles d'une société apparentée (note 11) ⁽¹⁾	(1 029)	(3 529)
Revenus d'intérêts	(1 324)	(404)
Amortissement des frais de financement reportés	88	88
(Gain) perte sur change	(477)	385
Autres intérêts	15	12
	1 760 \$	4 477 \$

(1) Des dividendes de 1 061 000 \$ (3 730 000 \$ en 2007) ont été versés et un montant de 1 027 000 \$ (3 609 000 \$ en 2007) a été reçu à titre de revenus d'intérêts.

4. Frais de rationalisation des activités d'exploitation

Au cours de l'exercice, la Compagnie a enregistré une provision pour frais de rationalisation de 184 000 \$ à la suite de l'abolition d'un poste dans le secteur de la télévision. Le solde de ces frais de rationalisation à payer au 31 décembre 2008 est de 85 000 \$ (429 000 \$ au 31 décembre 2007).

Au cours de l'exercice précédent, la Compagnie avait enregistré une provision pour frais de rationalisation de 1 281 000 \$ à la suite de l'abolition de postes dans les secteurs de la télévision et de l'édition.

Rationalisation des anciennes activités de TVA International

Au cours de l'exercice 2001, la Compagnie, par l'intermédiaire de sa filiale, TVA Acquisition inc., avait procédé à une dévaluation d'éléments d'actif et à la comptabilisation de provisions pour rationalisation à la suite du repositionnement des activités de production et de distribution.

Au cours de l'exercice 2008, des frais de 389 000 \$ (319 000 \$ en 2007) ont été imputés contre la provision.

Au cours de l'exercice 2007, à la suite des règlements de certains dossiers ainsi que des nouvelles informations disponibles à la Compagnie, une réévaluation de la provision a été effectuée et a entraîné un ajustement à la hausse des provisions de 952 000 \$ relatives à de nouveaux litiges liés aux activités de production de son ancienne filiale, TVA Acquisition inc., et un ajustement à la baisse de 851 000 \$ sur le solde de passifs initialement établis sur certaines productions de cette ancienne filiale.

Le solde de la provision pour rationalisation de ce secteur totalise donc 2 796 000 \$ au 31 décembre 2008 (3 185 000 \$ au 31 décembre 2007) et est présenté dans les crédettes et charges à payer.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

5. Impôts sur le bénéfice

La dépense d'impôts sur le bénéfice se présente comme suit :

	2008	2007
Exigibles	11 497 \$	10 394 \$
Futurs	(3 238)	(4 680)
	8 259 \$	5 714 \$

Le tableau suivant fait le rapprochement entre le taux d'imposition réglementaire canadien et le taux d'imposition effectif utilisé par la Compagnie dans le calcul du bénéfice net consolidé :

	2008	2007
Taux d'imposition réglementaire canadien	30,9 %	32,0 %
Effet des écarts de taux d'imposition provinciaux	(0,3)	(0,7)
	30,6	31,3
Augmentation (diminution) découlant de ce qui suit :		
Incidence fiscale de charges non déductibles	1,9	5,8
Gain de cause	(1,3)	–
Incidence fiscale de la diminution ou de l'augmentation des taux d'imposition futurs des gouvernements fédéral et du Québec	–	(7,3)
Avantages fiscaux reconnus à la suite de l'adoption du projet de loi C-33	–	(9,0)
Variation du crédit reporté	(0,3)	(0,6)
Autres ⁽¹⁾	(14,5)	(6,1)
Taux d'imposition effectif	16,4 %	14,1 %

(1) Inclut des réductions de passifs d'impôts futurs de 13,5 % (4,4 % en 2007) résultant de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

5. Impôts sur le bénéfice (suite)

L'incidence fiscale des principaux éléments constituant le montant du passif net d'impôts futurs de la Compagnie est la suivante :

	2008	2007
Actifs d'impôts futurs		
Pertes reportables dans les exercices futurs	13 513 \$	13 726 \$
Provision pour rationalisation	366	471
Écart d'acquisition, licences et autres actifs incorporels	609	3 058
Écart entre la valeur comptable et fiscale des immobilisations corporelles et des placements	2 047	3 220
Autres	1 961	3 929
	18 496	24 404
Provision pour moins-value	(16 053)	(17 456)
	2 443	6 948
Passifs d'impôts futurs		
Écart d'acquisition et licences	(19 408)	(21 273)
Écart entre la valeur comptable et fiscale des immobilisations corporelles et des placements	262	(38)
Autres	(12 460)	(18 023)
	(31 606)	(39 334)
Passifs nets d'impôts futurs	(29 163) \$	(32 386) \$

Les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme se répartissent comme suit :

	2008	2007
Actifs d'impôts futurs		
Court terme	2 363 \$	4 629 \$
Long terme	80	2 319
	2 443	6 948
Passifs d'impôts futurs		
Long terme	(31 606)	(39 334)
Passifs nets d'impôts futurs	(29 163) \$	(32 386) \$

NOTES AFFÉRENTES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007
(Les montants présentés dans les tableaux sont
exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs
aux données par action et par option.)

5. Impôts sur le bénéfice (suite)

Au cours de l'exercice 2002, la Compagnie avait reconnu des actifs d'impôts futurs au montant de 21 000 000 \$ reliés principalement à des pertes fiscales reportées dans le cadre de la liquidation de certaines sociétés de production et distribution. La contrepartie de ces actifs d'impôts futurs figure aux rubriques Créditeurs et charges à payer et Autres passifs à long terme du passif de la Compagnie, lequel est amorti par dotation à la charge d'impôts en proportion de la réduction nette de ces actifs d'impôts futurs. Au 31 décembre 2008, le solde du crédit reporté totalise 482 000 \$ (627 000 \$ en 2007).

Au cours de l'exercice 2006 et des exercices précédents, la Compagnie a obtenu, auprès de Quebecor World Inc., une société qui était alors sous contrôle commun de la société mère ultime, Quebecor inc., des déductions fiscales représentant des avantages fiscaux. Un montant de 3 670 000 \$ a été comptabilisé dans les résultats de la Compagnie au cours de l'exercice 2007 à la suite de l'adoption du projet de loi C-33 du gouvernement fédéral prévoyant la modification du facteur de détermination des déductions fiscales. Ces avantages fiscaux avaient été comptabilisés dans les passifs d'impôts exigibles au 31 décembre 2006 en attente d'une promulgation par les autorités fiscales. Aucun montant n'est dû à Quebecor World Inc. en vertu de ces transactions au 31 décembre 2008 (626 000 \$ en 2007).

Au cours de l'exercice, un montant total d'impôt de 915 000 \$ (3 596 000 \$ en 2007) a été encaissé, dégageant ainsi des gains supplémentaires de 48 000 \$ (48 000 \$ en 2007) qui ont été comptabilisés à titre de surplus d'apport à la suite des règlements finaux.

La Compagnie n'a constaté aucun passif d'impôts futurs au titre des bénéfices non répartis de ses filiales au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs, étant donné qu'elle ne prévoit pas se départir de ses placements ou que ces bénéfices non répartis deviennent imposables.

Les montants des tableaux présentés précédemment pour 2008 et 2007 incluent respectivement une provision pour moins-value de 16 053 000 \$ et 17 456 000 \$, relativement à des reports de pertes prospectifs et autres économies d'impôts disponibles. La variation nette de la provision pour moins-value, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, s'explique par une diminution de la provision pour moins-value de 602 000 \$ provenant de l'utilisation de pertes fiscales et de 801 000 \$ provenant de l'utilisation d'autres économies d'impôts disponibles pour lesquelles une provision pour moins-value avait été comptabilisée. En 2007, la diminution de la provision pour moins-value de 2 547 000 \$ s'expliquait principalement par la réduction du taux d'impôt fédéral.

Au 31 décembre 2008, la Compagnie disposait, aux fins des impôts sur le bénéfice, de reports de pertes d'approximativement 1 325 000 \$ (2 528 000 \$ en 2007) dont elle peut se servir pour réduire ses bénéfices imposables futurs et venant à échéance comme suit :

2026	122 000 \$
2028	1 203 000

La Compagnie dispose également d'un montant de 82 684 000 \$ (82 856 000 \$ en 2007) de pertes en capital sans échéance et pour lesquelles une provision pour moins-value sur actif d'impôts futurs a été comptabilisée.

6. Part de l'actionnaire sans contrôle

Au cours de l'exercice 2007, une filiale de la Compagnie, Sun TV Company, détenue à 75 % et exploitant la station de télévision SUN TV, a obtenu de son actionnaire sans contrôle, Corporation Sun Media, société sous contrôle commun de la société mère ultime Quebecor inc., des mises de fonds additionnelles dans son capital-actions d'un montant de 2 400 000 \$. Au 31 décembre 2008, le total des mises de fonds en capital-actions réalisées représente 33 648 000 \$, soit 25 236 000 \$ octroyées par la Compagnie et 8 412 000 \$ par Corporation Sun Media. Les pourcentages de participation respectifs dans Sun TV Company sont demeurés inchangés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

7. Coentreprises

La quote-part des opérations dans les coentreprises incluses dans les états financiers consolidés de la Compagnie se détaille comme suit :

	2008	2007
Résultats consolidés		
Produits d'exploitation	8 004 \$	6 137 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	5 333	4 986
Bénéfice d'exploitation avant les revenus d'intérêts	2 671	1 151
Revenus d'intérêts	70	65
Bénéfice net	2 741 \$	1 216 \$
Bilans consolidés		
Actifs à court terme	7 726 \$	7 099 \$
Actifs à long terme	140	–
Passifs à court terme	2 555	3 595
Passifs à long terme	67	–
Flux de trésorerie consolidés		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 483	743
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 000)	(1 010)

8. Informations sur les flux de trésorerie

Les informations additionnelles à l'égard des états consolidés des flux de trésorerie se présentent comme suit :

a) La variation des éléments hors liquidités du fonds de roulement liés à l'exploitation se présente comme suit :

	2008	2007
Diminution (augmentation) de l'actif		
Débiteurs	6 152 \$	(4 164) \$
Investissements dans des produits télévisuels et des films	(12 238)	(3 752)
Stocks et charges payées d'avance	(246)	303
Augmentation (diminution) du passif		
Créditeurs et charges à payer	7 289	12 302
Droits de diffusion et de distribution à payer	2 402	898
Produits reportés	960	(409)
Actifs et passifs d'impôts exigibles	(10 699)	16 768
	(6 380) \$	21 946 \$

b) Les intérêts versés ainsi que les impôts sur le bénéfice versés (encaissés) et classés au titre des activités d'exploitation se présentent comme suit :

	2008	2007
Intérêts versés	2 544 \$	4 054 \$
Impôts sur le bénéfice (encaissés) versés, montant net	22 244	(2 673)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

8. Informations sur les flux de trésorerie (suite)

c) Les opérations hors caisse

Les états consolidés des flux de trésorerie excluent les opérations hors caisse suivantes :

	2008	2007
Acquisitions d'immobilisations corporelles financées par les créditeurs et charges à payer	4 233 \$	1 453 \$

9. Débiteurs

	2008	2007
Comptes clients	76 424 \$	75 875 \$
Comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées	20 560	23 068
Crédits d'impôt et aide gouvernementale à recevoir	4 718	8 911
Actifs d'impôts exigibles	2 697	946
	104 399 \$	108 800 \$

Les comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées sont affectés des mêmes conditions que les comptes clients.

Les sociétés sous contrôle commun représentent des filiales de la société mère ultime, Quebecor inc.

10. Investissements dans des produits télévisuels et des films

	2008		
	Court terme	Long terme	Total
Émissions et productions réalisées et en cours de réalisation	6 251 \$	– \$	6 251 \$
Droits de diffusion	43 194	27 130	70 324
Droits de distribution	–	8 822	8 822
	49 445 \$	35 952 \$	85 397 \$

	2007		
	Court terme	Long terme	Total
Émissions et productions réalisées et en cours de réalisation	4 123 \$	– \$	4 123 \$
Droits de diffusion	41 783	19 923	61 706
Droits de distribution	–	7 330	7 330
	45 906 \$	27 253 \$	73 159 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

11. Placements

	2008	2007
Obligations convertibles d'une société apparentée ⁽¹⁾	9 750 \$	9 750 \$
Canoë inc., placement de portefeuille, participation de 13,8 % ⁽²⁾	11 262	11 262
Télé Inter-Rives Ltée, société satellite, participation de 45 %	8 235	7 657
Autres placements	2 901	2 902
	32 148 \$	31 571 \$

⁽¹⁾ Le 12 juillet 2005, une filiale de la Compagnie, SunTV Company, détenue à 75 % et exploitant la station de télévision Sun TV, a procédé à une transaction de consolidation fiscale avec la Compagnie et son actionnaire sans contrôle, Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun de la société mère ultime, Quebecor inc. Afin de réaliser cette transaction, Sun TV Company a émis 149 300 actions privilégiées rachetables au gré du détenteur à 1 000 \$ avec dividendes cumulatifs et fixes de 10,85 %, dont 37 300 actions à 1 000 \$ émises en faveur de Corporation Sun Media. En retour, Sun TV Company a investi 149 300 000 \$, dont 37 300 000 \$ dans Corporation Sun Media, sous forme d'obligations convertibles d'une durée de 15 ans, portant intérêt au taux annuel de 10,5 %, payables semi-annuellement et échéant le 6 juillet 2020.

Le 20 décembre 2007, Sun TV Company a procédé à une transaction afin de réduire la consolidation fiscale mise en place le 12 juillet 2005 avec la Compagnie et son actionnaire sans contrôle, Corporation Sun Media. Afin de réaliser cette transaction, Sun TV Company a reçu un remboursement partiel des obligations convertibles des sociétés actionnaires pour un montant de 98 600 000 \$ (11 700 000 \$ en 2006), dont de Corporation Sun Media pour un montant de 24 625 000 \$ (2 925 000 \$ en 2006). En contrepartie, Sun TV Company a racheté 98 600 actions privilégiées rachetables au gré du détenteur avec dividendes cumulatifs et fixes de 10,85 % pour un montant de 98 600 000 \$ (11 700 000 \$ en 2006), dont 24 625 actions privilégiées auprès de Corporation Sun Media pour un montant de 24 625 000 \$ (2 925 000 \$ en 2006). Cette transaction a entraîné, pour la Compagnie, au niveau consolidé, la réduction d'un placement à long terme en obligations convertibles de 24 625 000 \$ (2 925 000 \$ en 2006) et un montant équivalent de réduction en actions privilégiées rachetables présentées sous la rubrique Part de l'actionnaire sans contrôle et actions privilégiées rachetables au bilan consolidé.

Cette transaction permet à la Compagnie et à Corporation Sun Media de réduire leurs impôts exigibles étant donné que les intérêts sur les obligations convertibles sont déductibles aux fins fiscales pour ces sociétés, tandis que les dividendes sur les actions privilégiées ne sont pas imposables.

Ces transactions ont entraîné, pour la Compagnie, au niveau consolidé, un placement à long terme en obligations convertibles de 9 750 000 \$ dans Corporation Sun Media et un montant équivalent en actions privilégiées rachetables présentées sous la rubrique Part de l'actionnaire sans contrôle et actions privilégiées rachetables aux 31 décembre 2008 et 2007.

⁽²⁾ Canoë inc. est une société sous contrôle commun de la société mère ultime, Quebecor inc.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

12. Immobilisations corporelles

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	3 168 \$	– \$	3 168 \$
Bâtiments	77 974	55 368	22 606
Équipements	201 693	153 195	48 498
Projets en cours	14 318	–	14 318
	297 153 \$	208 563 \$	88 590 \$

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	3 168 \$	– \$	3 168 \$
Bâtiments	75 908	51 837	24 071
Équipements	185 053	144 529	40 524
Projets en cours	9 512	–	9 512
	273 641 \$	196 366 \$	77 275 \$

13. Licences et autres actifs incorporels

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Licences de télédiffusion	92 849 \$	23 260 \$	69 589 \$
Marque de commerce	100	–	100
Liste de clients	50	24	26
	92 999 \$	23 284 \$	69 715 \$

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Licences de télédiffusion	92 849 \$	23 260 \$	69 589 \$
Marque de commerce	100	–	100
Liste de clients	50	7	43
	92 999 \$	23 267 \$	69 732 \$

Les licences de télédiffusion ne sont plus amorties depuis le 1^{er} septembre 2001. L'amortissement de la liste de clients représente 17 000 \$ pour 2008 (7 000 \$ en 2007).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

14. Autres éléments d'actif

	2008	2007
Actif au titre des prestations constituées des régimes de retraite (note 21)	8 489 \$	7 865 \$
Frais de démarrage de services spécialisés reportés, déduction faite de l'amortissement cumulé	854	1 020
	9 343 \$	8 885 \$

15. Créiteurs et charges à payer

	2008	2007
Comptes fournisseurs et charges à payer	87 209 \$	72 437 \$
Comptes à payer à des sociétés sous contrôle commun et affiliées	8 447	13 375
Passifs d'impôts exigibles	2 041	11 037
Crédit reporté (note 5)	366	471
	98 063 \$	97 320 \$

16. Autres passifs à long terme

	2008	2007
Part dans l'avoir négatif d'un placement satellite 1	– \$	575 \$
Crédit reporté (note 5)	116	156
Instrument financier dérivé (note 24)	434	–
	550 \$	731 \$

(1) Au cours de l'exercice 2008, la Compagnie a investi un montant additionnel de 490 000 \$ dans l'avoir du service de la télévision à la carte, Canal Indigo S.E.N.C., duquel elle détenait déjà une participation de 20% (note 2).

17. Dette à long terme

Au cours de l'exercice 2005, la Compagnie a renouvelé sa convention de crédit qui consiste en un emprunt à terme rotatif maximum de 160 000 000 \$, portant intérêt à des taux variables fondés sur le taux des acceptations bancaires ou le taux de base bancaire, plus une marge variable en fonction du ratio de la dette totale sur le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts, amortissements et autres éléments. La convention de crédit vient à échéance et est remboursable en totalité le 15 juin 2010. Afin de gérer les taux d'intérêts reliés à la convention de crédit, la Compagnie a conclu un contrat de SWAP de taux d'intérêt (note 24).

Au 31 décembre 2008, les sommes empruntées représentent 93 834 000 \$ (51 383 000 \$ en 2007) d'acceptations bancaires, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 3,43 % (5,43 % en 2007). Aucune avance (4 950 000 \$ en 2007) sur le crédit rotatif n'était utilisée au 31 décembre 2008.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

17. Dette à long terme (suite)

En vertu de cette convention de crédit, la Compagnie est assujettie à certaines restrictions, dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2008, la Compagnie respecte les conditions relatives à la convention de crédit.

Au 31 décembre 2008, la Compagnie avait des lettres de crédit en circulation d'un montant de 425 000 \$ (485 832 \$ en 2007).

Les composantes de la dette à long terme sont les suivantes :

	2008	2007
Acceptations bancaires émises	93 834 \$	51 383 \$
Avance sur le crédit rotatif	–	4 950
Frais de financement reportés, déduction faite de l'amortissement cumulé	(129)	(217)
Dette à long terme	93 705 \$	56 116 \$

18. Capital-actions

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires de classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions de classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

	2008	2007
Émis et payé		
4 320 000 actions ordinaires de classe A	72 \$	72 \$
19 704 206 actions de classe B (22 704 848 en 2007)	99 858	115 065
	99 930 \$	115 137 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

18. Capital-actions (suite)

Offre publique de rachat importante

Le 1^{er} avril 2008, la Compagnie a déposé une offre publique de rachat importante, pour fins de rachat et d'annulation d'un nombre maximum de 2 000 000 d'actions de classe B, participantes, sans droit de vote, soit environ 8,8 % du nombre total de ses actions émises et en circulation, à un prix fixe de 17,00 \$ par action de classe B. Le 14 mai 2008, la Compagnie a déposé un avis de modification et de prolongation de son offre initiale afin de porter le nombre d'actions que la Compagnie pouvait racheter aux termes de l'offre à un maximum de 3 000 000 d'actions de classe B et a prolongé l'offre jusqu'au 2 juin 2008. Un nombre total de 9 189 542 actions de classe B ont été déposées à l'heure d'expiration de l'offre.

Compte tenu de la réduction proportionnelle, du rajustement du rachat des lots irréguliers et afin d'éviter la création de nouveaux lots irréguliers, la Compagnie a pris livraison de 3 000 642 actions de classe B pour une contrepartie totale de 51 010 914 \$, plus les frais de transaction de 404 000 \$. Les actions de classe B rachetées à des fins d'annulation aux termes de cette offre publique de rachat représentaient 13,2 % des 22 704 848 actions classe B émises et en circulation avant le rachat.

Régime d'options d'achat d'actions de classe B à l'intention des dirigeants

Le régime, instauré en 1999 au profit des dirigeants de la Compagnie et de ses filiales, prévoit notamment que l'octroi, les conditions et les modalités afférentes aux options octroyées seront fixés par le comité de rémunération de la Compagnie. Toutefois, le prix de souscription de chaque action de classe B, visée par une option, ne pourra être inférieur au cours de la clôture des actions en bourse le jour précédant la date d'octroi de l'option. De plus, la durée des options ne pourra excéder 10 ans. En 2008, la Compagnie a augmenté le nombre d'actions de classe B pouvant être émises au terme du régime d'options d'achat d'actions de classe B à l'intention des dirigeants, passant de 1 400 000 à 2 200 000.

Les bénéficiaires peuvent, au moment de la levée de leur option, choisir de recevoir de la Compagnie un paiement en espèces égal au nombre d'actions à l'égard desquelles l'option est levée, multiplié par le montant par lequel la valeur du marché excède le prix d'achat des actions visées par ladite option. La valeur du marché est définie par la moyenne des cours de clôture des cinq derniers jours de négociation précédant le jour auquel l'option est levée. Depuis janvier 2006, à l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération n'en décide autrement au moment de l'octroi, les options octroyées pourront être levées sur une période de cinq ans selon les modalités suivantes :

- I) en portion égale sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi;
- II) en portion égale sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi;
- III) en portion égale sur une période de trois ans, dont la première tranche de 33 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi;

Au cours de l'exercice, la Compagnie n'a octroyé aucune nouvelle option en vertu de ce régime (561 875 octroyées en 2007).

Un renversement de charge de rémunération de 80 000 \$ (charge de 73 000 \$ en 2007) a été constaté puisque la valeur au marché des actions cotées en bourse de Groupe TVA inc. au 31 décembre 2008 est inférieure au prix d'exercice moyen des options.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

18. Capital-actions (suite)

Régime d'options d'achat d'actions de classe B à l'intention des dirigeants (suite)

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2008 et 2007 des options conventionnelles et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

		2008		2007
		Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)		Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
Options conventionnelles	Nombre		Nombre	
Solde au début de l'exercice	983 693	16,16 \$	489 695	17,59 \$
Octroyées	—	—	561 875	14,82
Annulées	(8 538)	15,81	(67 877)	15,52
Solde à la fin de l'exercice	975 155	16,16 \$	983 693	16,16 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	185 144	19,20 \$	84 082	20,61 \$

Fourchette des prix d'exercice (en dollars)	Options en cours			Option pouvant être exercées	
	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2008	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (années)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2008	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
14,50 \$ à 16,40 \$	781 024	8,41	14,98 \$	56 451	15,41 \$
16,41 \$ à 21,38 \$	194 131	5,86	20,90	128 693	20,86
	975 155	7,90	16,16 \$	185 144	19,20 \$

Régimes d'actionnariat de classe B à l'intention des cadres et des employés

En 1998, la Compagnie a instauré un régime d'achat d'actions visant un nombre total de 375 000 actions de classe B, réservées aux employés et un régime d'achat d'actions visant un nombre total de 375 000 actions de classe B, réservées aux cadres de la Compagnie. Les régimes prévoient que les participants peuvent souscrire aux actions selon certaines modalités liées à leur rémunération. Les actions seront souscrites pour un prix correspondant à 90 % de la moyenne des cours boursiers de clôture des cinq jours de négociation précédant la levée. Les plans prévoient aussi des modalités de financement sans intérêt. Au cours de l'exercice, aucune action de classe B (aucune en 2007) n'a été émise en vertu de ces régimes. Le solde des actions pouvant être émises en vertu du régime réservé aux employés est de 229 753 actions de classe B aux 31 décembre 2008 et 2007 et le solde des actions pouvant être émises en vertu du régime réservé aux cadres est de 332 643 actions aux 31 décembre 2008 et 2007.

NOTES AFFÉRENTES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007
(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

18. Capital-actions (suite)

Régime de rémunération différée d'unités d'actions fictives

Au cours de l'exercice terminé le 27 août 2000, la Compagnie a instauré un régime d'intéressement à long terme pour certains membres de la haute direction. Les unités d'actions fictives sont rachetables (en espèces ou au gré de la Compagnie, en actions de classe B, ou par une combinaison d'espèces et d'actions) seulement au moment de la cessation d'emploi du participant. Un nombre maximum de 25 000 actions de classe B peuvent être émises en vertu de ce régime. Au cours de l'exercice, la Compagnie n'a octroyé aucune unité (aucune en 2007). Aucune unité n'est en circulation aux 31 décembre 2008 et 2007.

Bénéfice par action

Les tableaux suivants présentent les calculs du bénéfice par action de base et dilué:

	2008	2007
Bénéfice net	44 804 \$	38 384 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	25 293 708	27 024 848
Effet de dilution des options d'achat d'actions	–	9 797
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation	25 293 708	27 034 645
Bénéfice par action de base et dilué (en dollars)	1,77 \$	1,42 \$

975 155 (348 066 en 2007) options d'achat d'actions de classe B n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice par action dilué étant donné que leur prix d'exercice était supérieur au cours moyen de l'action en 2008.

19. Régime d'options d'achat d'actions de Quebecor Media inc.

En vertu d'un régime d'options d'achat d'actions créé par Quebecor Media inc., des options ont été octroyées aux membres de la haute direction de Groupe TVA inc. Chaque option peut être exercée au cours des dix années suivant la date d'octroi, à un prix d'exercice n'étant pas inférieur à la juste valeur des actions ordinaires, au moment de l'octroi, telle que déterminée par un expert externe dont les services sont retenus par le conseil d'administration de Quebecor Media inc. (advenant que les actions ordinaires de Quebecor Media inc. ne soient pas inscrites à une bourse reconnue au moment de l'octroi), ou le cours moyen pondéré des cinq jours de bourse précédant la date de l'octroi des actions ordinaires de Quebecor Media inc. sur les marchés boursiers où ces actions sont inscrites. Tant que les actions ordinaires de Quebecor Media inc. ne seront pas inscrites à une bourse reconnue, les options acquises peuvent être exercées uniquement durant les périodes suivantes : du 1^{er} mars au 30 mars; du 1^{er} juin au 29 juin; du 1^{er} septembre au 29 septembre; et du 1^{er} décembre au 30 décembre. De plus, au moment de la levée d'une option, les détenteurs d'options peuvent à leur discrétion, I) demander que la plus-value des actions sous-jacente à une option acquise leur soit versée ou II) souscrire, sous certaines conditions, à des actions ordinaires de Quebecor Media inc.

À l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération de Quebecor Media inc. n'en décide autrement, les options sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des méthodes suivantes, déterminée par ce comité de rémunération au moment de l'octroi : I) en portion égale sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi; II) en portion égale sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi; ou III) en portion égale sur une période de trois ans, dont la première tranche de 33 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi. De plus, l'acquisition d'options peut être subordonnée à l'atteinte de critères de performance.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

19. Régime d'options d'achat d'actions de Quebecor Media inc. (suite)

La Compagnie a constaté un renversement de charge de rémunération de 618 000 \$ relativement à ce programme au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2008 (charge de 1 928 000 \$ en 2007). La diminution de cette charge en 2008 s'explique par la baisse de la juste valeur des options de Quebecor Media inc. au 31 décembre 2008 comparativement à la juste valeur au 31 décembre 2007.

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2008 et 2007 des options d'achat d'actions octroyées aux membres de la haute direction, aux cadres supérieurs et aux autres employés clés de la Compagnie et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	Nombre	2008	Nombre	2007
		Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)		Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
Options conventionnelles				
Solde au début de l'exercice	328 159	37,84 \$	129 118	22,69 \$
Octroyées	–	–	204 563	47,25
Annulées	–	–	(5 522)	31,92
Exercées	(82 175)	19,54	–	–
Solde à la fin de l'exercice	245 984	43,96 \$	328 159	37,84 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	2 239	30,99 \$	61 395	17,58 \$

Prix d'exercice (en dollars)	Options en cours		Option pouvant être exercées	
	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2008	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2008	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
22,98 \$	12 695	5,70	–	– \$
27,86	8 972	6,25	–	–
30,47	16 582	7,13	1 446	30,47
31,92	3 172	7,70	793	31,92
44,45	2 953	8,60	–	–
47,29	201 610	8,85	–	–
	245 984	8,46	2 239	30,99 \$

NOTES AFFÉRENTES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007
(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

20. Crédits d'impôt et aide gouvernementale

Les frais de production des émissions qui sont inclus dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration, ont été réduits d'un montant de 1 760 000 \$ (2 200 000 \$ en 2007) au titre d'aide gouvernementale et de financement à la production.

Les produits d'exploitation du secteur de l'édition comprennent un montant de 1 062 000 \$ (1 191 000 \$ en 2007) au titre d'aide gouvernementale sous forme d'aide au contenu rédactionnel. L'aide gouvernementale reliée à la distribution de magazines représente 2 285 000 \$ (2 086 000 \$ en 2007) et est comptabilisée en réduction des coûts d'exploitation.

Les charges d'exploitation du secteur de la distribution comprennent de l'aide gouvernementale non remboursable d'un montant de 802 000 \$ (1 490 000 \$ en 2007). Au 31 décembre 2008, les avances reçues représentent 1 646 798 \$ (1 598 000 \$ en 2007) et sont présentées dans les droits de distribution à payer.

21. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite

Les régimes de retraite offerts aux employés cadres et syndiqués de Groupe TVA comportent un volet à prestations déterminées, de type salaire de carrière indexé avant et après la retraite, ainsi qu'un volet à cotisations déterminées. Groupe TVA offre à ses cadres supérieurs un régime de retraite de type salaire de fin de carrière, indexé avant et après la retraite, ainsi qu'un régime excédentaire non indexé après la retraite, dont les prestations compensent l'effet des limites fiscales. Les prestations de retraite des employés de TVA Publications sont de type salaire de carrière indexé avant et après la retraite.

Les différents régimes de retraite de la Compagnie ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au cours des trois dernières années.

Voici les dates d'effet des évaluations aux fins de la capitalisation :

	Date de l'évaluation la plus récente	Date de la prochaine évaluation requise
Régime du personnel cadre de Groupe TVA	31 décembre 2006	31 décembre 2009
Régime des syndiqués de Groupe TVA	31 décembre 2006	31 décembre 2009
Régime des cadres supérieurs de Groupe TVA	31 décembre 2007	31 décembre 2008
Régime pour les employés de Publications TVA	31 décembre 2007	31 décembre 2010

Les montants totaux en espèces constatés en 2008 comme montants payés ou payables pour cet exercice au titre des avantages sociaux futurs, qui comprennent les cotisations de l'employeur aux régimes de retraite à prestations déterminées, au régime à cotisations déterminées et au régime complémentaire de retraite, se sont élevés à 5 833 000 \$ (7 874 000 \$ en 2007).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

21. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Les tableaux suivants ont trait aux informations relatives aux régimes à prestations déterminées et font le rapprochement entre la variation des obligations découlant des régimes et la juste valeur des éléments d'actif des régimes pour les exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007.

	2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligations au titre des prestations constituées				
Solde au début de l'exercice	145 388 \$	2 154 \$	157 608 \$	2 225 \$
Cotisations des participants	2 584	–	2 524	–
Coût des services rendus au cours de l'exercice	2 653	5	3 517	5
Intérêts débiteurs	8 185	86	7 920	82
Modifications des régimes	6 500	–	83	–
Prestations versées	(7 084)	(133)	(10 840)	(126)
Gain actuariel	(35 993)	(622)	(15 424)	(32)
Solde à la fin de l'exercice	122 233 \$	1 490 \$	145 388 \$	2 154 \$

	2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Actifs des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	153 776 \$	– \$	154 048 \$	– \$
Rendement réel sur l'actif des régimes	(21 609)	–	2 511	–
Cotisations de l'employeur	3 194	–	5 533	–
Cotisations des participants	2 584	–	2 524	–
Prestations versées	(7 084)	–	(10 840)	–
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	130 861 \$	– \$	153 776 \$	– \$

Les actifs des régimes sont répartis selon les catégories d'actif suivantes :

	2008	2007
Titres de capitaux propres	59,4 %	56,9 %
Titre de créances	39,4 %	39,2 %
Autres	1,2 %	3,9 %
Total	100,0 %	100,0 %

Les dates de mesure des actifs des régimes sont aux 31 décembre 2008 et 2007.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

21. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Aux 31 décembre 2008 et 2007, des actions ordinaires de la société mère ultime, Quebecor inc., étaient comprises dans les titres de capitaux propres susmentionnés et comptaient respectivement pour 460 000 \$ (0,4 % des actifs des régimes) et pour 527 000 \$ (0,3 % des actifs des régimes).

Les montants présentés dans les tableaux précédents relativement aux obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice, comprennent les montants suivants, qui se rapportent à des régimes déficitaires :

	2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligations au titre des prestations constituées	732 \$	1 490 \$	875 \$	2 154 \$
Juste valeur des actifs des régimes	–	–	–	–
Situation de capitalisation - déficit	732 \$	1 490 \$	875 \$	2 154 \$

	2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Rapprochement de l'état de la capitalisation				
Excédent des actifs (obligations) sur obligations (actifs) à la fin de l'exercice	8 628 \$	(1 490) \$	8 388 \$	(2 154) \$
Coût des prestations pour services passés non constatés	14 842	(50)	9 310	(59)
Perte actuarielle nette non constatée	4 900	233	8 328	902
Obligation (actif) transitoire non constaté(e)	(4 143)	334	(4 645)	393
Actif (obligation) au titre des prestations constituées	24 227	(973)	21 381	(918)
Provision pour moins-value	(15 738)	–	(13 516)	–
Actif (obligation) au titre des prestations constituées, déduction faite de la provision pour moins-value	8 489 \$	(973) \$	7 865 \$	(918) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

21. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Les montants constatés aux bilans de la Compagnie aux 31 décembre 2008 et 2007 sont les suivants :

	2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Actif au titre des prestations constituées, sous la rubrique Autres éléments d'actif	8 489 \$	– \$	7 865 \$	– \$
Passif au titre des prestations constituées, sous la rubrique Créditeurs et charges à payer	–	(973)	–	(918)
Montant net constaté	8 489 \$	(973) \$	7 865 \$	(918) \$

Le tableau suivant présente la composition de la charge d'avantages sociaux des régimes à prestations déterminées pour les exercices 2008 et 2007 :

	2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	2 653 \$	5 \$	3 517 \$	4 \$
Intérêts débiteurs	8 185	86	7 920	82
Rendement prévu des actifs des régimes	(11 102)	–	(11 075)	–
Amortissement du coût des services passés	968	(8)	833	(8)
Amortissement de l'obligation (actif) transitoire	(502)	59	(502)	59
Variation de la provision pour moins-value	2 222	–	3 132	–
Amortissement de la perte actuarielle nette constatée	146	46	262	49
Charge d'avantages sociaux	2 570 \$	188 \$	4 087 \$	186 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

21. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Les hypothèses significatives que la direction considère les plus probables pour évaluer ses obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes :

	2008	2007
Obligations		
Taux d'actualisation en fin d'année	7,50 %	5,50 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,25 %	3,25 %
Coût périodique courant		
Taux d'actualisation	5,50 %	5,00 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	7,25 %	7,25 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,25 %	3,25 %

La tendance du taux présumé du coût des soins de santé utilisé dans le calcul de l'obligation au titre des avantages complémentaires à la retraite a été fixé à 9,0 % en 2008. Selon l'hypothèse retenue, ce taux devrait diminuer graduellement à 5 % sur une période de dix ans et, par la suite, demeurer à ce niveau. Un changement de 1 % dans ce taux aurait les effets suivants :

	Avantages complémentaires à la retraite	
	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Incidence sur les coûts des services et d'intérêts	11 \$	(9) \$
Incidence sur l'obligation au titre des prestations	78	(69)

Régimes à cotisations déterminées

La charge totale de la Compagnie au titre des régimes de retraite à cotisations déterminées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008 s'élève à 2 506 000 \$ (2 214 000 \$ en 2007).

22. Opérations conclues entre sociétés apparentées

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2008, la Compagnie a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Les transactions avec des sociétés apparentées sont enregistrées à la valeur d'échange telle qu'établie entre les parties.

Produits d'exploitation

La Compagnie a comme politique de transiger le temps d'antenne, les ventes d'émissions et la location des services techniques de production et de postproduction avec les sociétés sous contrôle commun et affiliées à la valeur du marché. La Compagnie a vendu du temps d'antenne à des sociétés sous contrôle commun et affiliées et a fourni des services techniques de production, de postproduction et autres pour un montant global de 48 385 000 \$ (39 674 000 \$ en 2007).

NOTES AFFÉRENTES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007
(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

22. Opérations conclues entre sociétés apparentées (suite)

Charges d’exploitation, de vente et d’administration
La Compagnie a comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 4 100 000 \$ (3 800 000 \$ en 2007).

La Compagnie a constaté une charge d’amortissement de droits de diffusion, des charges liées à des services informatiques et de communications, des charges de droits d’accès et des charges de services professionnels, provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 14 899 000 \$ (10 389 000 \$ en 2007). Le bilan inclut des droits de diffusion s’élevant à 80 000 \$ (346 000 \$ en 2007) ainsi que des droits de diffusion à payer et des créateurs et charges à payer s’élevant à 612 000 \$ (223 000 \$ en 2007) auprès de ces mêmes sociétés.

Quebecor World Inc.
Depuis le 21 janvier 2008, Quebecor World Inc. n’est plus considéré comme une société sous contrôle commun de la société mère ultime, Quebecor inc. Pour la période du 1^{er} au 21 janvier 2008, la Compagnie a constaté des charges d’exploitation de vente et d’administration pour un montant de 1 190 000 \$ auprès de cette société. Au cours de l’exercice 2007, la Compagnie avait déclaré des produits d’exploitation de 129 000 \$ ainsi que des charges d’exploitation, de ventes et d’administration de 27 071 000 \$ auprès de cette société qui était alors une société sous contrôle commun de la société mère ultime, Quebecor inc.

De plus, en 2008, la Compagnie a acquis, auprès de filiales de Quebecor Media inc, des créances de Quebecor World Inc. pour un montant de 10 497 000 \$. Par la suite, ces créances ont été payées auprès de filiales de Quebecor Media inc. pour un montant de 10 272 000 \$. À la suite de cette entente, la Compagnie a enregistré un gain de 225 000 \$ lequel a été enregistré à titre de surplus d’apport.

23. Engagements, garanties et éventualités

a) Engagements
La Compagnie s’est engagée en vertu de contrats de location-exploitation, principalement pour des services et des locaux pour bureaux ainsi que pour des contrats d’acquisition de droits de distribution et de diffusion, représentant des paiements totaux de 79 394 000 \$. Les paiements minimums pour les prochains exercices s’établissent comme suit :

2009	51 695 \$
2010	17 071
2011	6 180
2012	2 638
2013	675
2014 et suivants	1 135

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

23. Engagements, garanties et éventualités (suite)

a) Engagements (suite)

Autres engagements

De plus, dans le cadre de l'acquisition de la station de télévision torontoise SUN TV, la Compagnie s'est engagée à investir dans l'industrie télévisuelle canadienne sur une période de cinq à sept ans un montant de 4 600 000 \$ au titre des avantages tangibles. Ce montant vient s'ajouter au solde des engagements de conditions de licence de l'ancien propriétaire d'un montant de 8 996 000 \$ que la Compagnie devra assumer sur une période de quatre à sept ans. Le 11 janvier 2007, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a approuvé une demande de modification des conditions de licence de SUN TV en ce qui a trait aux avantages tangibles à investir. Cette décision permet à la Compagnie de réduire ses avantages tangibles à investir de 4 339 000 \$. À la suite de cette décision, au 31 décembre 2008, il restait à la Compagnie un solde de 58 000 \$ non engagé aux fins des conditions de licences exigées par le CRTC.

b) Garanties

La Compagnie a garanti une partie des valeurs résiduelles de certains des actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation pour le bénéfice du bailleur. Si la juste valeur des actifs loués, à la fin de la durée des contrats de location-exploitation respectifs dont ils font l'objet, est inférieure à leur valeur résiduelle garantie, la Compagnie devra alors compenser le bailleur, selon certaines conditions, pour une partie du manque à gagner. L'obligation maximale à l'égard de ces garanties totalise approximativement 895 000 \$. Au 31 décembre 2008, la Compagnie n'a inscrit aucun passif relativement à ces garanties.

Dans le cours normal de ses opérations, la Compagnie procure à des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisitions, ententes de services et contrats de location. Ces ententes obligent la Compagnie à indemniser un tiers pour les coûts engagés en regard de certains changements aux lois et règlements (incluant ceux relatifs aux lois fiscales) ou résultant de poursuites judiciaires ou sanctions réglementaires résultant de ces transactions. Les termes de ces indemnisations vont varier d'une transaction à l'autre, en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Compagnie d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que celle-ci pourrait être tenue de verser aux contreparties. La Compagnie n'a constaté aucun passif relativement à ces ententes, puisqu'elle estime n'avoir aucun paiement à effectuer en vertu de celles-ci.

c) Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la Compagnie est impliquée dans diverses poursuites, litiges et réclamations. De l'avis de la direction, la résolution de ces poursuites, litiges et réclamations n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou les flux de trésorerie de la Compagnie.

Litige avec Quebecor World Inc.

Des procédures judiciaires contre la Compagnie ont été intentées par Quebecor World Inc. en relation avec le contrat d'impression et services connexes résiliés en 2008. La somme totale réclamée est de l'ordre de 14 000 000 \$. Le résultat de cette poursuite ne peut être déterminé avec certitude. Cependant, la direction croit que cette poursuite est sans fondement et a l'intention de défendre sa position avec vigueur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

24. Instruments financiers et gestion des risques financiers

La politique de gestion des risques financiers de la Compagnie est établie pour identifier et analyser les risques rencontrés par la Compagnie, y instaurer des limites et des contrôles et en faire le suivi par rapport à leurs limites. La politique de gestion des risques est revue, lorsque nécessaire, pour refléter les changements dans les conditions du marché ainsi que dans les activités de la Compagnie.

De par son utilisation d'instruments financiers, la Compagnie est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité ainsi qu'aux risques de marché reliés aux fluctuations de taux de change et de taux d'intérêt. Ayant comme objectif de couvrir les risques reliés aux fluctuations des taux d'intérêt, la Compagnie a conclu, au cours du quatrième trimestre 2008, une entente de swap de taux d'intérêt sur une portion de la dette à long terme afin de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt. La Compagnie n'a pas l'intention de régler son instrument financier dérivé avant son échéance.

I) Description de l'instrument financier dérivé

Swap de taux d'intérêt

Début : 1^{er} décembre 2008

Maturité : 1^{er} mars 2010

Notionnel : 45 000 000 \$

Paie/reçoit : paie un taux fixe et reçoit un taux variable

Taux fixe : 1,88 %

Taux variable : acceptation bancaire – 1 mois

II) Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des débiteurs de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme créances) ainsi que des créditeurs et charges à payer de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme autres passifs financiers) se rapproche de leur juste valeur, étant donné que ces éléments seront réalisés ou réglés à moins d'un an. La juste valeur des autres placements n'a pas pu être déterminée, car il n'existe pas de prix coté sur un marché organisé pour ces types de placement.

Les justes valeurs de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé aux 31 décembre 2008 et 2007 sont les suivantes :

	2008		2007	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme	93 834 \$	91 400 \$	56 333 \$	56 333 \$
Entente de swap de taux d'intérêt	434	434	–	–

La juste valeur des passifs financiers est fondée sur le calcul des flux de trésorerie actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments financiers ayant la même échéance.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

24. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

III) Gestion du risque de crédit

La Compagnie est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tierces parties. Dans le cours normal de son exploitation, la Compagnie évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit pour tout nouveau client. Au 31 décembre 2008, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante du chiffre consolidé des comptes clients de la Compagnie. La Compagnie établit une provision pour créances douteuses pour répondre au risque de crédit propre à ses clients. Le solde des comptes clients de la Compagnie est réparti entre de nombreux clients, principalement des agences de publicité. La Compagnie ne croit pas qu'elle soit exposée à un niveau de risque de crédit inhabituel ou important. Au 31 décembre 2008, 5,91 % des comptes à recevoir étaient impayés depuis plus de 120 jours après la date de facturation (4,95 % au 31 décembre 2007). De plus, au 31 décembre 2008, la provision pour pertes sur créances représente un montant de 3 978 000 \$ (3 578 000 \$ au 31 décembre 2007).

IV) Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou de les rencontrer mais à un coût excessif. La Compagnie s'assure qu'elle a suffisamment de flux de trésorerie provenant des opérations courantes ainsi que de disponibilités de sources de financement pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis pour les investissements à long terme, le fonds de roulement, les paiements d'intérêts et les remboursements de dettes, les contributions aux fonds de pension, les dividendes et les rachats d'actions.

La Compagnie bénéficie d'une convention de crédit qui consiste en un emprunt à terme rotatif maximum de 160 000 000 \$, portant intérêt à des taux variables fondés sur le taux des acceptations bancaires ou le taux de base bancaire canadien, plus une marge variable en fonction du ratio de la dette totale sur le bénéfice d'exploitation (ou bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements). La convention de crédit vient à échéance et est remboursable en totalité le 15 juin 2010.

V) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des changements surviennent dans les prix du marché sur les taux de change étranger et les taux d'intérêt qui pourraient affecter les revenus de la Compagnie ou la valeur de ses instruments financiers. L'objectif d'une gestion de risque de marché est de minimiser et de contrôler les expositions à l'intérieur de paramètres acceptables.

Risque de change étranger

La Compagnie est exposée à un risque de change étranger limité sur les revenus et les dépenses compte tenu du faible volume de transactions effectuées dans les devises étrangères soit autres que la devise canadienne. La devise étrangère la plus transigée, est le dollar américain et celle-ci est utilisée principalement pour certains achats de droits de distribution, de dépenses en immobilisations et dans la perception de revenus avec certains clients. Compte tenu du faible volume de transactions en devises étrangères, la Compagnie ne voit pas la nécessité d'utiliser de couverture de change. En conséquence, la sensibilité de la Compagnie à la variation de taux de change étranger est limitée.

Une augmentation ou une diminution de 1 % dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain aurait un impact sur le bénéfice net de moins de 100 000 \$ sur une base annuelle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

24. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

V) Risque de marché (suite)

Risque de taux d'intérêt

La Compagnie est exposée au risque de taux d'intérêt lié à sa dette à long terme. La Compagnie a conclu une entente de swap de taux d'intérêt sur une partie de sa dette à long terme afin de limiter les risques de flux de trésorerie. Compte tenu de cet instrument de couverture, la dette à long terme comprenait une portion de 48 % de dette à taux fixe et une portion de 52 % de dette à taux variable au 31 décembre 2008.

Une augmentation (diminution) de 100 points de base dans le taux des acceptations bancaires canadien à la fin du présent exercice utilisant le niveau de dette à long terme au 31 décembre 2008 sur une portion à taux variable refléterait une augmentation (diminution) annuelle de 489 000 \$ des charges financières.

La Compagnie revoit sa situation régulièrement pour s'assurer que les risques n'ont pas changé.

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Compagnie dans sa gestion de capital sont :

- de préserver la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation afin de continuer à fournir un rendement à ses actionnaires
- de maintenir une base optimale de sa structure de capital dans le but de supporter les besoins de capitaux dans les différents secteurs d'activités, incluant les opportunités de croissance et le maintien de la confiance des investisseurs ainsi que des créanciers.

La Compagnie gère sa structure de capital selon les caractéristiques des risques reliés aux actifs sous-jacents de ses secteurs et selon les exigences requises s'il y a lieu. La Compagnie a l'habilité de gérer sa structure de capital en obtenant de nouvelles dettes ou en remboursant sa dette actuelle avec les entrées d'argent générées à l'interne, en contrôlant les montants distribués aux actionnaires soit sous forme de dividendes ou de rachat d'actions, en émettant du nouveau capital-actions sur le marché et en apportant des ajustements à son programme de dépenses en immobilisations. La stratégie de la Compagnie est demeurée inchangée comparativement à celle de l'année précédente.

La structure de capital de la Compagnie est composée d'un avoir des actionnaires, d'un découvert bancaire, d'une dette à long terme, de la part d'un actionnaire sans contrôle, moins les espèces.

À l'exception des exigences de ratios financiers requis dans la convention de crédit, la Compagnie n'est sujette à aucune autre exigence externe sur le capital. Au 31 décembre 2008, la Compagnie respecte les conditions relatives à la convention de crédit.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

25. Information sectorielle

Les activités de la Compagnie se composent des secteurs suivants :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA, des services spécialisés analogiques et numériques, de Sun TV, de la maison de production TVA Productions inc., de la production commerciale TVAccès et du télé-achat;
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications inc., éditeur de magazines de langue française spécialisés dans les domaines des arts, du spectacle, de la télévision, de la mode, de la décoration et autres;
- Le secteur de la distribution inclut les activités de distribution de produits télévisuels et de films.

Les autres éléments représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des affaires effectuées entre les secteurs d'activités de la Compagnie en ce qui a trait aux produits, aux charges ainsi qu'aux profits matérialisés (non matérialisés) ainsi que le placement dans Canoë inc. au bilan.

Les secteurs isolables déterminés par la direction de la Compagnie sont des unités d'exploitation stratégiques qui offrent des biens et services divers. Ils sont gérés séparément, entre autres, parce que chaque secteur exige des stratégies de mise en marché différentes.

Les conventions comptables pour ces secteurs sont les mêmes que celles suivies par la Compagnie dans son ensemble (voir note 1).

Les tableaux suivants présentent des informations sur les résultats et sur l'actif :

					2008
	Télévision	Édition	Distribution	Autres éléments	Total
Produits d'exploitation	342 853 \$	78 606 \$	19 236 \$	(3 972) \$	436 723 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	287 329	69 300	18 054	(4 262)	370 421
Bénéfice avant amortissement, charges financières et frais de rationalisation des activités d'exploitation	55 524 \$	9 306 \$	1 182 \$	290 \$	66 302 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	21 512 \$	351 \$	18 \$	– \$	21 881 \$
Écart d'acquisition	2 539 \$	69 442 \$	– \$	– \$	71 981 \$
Actif total	363 067 \$	80 158 \$	21 006 \$	11 262 \$	475 493 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

25. Information sectorielle (suite)

	2007				
	Télévision	Édition	Distribution	Autres éléments	Total
Produits d'exploitation	321 045 \$	79 878 \$	19 828 \$	(5 265) \$	415 486 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	270 688	72 049	18 533	(5 165)	356 105
Bénéfice avant amortissement, charges financières et frais de rationalisation des activités d'exploitation	50 357 \$	7 829 \$	1 295 \$	(100) \$	59 381 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	15 664 \$	536 \$	– \$	– \$	16 200 \$
Écart d'acquisition	2 539 \$	69 442 \$	– \$	– \$	71 981 \$
Actif total	342 283 \$	84 237 \$	19 763 \$	11 262 \$	457 545 \$

26. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 2007 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2008.

REVUE DES SIX DERNIÈRES ANNÉES

Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

Résultats consolidés	2008	2007	2006	2005	2004	2003
(en milliers de dollars)						
Produits d'exploitation	436 723 \$	415 486 \$	393 312 \$	401 352 \$	357 960 \$	340 945 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	370 421	356 105	351 256	348 361	277 457	259 486
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, charges financières et autres éléments ⁽¹⁾	66 302	59 381	42 056	52 991	80 503	81 459
Amortissement	13 986	12 942	13 905	13 740	11 853	11 980
Charges financières	1 760	4 477	5 308	2 764	678	1 111
Autres éléments ⁽¹⁾	184	1 382	31 967	(276)	11	418
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices, part des actionnaires sans contrôle et part des résultats des sociétés satellites	50 372	40 580	(9 124)	36 763	67 961	67 950
Impôts sur les bénéfices (récupération)	8 259	5 714	(2 591)	11 943	17 181	13 928
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle et part des résultats des sociétés satellites	42 113	34 866	(6 533)	24 820	50 780	54 022
Part des actionnaires sans contrôle	1 802	2 651	3 252	2 747	147	
Part dans les résultats des sociétés satellites	889	867	141	806	441	491
Bénéfice net (perte nette)	44 804	38 384	(3 140)	28 373	51 368	54 513
Données financières et ratios						
(en milliers de dollars sauf les montants par action)						
Fonds générés par l'exploitation courante	52 325 \$	38 098 \$	29 991 \$	36 561 \$	66 371 \$	73 297 \$
Acquisition d'immobilisations	(21 881)	(16 200)	(9 028)	(12 887)	(10 118)	(5 742)
Immobilisations	88 590	77 275	74 038	77 173	77 999	62 863
Actif total	475 493	457 545	477 596	512 981	446 665	389 311
Dette à long terme	93 705	56 116	96 210	106 705	34 837	23 814
Avoir des actionnaires	202,772	214 519	181 492	189 898	249 225	242 153
Ratio de la structure financière	32%	21%	35%	36%	12%	9%
Par action						
Bénéfice net (perte nette)	1,77 \$	1,42 \$	(0,12 \$)	0,98 \$	1,61 \$	1,65 \$
Valeur comptable	8,44 \$	7,94 \$	6,72 \$	7,02 \$	8,10 \$	7,45 \$

(1) Autres éléments inclus les dépréciations d'actifs incorporels, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, les gains sur acquisition et disposition d'entreprises, les gains sur disposition de placements.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MARC A. COURTOIS ⁽¹⁾
Administrateur de sociétés

JACQUES DORION ⁽²⁾
Chef de la direction
Aegis Media Canada inc.

NATHALIE ELGRABLY-LEVY
Économiste, HEC Montréal

SERGE GOUIN ⁽²⁾
Président du conseil,
Quebecor Media inc.

SYLVIE LALANDE ⁽²⁾
Administrateur de sociétés

A. MICHEL LAVIGNE ⁽¹⁾
Administrateur de sociétés

JEAN-MARC LÉGER
Président, Léger Marketing

JEAN NEVEU
Président du conseil, Groupe TVA inc.
et président du conseil, Quebecor inc.

PIERRE KARL PÉLADEAU
Président et chef de la direction
Quebecor inc., Quebecor Media inc.
et Corporation Sun Media, et chef de la
direction financière de Quebecor inc.
et Quebecor Media inc.

ANDRÉ TRANCHEMONTAGNE ⁽¹⁾
Administrateur de sociétés

(1) Membre du comité de vérification

(2) Membre du comité de rémunération

LA DIRECTION

PIERRE DION
Président et chef de la direction

YVES DION
Président, TVA Films

JOCELYN POIRIER
Président, TVA Publications inc. et
Président, TVAchats

DENIS ROZON
Vice-président et chef de la direction
financière

YVES BEAUPRÉ
Vice-président, Exploitation

MARIE COMTOIS
Vice-présidente, Communication
et nouveaux médias

SERGE FORTIN
Vice-président, Information

RICHARD GAUTHIER
Vice-président, Ressources humaines

FRANCE LAUZIÈRE
Vice-présidente, Programmation

JIM NELLES
Vice-président et
directeur général, SUN TV

ÉDITH PERREAULT
Vice-présidente, Ventes et marketing

RICHARD RENAUD
Vice-président, Stations régionales

CLAUDINE TREMBLAY
Vice-présidente et Secrétaire

MAXIME BÉDARD
Directeur, Affaires juridiques

CHRISTIAN MARCOUX
Secrétaire adjoint

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

SIÈGE SOCIAL
Groupe TVA inc.
1600 boulevard de Maisonneuve Est
Montréal, Québec H2L 4P2

SITE INTERNET
www.tva.canoe.ca

AGENT DE TRANSFERT
Société de fiducie Computershare
du Canada

VÉRIFICATEURS
Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

An english version of this annual
report is available at the head office
of the company

COMMUNICATIONS
André Limoges
Tel.: (514) 526-9251, poste 2697
Fax: (514) 599-5502
andre.limoges@tva.ca

ASSEMBLÉE ANNUELLE
Les actionnaires sont invités à assister
à l'assemblée annuelle qui se tiendra
le 1^{er} mai 2009 à 11h30 au Studio A de
Groupe TVA inc. 1425, rue Alexandre-
DeSève, Montréal (Québec)

DÉPÔT LÉGAL
Bibliothèque nationale
du Québec, 2008